



- Rapport financier

# → *sommaire*

**rapport financier**

3	<b>Rapport de gestion</b>
20	<b>Comptes consolidés (en euros)</b>
20	Bilan consolidé
21	Engagements hors-bilan consolidé
22	Compte de résultats consolidés
24	Annexe aux comptes consolidés
93	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
94	<b>Comptes sociaux (en euros)</b>
94	Bilan social
95	Engagements hors-bilan social
96	Compte de résultat social
98	Extraits de l'annexe aux comptes sociaux
118	Rapport général des commissaires aux comptes
119	<b>Assemblée générale ordinaire</b>
119	Rapport du directoire
120	Observations du conseil de surveillance
121	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
122	Projets de résolutions
124	<b>Informations complémentaires</b>
124	Renseignements concernant la dette obligataire
130	Informations juridiques et administratives
133	Composition du conseil de surveillance et du directoire de Dexia Crédit Local
138	<b>Lexique</b>

## RAPPORT DE GESTION DU GROUPE DEXIA CRÉDIT LOCAL

**( 1. L'activité commerciale du groupe Dexia Crédit Local****»» 1.1. Commentaires généraux**

L'activité au 31 décembre 2000 fait ressortir les tendances suivantes :

– en Europe, l'encours global – comme l'encours auprès du secteur public local – est en légère croissance dans tous les pays. Ceci résulte de deux actions conjuguées :

- le maintien des parts de marché sur les flux de prêts nouveaux, ainsi que la capacité d'élargir avec succès l'offre commerciale lorsque les attentes des clients et la réglementation locale conduisent (comme c'est le cas en Italie) à un certain développement de la désintermédiation – ceci notamment grâce aux synergies avec FSA (Financial Security Assurance) ;
- une action de gestion active de la dette, proposée aux clients dans la plupart des pays et leur permettant de profiter des opportunités offertes par les évolutions des marchés financiers. Cette politique permet, tout en fidélisant les clients, d'assurer une meilleure rentabilité globale.

Par ailleurs, la diversification des services offerts se met progressivement en place (notamment en matière de gestion d'actifs ou d'assurance).

– aux États-Unis, l'activité est en très fort développement, tant en ce qui concerne le financement des collectivités locales que les financements structurés ;

– enfin de façon globale, le développement rapide de l'activité des financements structurés se poursuit dans un marché porteur.

Avec 117,6 milliards d'euros, l'encours des financements à long terme est en croissance de 5,7 % par rapport à 1999.

Hors Allemagne, cet encours passe de 85,1 milliards d'euros en 1999 à 91,2 milliards d'euros en 2000, soit une progression de 7,2 %.

Hors Allemagne et hors filiales mises en équivalence (Autriche et Espagne) :

– l'encours auprès du secteur public s'établit à 85,6 milliards d'euros, en progression de 7,2 % par rapport à 1999. Dans cet ensemble, l'Amérique progresse fortement (+48 %), tandis que la France et l'Italie se stabilisent – malgré, pour l'Italie, la forte pression (encouragée par le gouvernement) sur les remboursements anticipés,

– l'encours en matière de financements structurés s'élève à 7,6 milliards d'euros, soit une croissance de 25,2 % par rapport à 1999.

Avec 22,2 milliards d'euros, la production globale de financement à long terme en 2000 est en avance sur les prévisions, mais est inférieure de 6,4 % par rapport à la production de 1999.

La production hors Allemagne passe de 15,4 milliards d'euros en 1999 à 17,4 milliards d'euros en 2000 (soit une progression de 13,4 %).

**»» 1.2. L'analyse par pays**

**En France**, l'activité s'établit à 6 441 millions d'euros avec une progression de la production sur les collectivités locales (+8,1 %) et une diminution sensible de celle sur les autres secteurs locaux (–38,9 %) et sur les financements structurés (–30,3 %).

L'encours de financement à long terme atteint 52,2 milliards d'euros, en augmentation de 0,5 % par rapport à l'année précédente.

Cette stabilisation de l'encours s'explique par des facteurs contrastés :

- une production en augmentation sur les collectivités locales pour la deuxième année consécutive, freinant la légère décroissance des encours long terme,
- une poursuite de la croissance des encours pour les autres acteurs locaux et les financements structurés, malgré un recul significatif de la production,
- un rallongement de la durée résiduelle des encours, conséquence de la forte activité des opérations de réaménagements.

La conjoncture des finances locales a été marquée par quatre caractéristiques : poursuite de la pause fiscale et de la croissance de l'épargne, la forte croissance de l'investissement accompagné d'un mouvement de désendettement. Les collectivités locales consacrent leur excédent de financement à la réduction de la dette et à l'augmentation de leurs dépôts au Trésor.

## → Rapport de gestion

Il s'ajoute deux éléments défavorables intervenus en 2000 : l'assèchement du marché de refinancement des prêts au logement social et la modification de la réglementation relative à l'activité de financement court terme du secteur public avec l'instauration de la notion de date de valeur qui conduit les collectivités à limiter l'utilisation de leurs lignes de trésorerie. Le recours à l'emprunt nouveau reste inférieur au niveau des amortissements de dettes anciennes.

La société a poursuivi la diversification de son offre au secteur public local par différentes actions : ouverture d'un nouveau site sur le Web, intensification de l'activité de Dexia Sofaxis avec le concours du réseau commercial de Dexia Crédit Local, développement de l'activité de Dexia CLF Lease Services, filiale à 49 % de Dexia Crédit Local et à 51 % d'Arval, en matière de location de longue durée et de gestion de parc automobile public.

**En Grande-Bretagne**, l'activité a été soutenue dans le domaine des financements structurés et a enregistré une bonne performance dans le domaine des logements sociaux ; dans ces conditions, la production s'établit à 944 millions d'euros, en progression de 24,4 % par rapport à celle de 1999. Les encours s'inscrivent à 2 530 millions d'euros, soit une hausse de 4,8 %.

**En Italie**, l'activité de l'année a été marquée par la diminution du marché global du financement des collectivités locales, l'amplification de la concurrence notamment sur le segment des grands clients et la mise en œuvre d'une politique de diversification appuyée par le positionnement favorable de Crediop. À noter également une demande élevée de réaménagement et de remboursements de prêts.

À fin 2000, la production (2 133 millions d'euros) dépasse sensiblement son niveau de 1999 (+16,2 %). Avec 14 608 millions d'euros, l'encours est stable par rapport à 1999.

**En Slovaquie**, l'année 2000 a marqué l'entrée de PKB (Prva Komunalna Banka) dans le réseau international de Dexia Crédit Local. La production s'élève à 83 millions d'euros et l'encours à 319 millions d'euros.

**En Suède**, avec 832 millions d'euros, la production a été la plus forte jamais réalisée et s'avère très supérieure (+28,2 %) à celle de 1999. Dexia Kommunbank a atteint ses objectifs commerciaux en augmentant notablement sa présence auprès des 20 plus grandes communes suédoises. Par ailleurs, elle a élargi sa base commerciale et opère des opérations de diversification en participant pour la première fois à une syndication et en signant une garantie de liquidité (28 millions d'euros).

L'encours est en croissance de 42 % par rapport à 1999.

**En Amérique**, avec une production nouvelle de 5 milliards d'euros, l'année 2000 s'achève sur une hausse de près de 43 % par rapport au niveau considéré comme record en 1999.

Grâce à ce dynamisme, la filiale new-yorkaise porte son encours à 11,3 milliards d'euros (+ 48 % par rapport à 1999).

La production sur le secteur public au 31 décembre croît de 38,4 % par rapport à 1999. La croissance forte de l'activité de l'année 2000 s'appuie sur la bonne pénétration commerciale de l'agence et sur un travail sur le fonds de commerce visant à augmenter les montants unitaires – la taille moyenne des transactions nouvelles étant actuellement de l'ordre de 90 millions d'euros.

Les premières synergies tirées de l'acquisition de FSA ont été mises en œuvre sous forme de réponse conjointe à des appels d'offres combinant assurance et garantie de liquidité – comme par exemple, dans l'opération Chicago Board of Education.

En matière de financements structurés, sur ce marché profond mais très concurrentiel, Dexia a su évoluer du rôle de participant à celui d'underwriter ou co-arrangeur.

Dans le domaine des financements de projets, l'activité de l'année a largement porté sur le secteur de la production d'électricité, aux États-Unis mais également au Mexique. Dans le domaine des financements d'actifs, l'agence est intervenue, tant dans des financements structurés aéronautiques que dans des montages de US Leases, en collaboration avec FSA ; l'association entre les deux entités, qui offrent des produits complémentaires dans le montage, semble ouvrir des perspectives prometteuses, notamment à destination de la clientèle publique européenne.

L'activité a été également très soutenue en Amérique latine tant pour le secteur public (bond Buenos Aires) que pour les financements de projet (principalement de production d'électricité au Mexique ou la signature conjointe par la filiale et FSA d'un mandat (réalisation en 2001) de lead-arrangeur pour la mise en place d'une garantie d'une émission obligataire (USD 300 millions) dans le secteur autoroutier au Chili).

**En Asie**, l'encours total s'élève à 183 millions d'euros, en progression de 57,8 % par rapport à 1999 ; ceci est dû à l'absence quasi structurelle de production sur le secteur des collectivités locales.

**L'activité internationale du siège** s'élève à 1 343 millions d'euros, en très forte progression par rapport à 1999. Sur le secteur public, le bon niveau de la production est lié aux opérations conclues avec la Suisse. En matière de financements structurés, la production extrêmement élevée provient d'opérations d'underwriting dans le secteur des télécommunications et secteur autoroutier (Dexia est conseiller financier du concessionnaire de l'autoroute Interior Norte au Portugal).

**En Allemagne**, l'activité de la filiale allemande a été ralentie en 2000 par les contraintes de fonds propres ainsi que par des conditions de marchés défavorables. Dans ce contexte, la production s'inscrit à 4 776 millions d'euros, en repli de 43 % par rapport à celle de 1999. L'encours est stable.

**En Autriche**, la filiale autrichienne dont Dexia Crédit Local détient 26,7 % du capital, a quasiment triplé sa production par rapport à celle de 1999. Ceci est notamment dû à un rachat d'encours au fonds de l'environnement et de gestion des eaux. Kommunalkredit Austria devient ainsi une banque majeure dans le financement aux collectivités locales autrichiennes. En janvier 2001, la participation au capital de Kommunalkredit Austria a été portée à 47,6 %.

**En Espagne**, la fusion entre BBV et Argentaria a créé une situation nouvelle. Dexia et BBVA ont jugé opportun de continuer indépendamment leur activité de financement de l'équipement collectif et des services financiers au secteur public. Un accord est intervenu en vertu duquel est rétablie la situation qui prévalait avant l'alliance réalisée en 1998.

Dexia a décidé de créer avec Banco Sabadell une joint venture Dexia Sabadell Banco Local pour développer cette activité de financement. Dexia détiendra 60 % et Banco Sabadell 40 % de la nouvelle entité qui sera opérationnelle au début du deuxième trimestre 2001.

### »» 1.3. La collecte des ressources

- Dexia Crédit Local et sa filiale Dexia Municipal Agency ont emprunté 12,3 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2000, en conformité avec le programme d'émission fixé à 12,0 milliards d'euros. Pour mémoire, le groupe avait émis 10,7 milliards d'euros en 1999, dont seulement 2,5 milliards d'euros pour Dexia Municipal Agency.

- L'évolution positive constatée en 2000 s'explique par la montée en puissance de Dexia Municipal Agency, qui représente désormais le vecteur principal d'émission du groupe Dexia Crédit Local, puisque près de 70 % des ressources sont désormais collectées par son intermédiaire.

La répartition des ressources collectées en 2000 est la suivante :

- 8,5 milliards d'euros via Dexia Municipal Agency pour une durée de vie moyenne de 5,8 ans,
- 2,9 milliards d'euros via Dexia Crédit Local pour une durée de vie moyenne de 4,2 ans,
- 0,9 milliard d'euros via Dexia Crédit Local auprès de la BEI pour une durée de vie moyenne de 12 ans.

- Dexia Municipal Agency a réalisé 22 émissions en 2000, ce qui a permis de constituer 4 souches « jumbos » de plus de 1 milliard d'euros. Cette politique d'abondement de souches existantes vise à accroître la liquidité des titres Dexia Municipal Agency, condition nécessaire à leur succès auprès des grands investisseurs institutionnels internationaux. C'est ainsi que Dexia Municipal Agency a réussi en moins de 15 mois d'existence à devenir une référence sur le segment des « covered bonds » qui regroupe en Europe les Pfandbriefe allemands ou luxembourgeois, les Cédulas Hipotecarias espagnoles et les obligations foncières françaises.

Ce succès s'explique notamment par la grande qualité des actifs de Dexia Municipal Agency, qui ne comportent que des crédits ou des titres sur des collectivités publiques, et par la rigueur de sa gestion des risques financiers qui vise à immuniser totalement la société contre les évolutions des marchés financiers.

## **( 2. L'organisation de Dexia Crédit Local**

### »» 2.1. Le gouvernement d'entreprise

Sur décision de l'assemblée générale mixte du 10 janvier 2000, la société a adopté le mode d'organisation avec directoire et conseil de surveillance. Le conseil de surveillance de Dexia Crédit Local a adopté une charte des membres du conseil de surveillance.

### »» 2.2. La gestion du risque et le contrôle interne

#### **La gestion des risques de crédit**

S'agissant de Dexia Crédit Local, les expositions en risque de crédit sont appréhendées de manière consolidée.

Elles comprennent les engagements de financements inscrits au bilan et hors-bilan, présentant ou pouvant donner lieu à un risque de crédit.

Elles portent sur les financements par prêts et titres, long et court termes.

Au 31 décembre 2000, les expositions se répartissent de la façon suivante :

- 1) sur les souverains : 12 %,
- 2) sur les collectivités locales à hauteur de 52 %,
- 3) sur les satellites publics et privés dans la mouvance des collectivités locales (hôpitaux, chambres consulaires, organismes de logement social, associations, sociétés d'économie mixte) : 8 %,
- 4) sur les corporates et project finance : 7 %,
- 5) sur les établissements bancaires : 18 %,
- 6) autres : 3 %.

Tous les engagements domestiques font l'objet d'une revue trimestrielle, conformément au règlement 97-02 de la Commission bancaire française. L'appréciation de la qualité des engagements conduit à une revue des emprunteurs ayant un ou plusieurs contrats en impayé mais également de tout emprunteur qui, du fait d'un événement interne ou externe, verrait sa qualité de signature se dégrader significativement. Les revues trimestrielles effectuées en 2000 ont permis de relever que la qualité des engagements de Dexia Crédit Local s'était maintenue à un haut niveau, comme en atteste le niveau particulièrement bas des impayés, historiquement le plus faible depuis 10 ans.

Les décisions d'engagement de crédit ou par signature pour toutes les opérations internationales, qu'elles soient logées dans les livres du siège ou ceux des filiales ou succursales à l'étranger, relèvent du Comité de Crédit International.

Plusieurs implantations à l'étranger ont cependant reçu progressivement délégation pour des engagements sur des entités appartenant au secteur public local du pays ; ces engagements ne peuvent être pris que pour des montants et durées spécifiés en fonction de la qualité des emprunteurs établie au travers d'un mécanisme interne d'appréciation ou de notation validé en Comité de Crédit. Les filiales et succursales à l'étranger ne disposent en revanche d'aucune délégation en matière de financements de projets, financements structurés ou financements d'entreprises.

Tous les dossiers font l'objet d'une notation interne, conformément aux règles et méthodologies établies au niveau du groupe. Cette notation conduit, pour les entreprises et les établissements bancaires, à la définition d'un plafond d'engagement dont le respect est contrôlé avant toute décision d'engagement ; de même, un plafond d'engagement est établi pour chaque pays en fonction de sa notation interne établie par une équipe d'analystes spécialisée de Dexia.

La mesure des risques est appréhendée au niveau consolidé : les engagements internationaux relatifs à un même groupe d'entreprises ou bancaire sont consolidés pour vérification du respect des plafonds d'engagement établis. Tous les engagements internationaux font l'objet d'une revue annuelle formalisée.

Les règles d'engagement et la méthodologie de mesure et de suivi des risques de contrepartie ont été établies au niveau du groupe Dexia, en vue d'une approche cohérente des diverses entités qui le composent : ces règles communes s'appliquent ainsi à Dexia Crédit Local, qui est cependant autonome pour l'organisation des règles de délégation aux implantations étrangères.

La politique de provisionnement fait l'objet d'un rapport trimestriel au comité exécutif.

Sur les activités domestiques, la prudence a conduit à maintenir un volume stable de provisions, alors que tous les indicateurs de risque (créances douteuses, impayés) sont en diminution. La couverture du risque clientèle est donc d'un niveau élevé. Sur les activités internationales, en fort développement, les provisions statistiques ont été augmentées en proportion de la croissance des encours, étant précisé que la qualité des engagements conduit à un niveau très faible pour les provisions affectées.

## La gestion des risques de marché

La mise en place de Dexia Financial Markets (DFM) a conduit à une simplification du processus de décision relatif à l'encadrement des risques de marché. Les deux comités qui existaient l'un au niveau du groupe Dexia et l'autre au niveau de Dexia Crédit Local ont été fusionnés. Participent au comité unique ainsi créé au niveau de Dexia le membre du comité exécutif groupe en charge des métiers financiers, les responsables des départements des marchés des entités opérationnelles, les responsables des lignes d'activité de DFM ainsi que le Risk Management Dexia et ses homologues dans les entités.

Un rapport trimestriel sur les risques de marché est présenté au comité exécutif de Dexia Crédit Local. Il est préparé par l'équipe du middle-office qui est hiérarchiquement distincte des opérateurs de marché. Ce rapport présente le suivi des limites affectées aux différents risques. À titre d'illustration, on peut indiquer que la VAR « marchés » (calculée avec un intervalle de confiance de 99 % sur une période de référence de 110 jours), qui représente la mesure synthétique des risques de marché (hors gestion actif-passif), s'est montée en moyenne sur l'année 2000 à 8,1 millions d'euros, soit 0,1 % seulement des fonds propres prudentiels de Dexia Crédit Local. Ce pourcentage très faible traduit la politique extrêmement prudente de Dexia Crédit Local en matière de risques financiers.

Les risques de contrepartie associés aux opérations interbancaires utilisées dans le cadre de la gestion de ces risques de marché, notamment des produits dérivés, font l'objet d'un suivi spécifique réalisé par la direction du middle-office, qui gère les limites décidées par le comité des limites sur le risque interbancaire. Ces limites s'inscrivent dans le dispositif général des limites arrêtées au niveau du groupe Dexia. Les expositions interbancaires sont notamment limitées par la mise en place de contrats de garanties collatérales réciproques avec les principales contreparties.

## Les risques de gestion actif/passif

Le comité ALM veille à la mise en œuvre au sein de Dexia Crédit Local de la politique de gestion actif/passif définie dans le comité ALM groupe.

L'exposition au risque de taux résulte principalement :

- du placement des fonds propres et du fonds de roulement en actifs financiers ; ces fonds sont principalement placés en participations et en actifs à taux fixe ;
- de la gestion des opérations indexées TME/TMO pour lesquelles existent des programmes d'immunisation spécifiques ;
- de la gestion du portefeuille de prêts à taux fixe pour lesquels une différence de profil d'amortissements entre l'actif et le passif subsiste, sachant que les durations des actifs et passifs à taux fixe sont voisines.

Ce comité procède à un suivi mensuel de son évolution et à un contrôle du respect de la limite fixée pour le groupe. Cette limite est basée sur la sensibilité à une variation donnée des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette du périmètre ALM.

Dans le cadre de sa gestion actif/passif, le groupe utilise différents types d'instruments financiers, dont essentiellement des produits dérivés sur taux d'intérêt.

Le PNB associé à cette gestion qui est identifiée en tant que centre de profit dans la comptabilité analytique, permet de minimiser l'impact de la volatilité des taux d'intérêt sur les revenus totaux et sur la valeur patrimoniale du groupe.

## L'audit et le contrôle interne

La fonction d'audit et de contrôle interne est assurée, au sein de Dexia Crédit Local, par la direction de l'audit de Dexia Crédit Local et par les services d'audit existants ou récemment mis en place dans les principales implantations internationales : Dexia Crediop, Dexia Hypothekbank Berlin (DHB), Prva Komunalna Banka (PKB), Dexia Crédit Local New York Agency.

L'audit et le contrôle interne au sein du groupe Dexia Crédit Local s'exercent dans le respect des règles de contrôle interne et de surveillance des risques du groupe Dexia. Ces règles communes ont été approuvées par les autorités de contrôle bancaire françaises, belges et luxembourgeoises et adoptées par le comité d'audit et les conseils de chaque entité.

## → Rapport de gestion

La direction de l'audit, dont l'indépendance est assurée par son rattachement au président du directoire et les rapports annuels au comité d'audit du groupe Dexia, intervient sur l'ensemble du groupe Dexia Crédit Local (maison mère et filiales françaises et internationales) à travers un programme annuel d'audit qui vise à couvrir l'ensemble des risques de la banque et à apporter une valeur ajoutée pour améliorer le fonctionnement de l'organisation.

Les missions réalisées en 2000 ont permis de couvrir le réseau domestique et les directions commerciales, les activités de marchés, les fonctions supports, dont les systèmes informatiques, les implantations étrangères (succursales et filiales), les filiales françaises et les participations.

Des missions permanentes complètent ce dispositif en particulier les contrôles en matière de déontologie, la surveillance des dispositions prises en matière de prévention d'opérations de blanchiment de capitaux et le suivi de l'application du règlement CRB n° 97-02.

Enfin l'audit interne a assuré un suivi systématique des principales recommandations émises dans ses précédents rapports.

L'ensemble de ses travaux fait l'objet de communications au comité de contrôle interne, qui regroupe le comité exécutif et le directeur de l'audit interne, et d'un rapport annuel adressé aux autorités bancaires.

La direction de l'audit de Dexia Crédit Local coordonne ses interventions avec les directions d'audit interne du groupe et des autres entités du groupe Dexia, sur des activités s'exerçant sur plusieurs entités ou sur des sujets d'intérêt commun.

Parallèlement, en 2000, a été mise en place une coordination plus étroite entre la direction de l'audit et les services d'audit des implantations étrangères.

La maîtrise du risque informatique est suivie par la direction de l'audit, responsable de la définition de la politique de sécurité informatique et du contrôle de sa mise en œuvre, et la direction du système d'information, responsable de la mise en œuvre.

Le programme de refonte du système d'information entrepris précédemment s'est poursuivi en 2000, notamment pour les activités de marché et pour la gestion des prêts. Ce programme doit conduire, au fur et à mesure de sa réalisation, à une intégration de la chaîne d'information et préparer à la mise en œuvre de l'euro dans l'ensemble des chaînes de traitement.

### »» 1.4. La gestion des ressources humaines

#### Accord sur les 35 heures

Au terme d'une négociation qui s'est déroulée, pour l'essentiel, en septembre et octobre 2000, l'accord applicable, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 à Dexia Crédit Local a été signé le 14 novembre 2000 entre la direction et la CFDT, syndicat majoritaire au sein de l'entreprise.

Cet accord s'inscrit dans une logique dynamique de maîtrise de temps et dans la perspective d'atteindre progressivement 35 heures de travail hebdomadaire, tout en maintenant la compétitivité de l'entreprise.

Le passage aux 35 heures s'effectue sans réduction des rémunérations.

#### Négociation relative à la convention d'adaptation

Le changement d'activité, et l'agrément en qualité de banque, de la société résultant de la fusion de Dexia CLF, Dexia France et Dexint a eu pour effet la dénonciation de tous les accords collectifs conclus avant le 26 juillet 2000. Ces accords restent cependant en vigueur pendant 15 mois au maximum (3 mois de préavis, 1 an de suivi).

## 3. Les comptes consolidés de Dexia Crédit Local

### » 3.1. L'évolution du périmètre

Au 31 décembre 2000, le périmètre de consolidation comporte 61 entités (45 consolidées par intégration globale et 16 mises en équivalence) contre 47 en 1999.

L'exercice 2000 a été marqué par l'acquisition de FSA et par la fusion, en valeur comptable, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2000 de Dexia Crédit Local de France avec sa société mère Dexia France et avec sa filiale en charge de l'activité internationale Dexint (Dexia Project & Public Finance International Bank). Le nouvel ensemble a pris le nom de Dexia Public Finance Bank, puis Dexia Crédit Local.

Les principales variations de périmètre du groupe sont indiquées ci-dessous :

#### Entrées dans le périmètre de consolidation :

PKB – Prva Komunalna Banka (78,40 % – IG),  
Komunalna Poistovna (32,94 % – MEE), filiale de PKB  
Dexia Kommunalkredit Holding GmbH (60 % – IG), qui détient PKB

FSA – Financial Security Assurance Holdings Ltd (98,66 % – IG),  
Transaction Services Corporation (100 % – IG), filiale de FSA  
CLFG Corp (100 % – IG), filiale de FSA  
FSA Portfolio Management Inc (100 % – IG), filiale de FSA  
FSA Ltd (100 % – IG), filiale de FSA  
FSA Inc (100 % – IG), filiale de FSA  
FSA Insurance Company (100 % – IG), filiale de FSA  
FSA of Oklahoma Inc (100 % – IG), filiale de FSA  
FSA (UK) Ltd (100 % – IG), filiale de FSA  
FSA International Ltd (100 % – IG), filiale de FSA  
Fairbanks Capital Holding Corp (22,24 % – MEE), filiale de FSA  
XL Financial (15 % – MEE), filiale de FSA  
Dexia Holding Inc. (90 % – IG), qui détient FSA

Crédit du Nord (10 %)  
Zebank (7,44 %)  
Dexia Insurance (10 %)

(IG : intégration globale, MEE : mise en équivalence)

#### Sorties du périmètre de consolidation :

Sofcab, Sofarc et GRH Courtage, filiales de Sofaxis cédées à Dexia Insurance  
SpS – Sistema Permanente di Servizi, filiale de Dexia Crediop, en liquidation amiable

#### Modifications du pourcentage de détention :

Dexia BIL – Banque Internationale à Luxembourg (passage de 25,87 % à 5,83 %), cession à Dexia

Parmi les sociétés entrées dans le périmètre cette année, seul le groupe FSA ne contribue pas pour une année entière aux résultats du groupe (un semestre). Pour mémoire, en 1999, les sociétés suivantes n'ont contribué que pour une fraction d'année :

- Dexia Banque Privée France : un semestre
- Groupe Dexia Sofaxis : un semestre
- Dexia Municipal Agency (DMA) : un trimestre

## → Rapport de gestion

La participation dans Dexia BIL a été cédée fin décembre et contribue donc pour une année entière aux résultats consolidés ; ce n'est pas le cas des trois filiales de Sofaxis, déconsolidées au 1<sup>er</sup> janvier 2000.

### »» 3.2. Présentation des comptes consolidés

Anticipant l'application des règlements CRC 2000-02, 2000-03 et 2000-04, le groupe a fait évoluer la présentation de ses états financiers de la façon suivante :

- plusieurs postes ont été créés afin de prendre en compte l'activité d'assurance dans les comptes du groupe. On citera notamment, au sein du PNB, la ligne « Marge technique et financière de l'activité d'assurance ».
- le résultat des opérations de macrocouverture qui se trouvait dans le résultat provenant d'opérations financières figure désormais dans les revenus nets d'intérêts, sur les lignes d'intérêts (produits et charges) sur opérations avec la clientèle. Les reclassements réalisés portent respectivement sur -112,6 millions d'euros en 1999 et +9,8 millions d'euros en 2000.
- les titres immobilisés sur activité de portefeuille (TIAP) ont été ventilés entre titres de l'activité de portefeuille (TAP) et « autres titres détenus à long terme ». Le résultat de cession de ces titres, qui était porté sur la ligne « corrections de valeurs sur immobilisations financières », figure désormais dans le « résultat provenant d'opérations financières ». Les reclassements réalisés portent respectivement sur des plus-values de +5,9 millions d'euros en 1999 et de +56,2 millions d'euros en 2000.

### »» 3.3. Le compte de résultats consolidé

Les éléments essentiels concourant à la formation du résultat figurent dans le tableau ci-après.

(en millions d'euros)	1998	1999	2000	Variations en % 2000/1999
Produit net bancaire	676	945	1 095	15,8 %
Charges d'exploitation	(192)	(264)	(355)	34,4 %
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>484</b>	<b>681</b>	<b>740</b>	<b>8,5 %</b>
Corrections de valeurs et provisions	(60)	(27)	(20)	
Charges d'impôts sur les sociétés	(171)	(273)	(219)	
Résultat des entreprises mises en équivalence	51	58	77	
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>304</b>	<b>439</b>	<b>578</b>	<b>31,7 %</b>
Part des intérêts minoritaires	21	65	56	
Part du groupe	283	374	522	39,6 %

#### A. Le Produit Net Bancaire

Le produit net bancaire consolidé de l'exercice 2000 s'élève à 1 095 millions d'euros contre 946 millions d'euros en 1999, soit une augmentation de 15,8 %.

Le produit net bancaire était habituellement découpé en deux rubriques : les revenus d'intérêts nets et les autres revenus. Une troisième rubrique apparaît cette année afin d'intégrer l'activité de FSA : la marge technique et financière de l'activité d'assurance.

(en millions d'euros)	1999	2000	Variation	Variations en %
Revenus nets d'intérêts	890	601	(289)	-32,5 %
Autres revenus	55	322	267	+475,0 %
Marge technique et financière des activités d'assurance		172	172	NA
<b>PNB</b>	<b>945</b>	<b>1 095</b>	<b>150</b>	<b>+15,8 %</b>

L'évolution de la répartition du PNB entre ces 3 rubriques reflète l'activité de l'exercice et les changements de périmètre.

### A.1. Évolution des revenus d'intérêts nets

La marge d'intérêts diminue de 289 millions d'euros, soit 32,5 %, passant de 890 à 601 millions d'euros.

Cette baisse trouve sa contrepartie positive dans les deux autres lignes du PNB, ainsi que dans d'autres rubriques du compte de résultats. Il s'agit notamment :

- du portefeuille de transaction, dont le coût de financement figure dans cette rubrique, alors que les revenus sont inscrits en « autres revenus » dans le PNB ;
- de la participation dans FSA, dont le coût de financement figure dans cette rubrique, alors que les revenus sont classés en « marge des activités d'assurance » dans le PNB ;
- de la participation dans le Crédit du Nord, dont le coût de financement figure dans cette rubrique, alors que les résultats sont mis en équivalence.

Ces éléments, évalués à 247 millions d'euros, ainsi que de moins bons résultats des métiers financiers et de la gestion ALM, expliquent l'essentiel de la baisse de cette rubrique.

La progression des résultats commerciaux, qui correspond essentiellement à l'accroissement du périmètre (PKB : +21 millions d'euros), est masquée par les éléments défavorables mentionnés ci-dessus.

### A.2. Évolution des autres revenus

Le poste « autres revenus » progresse de 267 millions d'euros, par rapport à l'exercice précédent. Les principaux éléments d'évolution sont les suivants :

- le développement de l'activité sur titres de transaction, dont le coût de financement figure dans la marge d'intérêts ;
- la forte progression des résultats de cession de titres de placement et assimilés ;
- l'entrée dans le périmètre de Dexia Sofaxis et de PKB.

Ces éléments expliquent l'essentiel (237 millions d'euros) de la hausse constatée.

### A.3. Évolution de la marge de l'activité d'assurance

Ce poste, créé cette année, reprend la marge brute réalisée par FSA en 2000 (second semestre seulement).

## B. Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 34,4 % pour atteindre un montant de 355 millions d'euros contre 264 millions d'euros en 1999.

Cette progression (+91 millions d'euros) est essentiellement due aux entrées dans le périmètre de FSA (+43 millions) et de PKB (+15 millions), et à la prise en compte d'une année pleine de Dexia Sofaxis contre un seul semestre en 1999 (+10 millions). Hors évolution de périmètre, la progression aurait été ramenée à 23 millions d'euros, soit +8,7 %, essentiellement concentrée sur le développement international.

Le coefficient d'exploitation passe de 27,9 % à 32,4 %. Hors changements de périmètre, ce coefficient aurait été de 30,1 %. Cette évolution s'explique par le coût de portage de participations non consolidées par intégration globale (qui pèse sur le PNB), et par le développement des activités internationales.

	1999	2000
Frais de personnel	125,1	173,1
Autres frais généraux administratifs	116,7	135,6
Corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels	22,1	25,9
Amortissement des frais d'acquisition de contrats d'assurance	0	20,9
<b>Total charges générales d'exploitation</b>	<b>263,9</b>	<b>355,4</b>
PNB	945,5	1 095,2
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>27,9 %</b>	<b>32,4 %</b>

## → Rapport de gestion

### Évolution des frais de personnel

Les frais de personnel progressent de 38,4 % (+48,0 millions d'euros) et s'élèvent à 173,1 millions d'euros. Cette hausse résulte essentiellement de l'effet périmètre (FSA, PKB et Dexia Sofaxis) pour 27,3 millions d'euros). Hors changements de périmètre, la progression aurait été de 16,5% portant essentiellement sur l'activité internationale.

### Évolution des autres frais généraux administratifs

Les frais administratifs s'élèvent à 135,6 millions d'euros contre 116,7 millions d'euros en 1999, soit +16,2%. Cette progression de 18,9 millions d'euros provient pour 16,3 millions d'euros des évolutions de périmètre.

### Évolution des corrections de valeurs sur les actifs corporels et incorporels

La progression de 3,8 millions d'euros résulte principalement des effets périmètre pour 2,6 millions d'euros.

### Amortissement des frais d'acquisition de contrats d'assurance

Cette rubrique a été créée pour intégrer l'activité de FSA : une partie des frais généraux, relative au coût d'acquisition des contrats d'assurance, est différée et amortie sur la durée de vie de ces contrats.

## C. Les corrections de valeurs et provisions

Cette rubrique comprend les postes suivants :

	1999	2000	Variation
Corrections de valeurs et provisions pour créances et opérations de hors bilan	(17,4)	(52,6)	(35,2)
Corrections de valeurs sur immobilisations financières	0,4	79,9	+79,5
Amortissements des écarts d'acquisition	(9,9)	(46,7)	(36,8)
<b>Total</b>	<b>(26,9)</b>	<b>(19,4)</b>	<b>7,5</b>

### Corrections de valeurs et provisions pour créances et opérations de hors bilan

La progression de 35 millions d'euros des dotations nettes aux provisions correspond à l'activité internationale, où les provisions générales sur la clientèle ont été renforcées.

La qualité du portefeuille de créances sur la clientèle et la politique de couverture des créances incertaines et irrécouvrables se retrouvent dans les ratios ci-dessous :

	31.12.1998	31.12.1999	31.12.2000*
Taux de créances incertaines et irrécouvrables <sup>(1)</sup>	0,38 %	0,29 %	0,49 %
Coverage ratio <sup>(2)</sup>	43,37 %	42,63 %	29,07 %
Loan loss ratio <sup>(3)</sup>	0,16 %	0,12 %	0,14 %

(1) créances douteuses / créances clientèle.

(2) corrections de valeurs / créances incertaines et irrécouvrables.

(3) corrections de valeurs / créances clientèle.

\* Les ratios à fin 2000 sont influencés par un client, dont la créance a été classée comme douteuse, mais n'est pas provisionnée car elle est garantie par des dépôts reçus. Sans ce client, le taux de couverture des créances douteuses par des provisions affectées (coverage ratio) aurait été du même ordre que les années précédentes, à 45,97%.

### Corrections de valeurs sur immobilisations financières

La progression de 79 millions d'euros correspond à des opérations de restructuration interne au groupe Dexia (fusion avec Dexia Project & Public Finance International Bank, cession de participation dans la BIL) qui ont généré des profits exceptionnels de 56 millions d'euros, et à la plus-value de cession de titres de participation pour 22 millions d'euros.

### Amortissements des écarts d'acquisition des sociétés intégrées

La progression de ce poste (+36 millions d'euros) correspond à l'amortissement de l'écart d'acquisition de FSA, nouvellement intégrée.

#### D. Impôt

Ce poste s'élève à 219 millions d'euros contre 273 millions d'euros en 1999. Cette réduction de la charge d'impôt de 55 millions d'euros (-20,4%) correspond essentiellement aux baisses de taux pour les années futures décidées en France et en Italie, alors que l'an dernier une augmentation de taux avait pesé sur le stock d'impôts différés. L'impact de ces baisses est un gain de 28 millions d'euros ; le solde s'explique par la baisse du résultat imposable au taux normal au profit du résultat imposable à taux réduit (Dublin, FSA et plus-values à long terme) qui permet de réduire fortement l'impôt malgré la hausse du résultat global.

#### E. Quote-part nette dans le résultat des sociétés mises en équivalence

La quote-part nette des sociétés mises en équivalence s'établit à 76,3 millions d'euros contre 57,4 millions d'euros en 1999. Cette progression de 19 millions d'euros résulte notamment des contributions des sociétés suivantes :

- Crédit du Nord (+11,4 millions d'euros net) : première consolidation ;
- Dexia BIL (+8,2 millions d'euros net) : progression du résultat.

#### F. Résultat net

Le résultat net s'établit à 578 millions d'euros contre 439 millions d'euros en 1999, soit une hausse de 31,7%. La part du groupe s'établit à 522 millions d'euros et progresse de 39,6%.

Les intérêts minoritaires passent de 65 millions d'euros à 56 millions d'euros ; cette évolution s'explique par la fusion de la société avec sa filiale Dexint, qui a fait disparaître les 29% d'intérêts minoritaires (- 24 millions d'euros), et par l'arrivée de nouveaux intérêts minoritaires (10% détenus par Dexia) dans la filiale Dexia Holding Inc., qui détient FSA.

Compte tenu du résultat part du groupe, l'évolution du ratio ROE est la suivante :

	1998	1999	2000
Return on equity	13,06%	15,34%	18,08%

Le return on equity (ROE) est le rapport entre le résultat net et la moyenne des fonds propres (hors fonds pour risques bancaires généraux, part du groupe et après affectation).

### »» 3.3. Le bilan et les fonds propres consolidés au 31 décembre 2000

Le total du bilan consolidé a atteint 145,9 milliards d'euros à fin 2000 contre 131,9 milliards fin 1999, soit une progression de 10,6%.

#### A. Opérations interbancaires

Au 31 décembre 2000, le groupe est emprunteur net sur le marché interbancaire pour un montant de 20,5 milliards d'euros contre 10,8 milliards au 31 décembre 1999.

#### B. Créances sur la clientèle

Au 31 décembre 2000, l'encours global des créances sur la clientèle progresse de 1,0% pour s'établir à 81,3 milliards d'euros. Cette évolution positive provient des sociétés Dexia Crédit Local et Dexia MA.

#### C. Portefeuille de titres

Le total des placements en effets publics, en obligations et autres titres à revenu fixe, ainsi qu'en actions et autres titres à revenu variable, a progressé de 41,3% par rapport à décembre 1999, passant de 28,1 milliards d'euros à 39,7 milliards d'euros. Cette augmentation de 11,6 milliards d'euros provient essentiellement de la croissance du portefeuille de la société Dexia Crédit Local (+10,3 milliards d'euros).

### D. Fonds propres et ratios

Les fonds propres du groupe Dexia Crédit Local, y compris la part des tiers, le fonds pour risques bancaires généraux et le résultat de l'exercice représentent 5,08 milliards d'euros fin 2000 contre 3,73 milliards fin 1999, soit une croissance de 1,35 milliard d'euros (36,2 %).

Cette évolution s'explique principalement, en plus du résultat de l'exercice de 578 millions d'euros, par :

- une augmentation de capital de 500 millions d'euros en numéraire,
- l'annulation, pour 272 millions d'euros, du goodwill sur la BIL, qui avait été imputé sur les fonds propres (cession de la participation).

Le détail de l'évolution des fonds propres est présenté dans l'Annexe.

Au plan prudentiel, les fonds propres consolidés de Dexia Crédit Local, calculés conformément au règlement 95-02 du comité de la réglementation bancaire, ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	1997	1998	1999	2000
Fonds propres totaux	3 273	3 119	3 464	2 748
<i>Dont fonds propres de base</i>	<i>2 523</i>	<i>2 638</i>	<i>2 853</i>	<i>2 801</i>

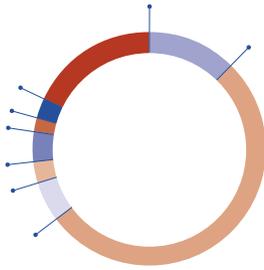
Considérant que FSA n'était pas un établissement financier, la Commission bancaire a décidé (séance du 12 janvier 2000) que pour l'établissement du ratio de solvabilité consolidé, le montant de la participation dans la compagnie d'assurances doit être déduit des fonds propres prudentiels. Cela explique l'essentiel de la baisse de ces fonds propres. En contrepartie, les risques portés par FSA (activité d'assurance) ne sont pas intégrés dans le calcul des ratios de solvabilité auxquels le groupe est soumis en tant qu'établissement de crédit.

Compte tenu d'une progression des engagements pondérés du groupe de 6,8 %, le ratio Tier One passe de 10,55 % à 9,69 % et le ratio de solvabilité total de 12,80 % à 9,51 %.

### E. Répartition des engagements de Dexia Crédit Local

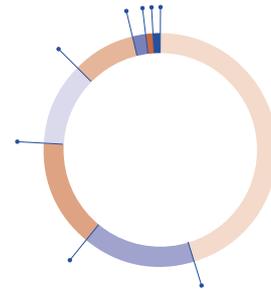
Les engagements du groupe Dexia Crédit Local comprenant les prêts, les titres et les équivalents risques de crédit du hors-bilan font l'objet des répartitions ci-dessous.

Répartition par type de contrepartie :



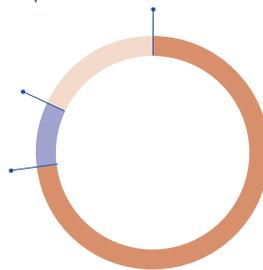
- 12,3% États
- 52,4% Collectivités locales
- 5,5% Satellites publics
- 2,9% Satellites privés
- 4,2% Corporates
- 1,9% Project finance
- 2,8% Autres
- 17,9% Éts financiers

Répartition par zone géographique :



- 44,7% France
- 15,5% Italie
- 14,7% Allemagne
- 11,3% Amérique du Nord
- 8,7% Reste CEE
- 1,8% Japon
- 1,0% Reste Europe
- 1,0% Autres

Répartition entre les 3 sphères publique, privée et bancaire



- 73% Sphère publique
- 9% Sphère privée
- 18% Sphère bancaire

## ( 4. Les comptes annuels

### »» 4.1. Le compte de résultats

(en millions d'euros)	1998	1999	2000	Variations en % 2000/1999
<b>PNB</b>	<b>550</b>	<b>609</b>	<b>633</b>	<b>+3,9 %</b>
Charges d'exploitation	(150)	(171)	(198)	+15,8 %
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>400</b>	<b>438</b>	<b>435</b>	<b>- 0,7 %</b>
Solde en perte/bénéfice des corrections de valeurs	(22)	(28)	(16)	
Dotations et reprises nettes au FRBG	0	0	0	
<b>RÉSULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔT</b>	<b>378</b>	<b>410</b>	<b>419</b>	<b>+2,2 %</b>
Charges d'impôts sur les sociétés	(150)	(166)	(101)	
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>228</b>	<b>244</b>	<b>318</b>	<b>+30,3 %</b>

Le résultat net de Dexia Crédit Local au titre de l'exercice 2000 s'élève à 318 millions contre 244 millions d'euros en 1999 en progression de 30 %.

On rappellera :

- qu'une part importante de l'activité de la société est maintenant logée dans sa filiale à 100 % Dexia Municipal Agency. Celle-ci affiche un résultat net de 18 millions d'euros et un produit net bancaire de 54 millions d'euros pour l'année 2000 ;
- que les comptes 2000 prennent en compte la fusion avec Dexia France et avec Dexia Project & Public Finance International Bank au 1<sup>er</sup> janvier en valeur comptable.

La diminution de la charge d'impôt est liée d'une part aux baisses des taux d'imposition pour 2000 et les années futures, et d'autre part à une forte proportion de résultats taxable à taux réduit dans les comptes 2000.

### »» 4.2. Le bilan de Dexia Crédit Local

Le total de bilan au 31 décembre 2000 s'élève à 89,5 milliards d'euros contre 85,7 milliards d'euros en 1999, soit une progression de 4,4 %.

## A. Actif

### Encours de crédits à la clientèle

L'encours de crédit à la clientèle, hors établissements de crédit, atteint 39,4 milliards d'euros contre 45,6 milliards d'euros en 1999. Cette diminution résulte d'une part de la cession à sa filiale Dexia Municipal Agency de 10,6 milliards d'encours de crédits, et d'autre part d'une hausse de 4,4 milliards d'euros, essentiellement liée à l'intégration de l'activité internationale.

### Titres de transaction, de placement et d'investissement

La valeur totale des titres détenus atteint 23,9 milliards d'euros contre 13,6 milliards d'euros en 1999. L'évolution des différents portefeuilles est présentée dans l'Annexe. Ils sont pour l'essentiel constitués d'obligations françaises et étrangères, de titres de créance négociables et d'effets publics, et pour le solde, de parts de fonds communs de placement.

### Titres de participation, parts dans les entreprises liées et activités de portefeuille

Les titres de participation s'établissent à 4,6 milliards d'euros contre 2,0 milliards d'euros en 1999.

Prise de participations intervenues en 2000	Nom, forme et capital de la société
Représentant plus de 5 % capital de :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zebank, SA au capital de 103 020 000 euros</li> <li>• Dexia Insurance, SA au capital de 4 600 000 euros</li> <li>• SEM des 3 Vallées, SA au capital de 8 079 798 euros</li> <li>• Dexia Fondec</li> </ul>
Représentant plus de 20 % du capital de :	Néant
Représentant plus de 50 % du capital de :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dexia Holding Inc., société au capital de 2 640 067 620 USD</li> <li>• Astris Finance, Société au capital de 820 000 USD</li> <li>• Dexia Kommunalkredit Holding GmbH, société au capital de 15 000 000 euros</li> </ul>

## B. Passif

### Banques et établissements financiers

L'endettement de Dexia Crédit Local auprès des établissements de crédit (27,3 milliards d'euros au 31 décembre 2000) est principalement à moyen et long termes. Avec un montant de 6,1 milliards d'euros, la Banque Européenne d'Investissement constitue le principal partenaire extérieur de Dexia Crédit Local.

### Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

L'importance des dettes représentées par un titre dans le total du passif est un élément caractéristique du bilan du Dexia Crédit Local. Au 31 décembre 2000, à 48,5 milliards d'euros (contre 54,8 à fin 1999), elles sont en baisse par rapport à 1999. Cette diminution trouve sa contrepartie dans l'augmentation de l'endettement interbancaire.

Par ailleurs, les émissions à long terme du groupe sont maintenant, pour l'essentiel, réalisées par Dexia Municipal Agency.

## ( 5. Le capital de Dexia Crédit Local

	1996 en francs	1997 en francs	1998 en francs	1999 en euros	2000 en euros
Capital	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	1 160 764 000	1 327 004 846
Nombre d'actions	70 000 000	70 000 000	70 000 000	76 141 084	87 045 757
Nominal	100	100	100	/	/

Au cours de l'exercice, le capital a été augmenté :

- sur décision de l'assemblée générale mixte du 26 juillet 2000 à la suite de la fusion absorption de Dexia Project & Public Finance International Bank de 1 160 764 000 euros à 1 248 016 471 euros,
- et sur décision du directoire le 4 septembre 2000 de 1 248 016 471 euros à 1 327 004 846 euros (sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 26 juillet 2000).

### **Détention du capital**

Le capital de Dexia Crédit Local est détenu en quasi totalité par la société holding, Dexia.

Au 8 mars 2001, chacun des membres du conseil de surveillance détenait 1 action nominative de la société.

## ( 6. Affectation du résultat

Le conseil de surveillance propose à l'assemblée des actionnaires d'affecter le résultat de la façon suivante :

Affectation du résultat	euros
Bénéfice de l'exercice	317 832 161,07
Auquel s'ajoute le report à nouveau	30 902 140,58
Formant un bénéfice distribuable de	348 734 301,65
Distribution au titre du dividende d'une somme de	212 391 647,08
Affectation à la réserve spéciale des plus-values à long terme	62 000 631,09
Affectation à la réserve générale facultative d'une somme de	74 000 000,00
Report à nouveau du surplus soit	342 023,48

À chaque action, correspond un dividende de 2,44 euros, avoir fiscal en sus.  
Le dividende sera mis en paiement le 11 mai 2001.

Au titre de l'exercice 1999 a été versé, à chaque action de catégorie A, d'un montant nominal de 100 francs chacune, un dividende de 4,70 euros, avoir fiscal en sus ; et à chaque action de catégorie B, d'un montant nominal de 100 francs chacune, correspond un dividende de 0,03 euro, avoir fiscal en sus.

Au titre de l'exercice 1998 a été versé, à chaque action de catégorie A, d'un montant nominal de 100 francs chacune, un dividende de 3,94 euros, avoir fiscal en sus ; et à chaque action de catégorie B, d'un montant nominal de 100 francs chacune, correspond un dividende de 0,03 euro, avoir fiscal en sus.

Au titre de l'exercice 1997 a été versé, à chaque action de catégorie A, d'un montant nominal de 100 francs chacune, un dividende de 20,37 francs, avoir fiscal en sus ; et à chaque action de catégorie B, d'un montant nominal de 100 francs chacune, un dividende de 0,17 franc, avoir fiscal en sus.

	1997 en francs	1998 en euros	1999 en euros	2000* en euros
Dividende	20,37	3,94	4,70	2,44
Avoir fiscal	10,18	1,97	2,35	1,22
<b>Total</b>	<b>30,55</b>	<b>5,91</b>	<b>7,05</b>	<b>3,66</b>

\* Dividende proposé.

## ( 7. Perspectives de la société

Pour l'année 2001, la conjoncture des collectivités locales françaises paraît devoir être marquée par une progression soutenue des recettes courantes malgré la poursuite de la pause fiscale, une stabilisation en volume à un haut niveau des dépenses d'équipement et un fort niveau d'autofinancement.

Dans ce contexte, Dexia Crédit Local recherchera la stabilisation du niveau des encours malgré la baisse continue de l'encours total des collectivités locales et renforcera la gestion d'actifs et les services générant des commissions.

Dexia Crédit Local accentuera la diversification de ses activités dans les services aux acteurs publics et poursuivra, par Dexia Sofaxis, le développement de l'offre de service dans le domaine du courtage en assurance statutaire et de la gestion des ressources humaines.

Au niveau international, l'objectif premier sera de conforter les implantations récentes et celles qui devraient se concrétiser au cours du 1<sup>er</sup> semestre (Israël) et de redéployer l'activité en Espagne au travers du partenariat avec Banco Sabadell. Les synergies dégagées avec FSA permettront de pénétrer plus largement le marché américain où Dexia Crédit Local connaît déjà, pour sa part, une réelle progression.

## BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

(en millions d'euros)

<b>ACTIF</b>	Réf note	Montant au 31.12.1998	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
I Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	2.0	98	215	476
II Effets publics admissibles au refinancement auprès de la Banque Centrale	2.1	214	367	3 252
<i>A. À vue</i>		<i>214</i>	<i>367</i>	<i>3 151</i>
<i>B. Activité d'assurance</i>				<i>101</i>
III Créances sur les Établissements de crédit		12 146	15 573	12 261
<i>A. À vue</i>		<i>473</i>	<i>1 483</i>	<i>2 066</i>
<i>B. Autres créances</i>	2.2	<i>11 673</i>	<i>14 090</i>	<i>10 195</i>
IV Créances sur la clientèle	2.3	64 273	80 222	81 288
V Obligations et autres titres à revenu fixe	2.4	16 378	27 530	35 997
<i>A. Activité bancaire et autres</i>		<i>9 508</i>	<i>15 936</i>	<i>33 827</i>
1. Des émetteurs publics		6 870	11 594	10 366
2. D'autres émetteurs		9 508	15 936	23 461
<i>B. Activité assurance</i>				<i>2 170</i>
VI Actions et autres titres à revenu variable	2.5	97	201	489
<i>A. Activité bancaire et autres</i>		<i>97</i>	<i>201</i>	<i>489</i>
<i>B. Activité assurance</i>				
VII Immobilisations financières	2.6	662	937	767
<i>A. Entreprises mises en équivalence</i>		<i>447</i>	<i>451</i>	<i>469</i>
<i>B. Autres entreprises</i>		<i>215</i>	<i>486</i>	<i>298</i>
1. Activité bancaire et autre		215	486	286
2. Activité assurance		0	0	12
VIII Actifs incorporels		424	560	2 015
<i>A. Frais d'établissement et actifs incorporels</i>	2.9	<i>19</i>	<i>23</i>	<i>25</i>
<i>B. Écarts de consolidation</i>	2.8	<i>405</i>	<i>537</i>	<i>1 990</i>
IX Actifs corporels	2.10	39	101	130
X Capital souscrit appelé non versé				
XI Capital souscrit non appelé				
XII Actions propres				
XIII Autres actifs	2.12	130	397	1 004
<i>A. Activité bancaire et autres</i>		<i>130</i>	<i>397</i>	<i>697</i>
<i>B. Activité assurance</i>				<i>307</i>
XIV Comptes de régularisation	2.11	3 838	5 777	8 200
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>98 299</b>	<b>131 880</b>	<b>145 879</b>

## BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

(en millions d'euros)

<b>PASSIF</b>		Réf note	Montant au 31.12.1998	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
I	Dettes envers les établissements de crédit		15 478	26 583	33 322
	A. À vue		1 589	2 022	1 816
	B. À terme ou à préavis	3.1	13 889	24 561	31 506
II	Dettes envers la clientèle	3.2	720	1 021	1 679
	A. Dépôts d'épargne				
	B. Autres dettes		720	1 021	1 679
	1. À vue		80	199	429
	2. À terme ou à préavis		640	822	1 250
III	Dettes représentées par un titre	3.3	72 625	92 107	93 570
	A. Activité bancaire et autres		72 625	92 107	93 354
	1. Bons et obligations en circulation		54 030	63 536	63 455
	2. Autres		18 595	28 571	29 899
	B. Activité assurance				216
IV	Autres passifs	3.12	714	1 857	3 012
	A. Activité bancaire et autres		714	1 857	2 329
	B. Activité assurance				683
V	Comptes de régularisation	3.4	4 413	4 699	6 843
VI	Provisions pour risques et charges, impôts différés et latences fiscales		288	511	710
	A. Provisions pour risques et charges	3.5	120	212	217
	B. Impôts différés et latences fiscales	3.6	168	299	394
	C. Activité assurance				99
VII	Fonds pour risques bancaires généraux	3.7	478	478	478
VIII	Passifs subordonnés	3.8	852	1 222	1 663
IX	Capital souscrit	3.10	1 067	1 161	1 327
X	Primes d'émission et d'apport	3.10	422	424	1 087
XI	Réserves (et résultats reportés)	3.10	568	708	849
XII	Réserves de réévaluation				
XIV	Écarts de consolidation				
XV	Écarts de conversion	3.10	(12)	12	21
XVI	Intérêts de tiers	3.10	382	658	740
XVII	Résultat de l'exercice		304	439	578
	A. Part du groupe		283	374	522
	B. Part des tiers		21	65	56
XVIII	Acompte sur dividende			(150)	
<b>TOTAL DU PASSIF</b>			<b>98 299</b>	<b>131 880</b>	<b>145 879</b>

## ENGAGEMENTS HORS-BILAN CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2000

(en millions d'euros)

		Réf note	Montant au 31.12.1998	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
I	Passifs éventuels	4.1	3 579	5 353	2 999
II	Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit	4.2	10 720	12 596	17 857
III	Valeurs et créances confiées au groupe	4.3	0	0	0
IV	À libérer sur actions et parts de sociétés		0	0	0
V	Engagements reçus		5 709	8 284	74 438
	A. Engagements de financement		1 304	1 669	4 304
	B. Engagements de garantie		4 405	6 615	8 420
	C. Engagements reçus par des entreprises d'assurance				61 714
VI	Opérations de change en devises		104 512	83 033	102 157
	A. Montants à recevoir		52 125	41 671	51 345
	B. Montants à livrer	4.4	52 387	41 362	50 812
VII	Engagements sur instruments financiers à terme	4.4	152 417	289 329	343 854
VIII	Opérations sur titres	4.10	403	529	411
IX	Autres engagements donnés		4 937	6 083	237 633
	A. Activité bancaire et autre		4 937	6 083	10 396
	B. Activité assurance		0	0	227 237



	Réf note	Montant au 31.12.1998	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000	
XI	Corrections et reprises de corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit du hors-bilan	5.5	(58)	(17)	(53)
XII	Corrections et reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et parts dans des entreprises liées	5.6	(1)	0	80
XIII	Dotations et reprises nettes au FRBG				
XIV	Corrections de valeur sur écarts de consolidation des entreprises intégrées		(1)	(10)	(47)
<b>RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES</b>			<b>424</b>	<b>654</b>	<b>720</b>
XV	Produits exceptionnels	5.7	0	0	0
XVI	Charges exceptionnelles	5.7			
XVII	Charges d'impôts	5.9	(171)	(273)	(219)
	<i>A. Impôts des sociétés</i>		(152)	(211)	(182)
	<i>B. Impôts différés et latences fiscales</i>		(19)	(62)	(37)
<b>RÉSULTAT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES APRÈS IMPÔT</b>			<b>253</b>	<b>381</b>	<b>501</b>
XVIII	Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		58	77	104
	<i>A. Bénéfices des sociétés mises en équivalence</i>		58	78	106
	<i>B. Pertes des sociétés mises en équivalence</i>		0	(1)	(2)
XIX	Corrections de valeur sur écarts de consolidation des entreprises mises en équivalence		(7)	(19)	(27)
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>			<b>304</b>	<b>439</b>	<b>578</b>
XX	Part des tiers dans le résultat		21	65	56
XXI	Part du groupe dans le résultat		283	374	522

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### **( 1. Méthodes et périmètre de consolidation règles de présentation et d'évaluation**

#### » 1.1. Renseignements relatifs aux sociétés du groupe et aux méthodes de consolidation

##### Faits marquants de l'exercice

- Dexia Crédit Local a fusionné avec sa filiale chargée de l'activité internationale Dexia Public & Project International Bank, et avec sa société mère Dexia France. Cette fusion a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000, et a été réalisée à la valeur comptable. Ce nouvel ensemble a pris le nom de Dexia Public Finance Bank, puis de Dexia Crédit Local. Cette opération a été précédée de l'échange avec Dexia des titres représentant 50% du capital de Dexia Banque détenus par Dexia France contre les titres représentant 50% du capital de Dexia Crédit Local de France. Conformément à l'agrément demandé à l'administration fiscale, aucune plus-value ni comptable ni fiscale, n'a été dégagée à l'occasion de cet échange, réalisé en franchise d'impôt.
- Dexia Crédit Local a acquis via sa filiale à 90% Dexia Holding Inc., l'assureur spécialisé américain FSA, Financial Security Assurance, pour un montant de 2,6 milliards de dollars.
- Dexia Crédit Local a cédé à Dexia sa participation dans la BIL acquise en 1999.

##### Critères de consolidation et de mise en équivalence

Dexia Crédit Local suit les règles applicables aux établissements de crédit en matière de périmètre de consolidation qui résultent du règlement n° 99-07 du 24 novembre 1999.

Le principe édicté par les textes implique que soient consolidées les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif ou conjoint, ou une influence notable.

En application du principe de l'image fidèle des comptes du groupe, les sociétés dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative, n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation.

Sont notamment considérées comme non significatives les entreprises dont le total du bilan est inférieur à 0,1 % du total du bilan de la société mère (soit 150 millions d'euros en 2000).

Les entreprises détenues à plus de 50 % sont intégrées globalement. Les entreprises dont la détention est inférieure à 50% sont mises en équivalence. Par exception à ces principes, une entreprise détenue à plus de 50% mais dont la contribution au bilan et au compte de résultat du groupe est faible peut être mise en équivalence.

##### Périmètre de consolidation 2000 - Modifications par rapport au périmètre 1999

###### **Entrées dans le périmètre :**

- Crédit du Nord, détenue à 10% par Dexia Crédit Local, sur un total de 20% pour le groupe Dexia, est mis en équivalence avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000 ;
- Dexia Kommunalkredit Holding (60%) détenant le groupe bancaire slovaque Prva Komunalna Banka (78,4%) est intégrée globalement, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000 ;
- Dexia Insurance (10%) est mise en équivalence avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000 ; le groupe Dexia exerce le reste du contrôle ;
- Zebank détenue à 7,44%, sur un total de 22% pour le groupe Dexia, est mise en équivalence avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000 ;
- Dexia Holding Inc. (90%) détenant le groupe FSA Holdings (98,66%) est intégrée globalement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2000.

**Sorties de périmètre :**

- Dexint, qui a été absorbée par Dexia CLF en juillet 2000 ; celle-ci a adopté une nouvelle raison sociale : Dexia Public Finance Bank (DPFB) ;
- trois filiales du groupe Dexia Sofaxis ont été cédées ainsi qu'une filiale de Dexia Crediop.

**Autres mouvements :**

- La quote-part détenue en direct par Dexia Crédit Local dans Dexia BIL, acquise en 1999, a été cédée à Dexia fin décembre 2000, après prise en compte du résultat contributif mis en équivalence ; le pourcentage d'intérêt de Dexia Crédit Local dans Dexia BIL est passé de 25,87% à 5,83%.
- Dexia Municipal Bank a changé de nom en décembre 2000 pour devenir Dexia Security Trustee Limited.

**Impact des variations de périmètre sur le compte de résultats consolidé**

Les entrées dans le périmètre, hors coût de financement de ces participations, contribuent fortement au résultat consolidé au 31 décembre 2000, comme le montre le tableau ci-après :

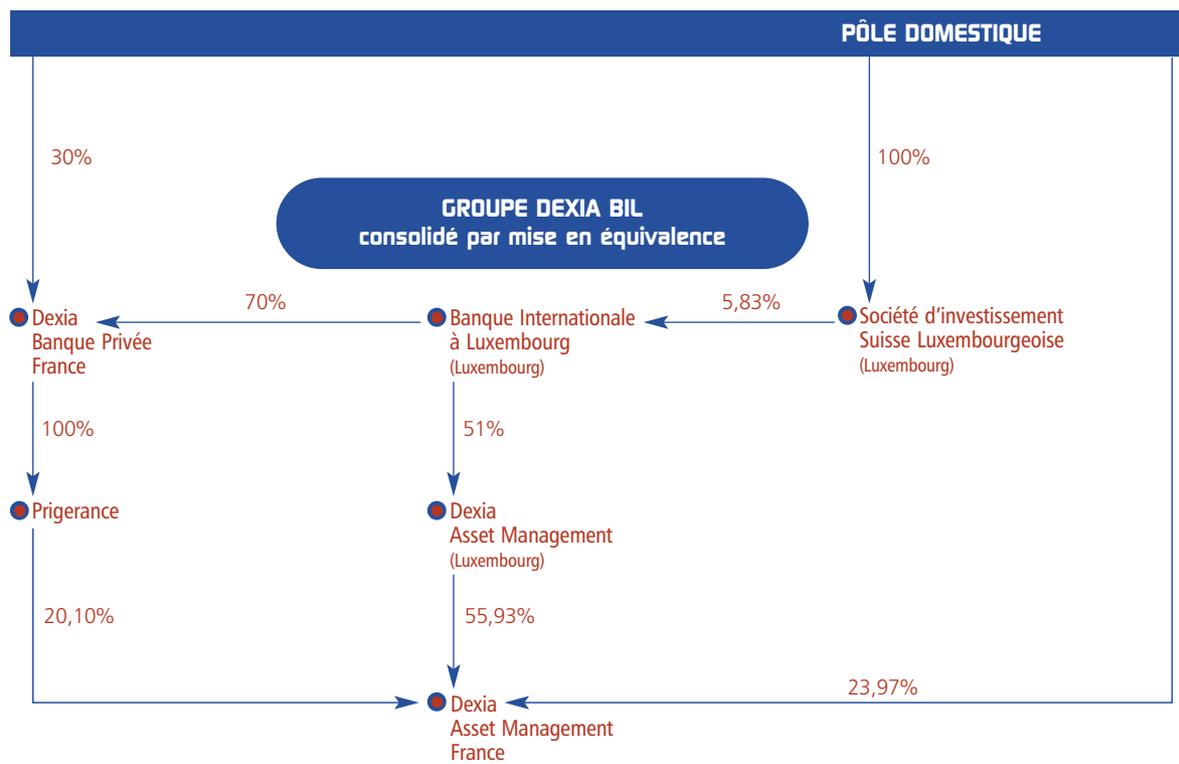
Dexia Crédit Local		FSA		Dexia			
Variations de périmètre	PKB	+ Dexia Holding Inc.	Crédit du Nord	Insurance	Zebank	Total	
Revenus nets d'intérêts	21,4					21,4	
Autres revenus	9,0	1,6				10,6	
Marge technique et financière des sociétés d'assurance		171,6				171,6	
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>30,4</b>	<b>173,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>203,6</b>	
Charges d'exploitation	(15,0)	(42,5)				(57,5)	
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>15,4</b>	<b>130,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>146,1</b>	
Corrections de valeurs et provisions*	(7,7)	(35,9)				(43,6)	
Impôts	(0,8)	(30,3)				(31,1)	
Résultat des entreprises mises en équivalence		3,2	11,4	1,1	(5,5)	10,2	
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>6,9</b>	<b>67,7</b>	<b>11,4</b>	<b>1,1</b>	<b>(5,5)</b>	<b>81,6</b>	
Part des tiers	3,1	11,5				14,6	
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>3,8</b>	<b>56,2</b>	<b>11,4</b>	<b>1,1</b>	<b>(5,5)</b>	<b>67,0</b>	
Écart d'acquisition Brut	5,0	1 435,0	88,8	0,0	3,2	1 532,0	
Amortissement	(0,3)	(35,9)	(4,4)	0,0	(3,2)	(43,8)	

\* Pour FSA + Dexia Holding, il s'agit de l'amortissement de l'écart d'acquisition.

A titre indicatif, le résultat consolidé local de FSA sur le second semestre 1999, s'est élevé, à taux de change équivalent, à 77,3 millions d'euros contre 99,1 millions d'euros au second semestre 2000.

FSA consolidé en millions d'euros	FSA 2 <sup>e</sup> sem 1999	FSA 2 <sup>e</sup> sem 2000
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>136,2</b>	<b>166,1</b>
Charges d'exploitation	(35,1)	(42,5)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>101,1</b>	<b>123,6</b>
Corrections de valeurs et provisions	0	0
Impôts	(24,0)	(27,7)
Résultat des entreprises mises en équivalence	0,2	3,2
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>77,3</b>	<b>99,1</b>

## Périmètre de consolidation du Groupe Dexia Crédit Local au 31 décembre 2000



DEXIA CRÉDIT LOCAL

PÔLE INTERNATIONAL

Autres filiales consolidées par mise en équivalence

- SNC du Chapitre 50 %
- MT Développement 21 %
- Crédit Associatif 16,50 %
- CLF Patrimoniale 100 %
- Créatis 12,50 %
- Crédit du Nord 10 %
- Zebank 7,44 %

Filiales consolidées par intégration globale

- Dexia CLF Banque 80 %
- Floral 100 %
- Dexia Flobail 100 %
- Dexia Régions-Bail 100 %
- Dexia CLF Immo 100 %
- FCP Fondexia 100 %
- FCP CLF Rendement 100 %
- Groupe Ifax 55 %
- Dexia CLF Lease Services 49 %
- CLF Locabail 60 %
- Dexia Municipal Agency 100 %
- Dexia Finance 100 %

Filiales consolidées par intégration globale

- Dexia Municipal Bank (Londres) 100 %
- Dexia Hypothekenbank Berlin (Berlin) 50,48 %
- Dexia Kommunbank (Stockholm) 100 %
- Groupe Dexia Crediop (Rome) 60 %
- Dexia Kommunalkredit Holding GmbH (Vienne) 60 %
- Pvr Komunalna Banka 78,40 %
- Dexia Holding Inc. (New York) 90 %
- FSA Holdings (New York) 98,66 %
- CLF Finance Company 100 %

Filiales consolidées par mise en équivalence

- Banco de Crédito local (Madrid) 40 %
- Dexia Insurance 10 %
- Kommunalkredit Austria A.G. (Vienne) 26,66 %

40%

## → Les comptes consolidés

L'ensemble des variations de périmètre concerne les filiales suivantes :

### **Entrées dans le champ des sociétés consolidées par intégration globale**

- Dexia Kommunalkredit Holding (60 %)
- Pvrá Komunalna Banka (78,40 %)
- Dexia Holding Inc. (90 %) et groupe FSA (98,66 %)

### **Entrées dans le champ des sociétés mises en équivalence**

- Crédit du Nord (10 %)
- Zebank (7,44 %)
- Dexia Insurance (10 %)
- Komunalna Poistovna a.s (32,94 %), consolidée par Pvrá Komunalna Banka
- Fairbanks Capital Holding Corp (22,24 %), consolidée par Dexia Holding Inc.
- XL Financial (15 %), consolidée par Dexia Holding Inc.

### **Sorties du champ des sociétés consolidées par intégration globale**

- Dexia Project and Public Finance International Bank
- SA Sofcab
- SA Sofarc
- SA GRH Prévoyance

### **Sorties du champ des sociétés mises en équivalence**

- SPS – Sistema Permanente di Servizi

### **Modifications du pourcentage de détention dans les sociétés mises en équivalence**

- Dexia BIL (passage de 25,87 % à 5,83 %)

## »» 1.2.A. Liste des filiales comprises dans la consolidation par intégration globale

Dénomination	Siège	Code d'activité	Fraction du capital détenue en %
Dexia CLF Banque	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	01	80
Dexia Finance	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	20	100
Dexia CLF Immo	1, rue Foucault 75116 Paris, France	10	100
Dexia Régions Bail	7 à 11, quai André Citroën 75015 Paris, France	05	100
Dexia Kommunbank	Box 7573 Engelbrektsplan 10393 Stockholm, Sweden	01	100
Dexia Hypothekenbank Berlin	Charlottenstrasse 82 D-10969 Berlin, Deutschland	01	50,50
Dexia Security Trustee Ltd. (ex-Dexia Municipal Bank)	55, Tufton Street Westminster London SW 1P3QF Great Britain	01	100
Dexia Crediop	Via Venti Settembre 30 00187 Roma, Italia	01	60
FCP CLF Rendement	46, avenue de la Grande-Armée 75017 Paris, France	13	100

Dénomination	Siège	Code d'activité	Fraction du capital détenue en %
FCP Fondexia	40, rue Washington Washington Plaza 75008 Paris	13	100
Dexia Flobail	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	05	100
Floral	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris France	49	100
Société d'Investissement Suisse Luxembourgeoise	69, route d'Esch L-2953 Luxembourg	10	100
C.FIN. S.p.a <sup>(1)</sup>	Via Venti Settembre 30 00187 Roma, Italia	01	100
Crediop BV <sup>(1)</sup>	Rokin 55 - P.O. Box 990 1000 AZ Amsterdam, Holland	01	100
Crediop Overseas Bank Limited <sup>(1)</sup>	P.O. Box 707 - West Bay Road Grand Cayman - British West Indies	01	100
Dexia Finance Company	Orange Street 1209 City of Wilmington County of New Castle State of Delaware, USA	49	100
Dexia Kommunalkredit Holding GMBH	Turkenstrass 9 A-1092 WIEN	07	60
Pvra Komunalna Banka	Hodzova ul. 11 010 11 Zilina, Slovaquie	01	78,40
IFAX	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	30	55
S.A Sofca <sup>(2)</sup>	18020 Bourges Cedex	47	99,99
SNC Sofcah <sup>(2)</sup>	18020 Bourges Cedex	30	100
SNC Sofcap <sup>(2)</sup>	18020 Bourges Cedex	30	100
SARL ES Contrôles <sup>(2)</sup>	18020 Bourges Cedex	47	100
SARL ES Recours <sup>(2)</sup>	92800 Puteaux	47	100
SARL ES Form <sup>(2)</sup>	18020 Bourges Cedex	47	100
SARL ES Prévention <sup>(2)</sup>	18020 Bourges Cedex	47	100
SCI Sofim <sup>(2)</sup>	18020 Bourges Cedex	31	100
SNC Sofaxis <sup>(2)</sup>	18020 Bourges Cedex	47	100
S.A Sofca Investissements <sup>(2)</sup>	18020 Bourges Cedex	47	100
SARL GRH Informatique <sup>(2)</sup>	45100 Orléans	34	100
Dexia CLF Lease Services	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	05	49

## → Les comptes consolidés

Dénomination	Siège	Code d'activité	Fraction du capital détenue en %
CLF Locabail	14, rue Louis-Blériot 92520 Rueil-Malmaison	05	60
Dexia Municipal Agency	7 à 11, quai André Citroën 75015 Paris, France	01	100
Dexia Holding Inc.	350 Park Avenue New York, NY 10022	10	90
Financial Security Assurance Holdings Ltd. <sup>(3)</sup>	350 Park Avenue New York, NY 10022	10	98,66
Transaction Services Corporation <sup>(3)</sup>	350 Park Avenue New York, NY 10022	47	100
CLFG Corp <sup>(3)</sup>	350 Park Avenue New York, NY 10022	47	100
FSA Portfolio management Inc. <sup>(3)</sup>	350 Park Avenue New York, NY 10022	10	100
Financial Security Assurance Ltd. <sup>(3)</sup>	167 Macquarie Street Sydney, Australia	47	100
Financial Security Assurance Inc. <sup>(3)</sup>	350 Park Avenue New York, NY 10022	28	100
FSA Insurance company <sup>(3)</sup>	350 Park Avenue New York, NY 10022	28	100
Financial Security Assurance of Oklahoma, Inc. <sup>(3)</sup>	350 Park Avenue New York, NY 10022	28	100
Financial Security Assurance (UK) Ltd. <sup>(3)</sup>	350 Park Avenue New York, NY 10022	28	100
Financial Security Assurance international Ltd. <sup>(3)</sup>	12 Par-La-Ville Road Richmond House Hamilton, Bermuda	28	80

(1) sociétés consolidées par Dexia Crediop.

(2) sociétés consolidées par Ifax.

(3) Sociétés consolidées par Dexia Holding Inc.

## »» 1.2.B Liste des filiales non consolidées par intégration globale

Dénomination	Siège	Code d'activité	Fraction du capital détenue en %	Motif de l'exclusion
Assuréco	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris France	22	99,99	importance négligeable
CLF Marne La Vallée	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	10	99,76	importance négligeable
Dexia Éditions	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	45	99,72	importance négligeable
Europrojet Développement	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	20	99,98	importance négligeable
Société Immobilière Portugaise	42, avenue Montaigne 75008 Paris, France	10	55,55	importance négligeable
CLF Badger	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	10	99,92	importance négligeable
Marianne Village	5, avenue Kléber 75016 Paris	20	51	importance négligeable
Dexint Developpement	76, rue de la Victoire 75009 Paris, France	20	99,76	importance négligeable
Astris Finance	Washington	20	55	importance négligeable
Dexia Réalisation	7 à 11, quai André Citroën 75015 Paris, France	41	100	importance négligeable

## → *Les comptes consolidés*

### » 1.2.C. Liste des filiales communes consolidées par intégration proportionnelle

Néant

### » 1.2.D. Liste des filiales communes non consolidées par intégration proportionnelle

Néant

## » 1.2.E. Liste des entreprises mises en équivalence

Dénomination	Siège	Code d'activité	Fraction du capital détenue en %
Dexia Banque Internationale à Luxembourg	Route d'Esch 69 L-2953 Luxembourg	01	5,83
CLF Patrimoniale	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	31	100
Crédit Associatif	75, rue Saint-Lazare 75009 Paris, France	22	16,50
MT Développement	Place Esquirol 1-BP 397 31007 Toulouse Cedex	16	21
Kommunkredit Austria AG (ex- OKK)	Turkenstrasse 9 A-1092 Wien, Osterreich	01	26,66
SNC du Chapitre	37, rue Notre-Dame-des-Sept-Douleurs 84000 Avignon, France	41	50
Banco de Crédito Local	Plaza Santa Barbara, 1 28004 Madrid	01	40
Dexia Asset Management France <sup>(1)</sup>	40, rue Washington Washington Plaza 75008 Paris, France	19	30
Dexia Banque Privée France	37-39, rue d'Anjou 75008 Paris France	01	30
Creatis	34, rue Nicolas-Leblanc 59000 Lille	01	12,5
Crédit du Nord	59, bd Haussmann 75008 Paris	01	10
Zebank	44, rue Lafayette 75010 Paris	01	7,44
Dexia Insurance	23, avenue des Arts B-1000 Bruxelles	28	10
Komunalna poistovna a.s <sup>(3)</sup>	Horna 25 974 00 Banska Bystrica Slovaquie	25-26	32,94
Fairbanks Capital Holding Corp <sup>(2)</sup>	3815 SW Temple Salt Lake City Utah, USA	47	22,24
XL Financial	Cumberland House 1 Victoria Street Hamilton, Bermuda	28	15

(1) société détenue à 23,97 % en direct et à 6,03 % par Dexia Banque Privée France.

(2) sociétés consolidées par Dexia Holding Inc.

(3) société consolidée par Pvrá Kommunalna Banka.

## → Les comptes consolidés

### » 1.2.F. Liste des entreprises associées qui ne sont pas mises en équivalence

Dénomination	Siège	Code d'activité	Fraction du capital détenue en %
Compagnie pour le Foncier et l'Habitat	1, rue Foucault 75116 Paris, France	31	100
Le Monde Investisseurs	21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris, France	10	35,71
Fonds Innovation Plus Nord-Pas-de-Calais	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	41	37,50
Fonds Innovation Plus Poitou-Charente	7 à 11, quai André-Citroën 75015 Paris, France	10	40
Kensington Group	1114 AVE. of the Americas NY, NY USA	50	25
Cypress Point	Queensgate House Grand Cayman, Cayman Islands British West Indies	17	24,50
FSA Global Funding Ltd.	Queensgate House Grand Cayman, Cayman Islands British West Indies	10	29

### » 1.2.G. Liste des entreprises non consolidées ni mises en équivalence dans lesquelles le groupe détient des droits sociaux représentant 10% au moins du capital souscrit

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue en %	Capitaux propres (milliers euros)	Résultat (milliers euros)	Exercice
Barclays UK Infrastructure Fund	5th North Colonnaded - New Line Canaris wharf London E40 - 4BB	13,80	157 001	(2 404)	30.09.00
Italconsult S.p.a	Roma Italia	10	6 525	348	31.12.99
Instituto per il Credito Sportivo	Via Giovanbattista Vico, 5 00192 Roma, Italia	21,62	895 859	39 050	31.12.99
SPS - Sistema Permanente di Servizi Scpa in liquidazione e concordato preventivo	Via Livorno, 36 00162 Roma, Italia	20,40	(9 015)	(501)	31.12.99
Dexia Fondelec Energy Efficiency <sup>(1)</sup>	Walker house P.O. Box 265 GT George Town, Grand Cayman Cayman Islands, British West Indies	13,33	150 000	-	-
Mortgage Ltd.	Cornelius House - 33 Boltra Road Haywards Heath West Essex, UK	10	3 074)	(1 666)	31.12.99

(1) société créée au 1<sup>er</sup> semestre 2000.

## Le code d'activité

1. Banque, établissement de crédit
2. Caisse d'épargne privée
3. Institution publique de crédit
4. Agence bancaire
5. Société de leasing
6. Crédit hypothécaire
7. Financement de sociétés par prises de participations
8. Distribution de crédits à la consommation
9. Distribution de différents types de crédits
10. Prise et gestion de participations
11. Société de bourse
12. SICAV
13. Fonds commun de placement
14. Société de gestion de SICAV
15. Affacturage, factoring
16. Société de financement d'infrastructures et d'immeubles
17. Autres auxiliaires de distribution de produits financiers spécifiques
18. Administration de marchés financiers
19. Gestion de portefeuille et de fortune, conseils en placements
20. Ingénierie financière, consultance, études et conseils financiers
21. Autre professionnel du secteur financier
22. Société de cautionnement
23. Activité de fiducie
24. Bureau de change
25. Assurances-vie
26. Assurances non vie
27. Captive de réassurance
28. Entreprises d'assurances multibranches
29. Agents et courtiers en produits financiers
30. Agents et courtiers en produits d'assurance
31. Activité immobilière pour compte propre
32. Activité immobilière pour compte de tiers
33. Santé et action sociale
34. Activités informatiques
35. Activités associatives bancaires
36. Autres activités associatives
37. Assainissement, voirie et gestion des déchets
38. Activités récréatives
39. Télécommunications
40. Transports
41. Autres services fournis aux entreprises
42. Énergie
43. Développement économique
44. Eau
45. Édition de livres et multimédia
46. Activité d'étude, recherche et développement
47. Autres activités de service
48. Production, gestion, distribution des moyens de paiements informatisés
49. Société de financement
50. Merchant Bank

## → Les comptes consolidés

### » 1.3. Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés

Les règles appliquées pour l'établissement du bilan, du hors bilan et du compte de résultats consolidés suivent les principes de présentation bancaire.

Ils sont présentés selon les principes et les règles des directives européennes relatives aux comptes consolidés des banques et après concertation avec les autorités de tutelle, la Commission Bancaire et Financière en Belgique ainsi que la Commission des Opérations de Bourse et la Commission Bancaire en France.

#### **A. Modification des règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés**

Dexia Crédit Local a appliqué par anticipation les règlements CRC n° 2000-02, 2000-03 et 2000-04 sur les points suivants :

- Dans le but d'assurer une meilleure lisibilité des composantes du produit net bancaire, les charges et produits d'intérêts sur opérations de macrocouverture ont été portés en 2000 dans les postes de charges et produits d'intérêts sur opérations avec la clientèle.

Un reclassement a été opéré dans les comptes de résultats de 1998 et 1999.

- Le résultat de cession constaté au cours de l'année sur le portefeuille de « TAP » a été classé dans le résultat sur opérations financières, pour un montant global de 56,2 millions d'euros.

Un reclassement a été opéré dans les comptes de résultats de 1998 et 1999.

- La juxtaposition de deux référentiels, banque et assurance, adaptés à des risques comptables différents selon la nature des opérations et des activités, a été adoptée afin de privilégier le concept d'image fidèle à l'occasion de l'intégration de FSA dans le groupe. Celle-ci s'est effectuée au 1<sup>er</sup> juillet 2000 sur base de la situation comptable consolidée du 1<sup>er</sup> semestre 2000 de Financial Security Assurance Holdings Inc., établie selon les normes US GAAP, et retraitée aux normes du groupe Dexia.

Par ailleurs, conformément au règlement CRC 2000-04, Dexia Crédit Local donne en annexe la contribution par métier du résultat du groupe ainsi que la répartition par zone géographique de l'activité exercée.

#### **B. Méthodes appliquées aux différents postes du bilan, du hors-bilan et du compte de résultats consolidés**

##### **B.1. Méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principes comptables généralement acceptés ont été appliqués, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes.

Le format des comptes applicable aux établissements de crédit a été adapté pour prendre en compte les particularités des activités des sociétés d'assurance. La présentation a été enrichie par l'intégration, dans les postes déjà présents dans le bilan ou le hors-bilan consolidés et dans le compte de résultats consolidé, de sous-postes ou rubriques spécifiques à l'activité d'assurance. L'information dans l'annexe aux comptes consolidés a été aussi enrichie des nouveaux sous-postes ou rubriques spécifiques aux activités non bancaires intégrées.

Les produits et charges réciproques entre le domaine d'activité bancaire et celui de l'assurance, qui concernent l'activité courante, ne sont pas éliminés dans le compte de résultats. Cette façon de procéder donne une idée plus précise du résultat de chaque activité.

#### **Créances sur la clientèle**

Les crédits à la clientèle sont indiqués au bilan pour leurs montants nets après provisions constituées en vue de faire face à un risque de non recouvrement. Les contrats signés mais non versés figurent dans le hors-bilan.

Les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés *pro rata temporis*, ainsi que les intérêts sur les échéances impayées.

Les commissions reçues sur les opérations auxquelles elles se rapportent, sont enregistrées directement en résultat.

Il est précisé qu'une créance est considérée comme douteuse lorsqu'elle présente un risque probable ou certain de non recouvrement. Ce sont les créances impayées, de plus de neuf mois en matière de crédits aux collectivités locales, de plus de six mois en matière de crédit immobilier, et de plus de trois mois pour tous les autres types de crédit. Sont également considérées comme créances douteuses, les créances présentant un caractère contentieux (procédure d'alerte, de redressement judiciaire...).

Le taux de provisionnement appliqué à la créance douteuse est proportionnel au risque attaché à celle-ci.

Aussi bien sur le plan comptable que fiscal, les indemnités de remboursement anticipé sont amorties sur la durée de vie résiduelle des prêts en fonction des intérêts restant à courir.

Il en va de même des soultes sur rachats de créances.

## Opérations sur titres

Les titres détenus par le groupe Dexia Crédit Local sont inscrits à l'actif du bilan dans les postes :

- effets publics admissibles au refinancement auprès de la Banque Centrale,
- obligations et autres titres à revenu fixe,
- actions, parts et autres titres à revenu variable.

En application du règlement n° 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire, ils sont ventilés, dans l'annexe, en titres de transaction, titres de placement et titres d'investissement.

### **Titres de négociation/transaction**

Ce sont des titres négociables sur un marché dont la liquidité est assurée et qui sont acquis ou vendus avec l'intention, dès l'origine, de les revendre ou de les racheter à brève échéance. Le portefeuille de transaction de Dexia Crédit Local est principalement constitué d'obligations indexées sur des taux révisables. Ces titres sont comptabilisés à la date d'achat pour leur prix d'acquisition, intérêts courus et frais inclus.

Ils sont évalués, à chaque arrêté comptable, au dernier prix de marché disponible au jour de l'arrêté. Les différences résultant des variations de cours sont portées directement au compte de résultats.

Préalablement à l'arrêté, ce portefeuille fait l'objet d'un réexamen visant à s'assurer que les conditions de classement des valeurs dans cette rubrique sont toujours respectées. En particulier, les titres détenus depuis plus de 6 mois sont transférés dans le portefeuille de placement ou d'investissement. La durée de détention est déterminée selon la règle « premier entré – premier sorti ». Le transfert de titres s'effectue à la valeur de marché du jour de la date de transfert.

Il ne peut être dérogé à cette règle de reclassement que si, pour une ligne déterminée, l'établissement justifie d'une opération de couverture, d'un instrument financier évalué au prix du marché ou d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé.

### **Titres de placement**

Ce sont tous les titres acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, à l'exception des titres à revenu fixe que l'établissement a l'intention de conserver jusqu'à l'échéance. Ces titres sont acquis par Dexia Crédit Local dans le but de constituer une réserve de liquidité. Ce portefeuille de placement est constitué principalement d'obligations à taux fixe et à taux révisable et marginalement de titres à revenu variable. Les titres à taux fixe sont le plus souvent couverts contre une variation défavorable des taux d'intérêt par la mise en place de swaps de taux et/ou de devises classés en opérations de couverture. Cette technique permet ainsi de créer des actifs synthétiques indexés sur des taux révisables ou variables immunisés du risque de taux.

Ces titres sont enregistrés pour leur coût d'acquisition au pied de coupon, frais exclus. Les intérêts courus à l'achat sont enregistrés dans des comptes rattachés. Le montant résultant de la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement (surcote ou décote) est inscrit au bilan, afin d'être ensuite étalée *pro rata temporis* sur la durée de vie résiduelle du titre. Cette option s'applique à l'ensemble du portefeuille.

En date d'arrêté, selon le principe de prudence, les titres de placement apparaissent au bilan à leur valeur d'acquisition ou bien à leur valeur de réalisation à la date de clôture, si celle-ci est inférieure, après prise en compte, le cas échéant, des gains sur opérations de microcouverture pour le calcul de la réduction de valeur. Lorsque le risque sur le titre excède le gain latent sur la couverture, la provision figure en dépréciation d'actif. Dans le cas d'un risque net sur la couverture, la provision figure en provision pour risques.

## → Les comptes consolidés

En cas de cession des titres de placement, la détermination des plus ou moins-values de cession est effectuée en appliquant la règle « premier entré – premier sorti » ; pour les titres ayant été classés préalablement dans le portefeuille de transaction, la date d'entrée retenue est celle du jour de transfert des titres du portefeuille de transaction au portefeuille de placement.

Si des titres de placement sont reclassés dans le portefeuille d'investissement, ils le sont pour leur coût d'acquisition. Pour un titre provisionné à la date de transfert, une reprise de la provision devenue sans objet est réalisée à partir de cette date, sur la durée de vie résiduelle du titre.

### **Titres d'investissement**

Ce sont exclusivement des titres à revenu fixe, acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance. Ces titres font l'objet d'une couverture en risque de taux et/ou d'un adossement à des ressources affectées à leur financement. Lorsque ces titres font l'objet d'une couverture contre le risque de dépréciation dû aux variations de taux d'intérêt, les instruments utilisés sont exclusivement des swaps de taux d'intérêt ou de devises. Ces instruments en couverture affectée des titres permettent ainsi de créer des actifs synthétiques indexés sur des taux variables ou révisables immunisés contre le risque de taux.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date d'achat pour leur prix d'acquisition pied de coupon, frais exclus. Les intérêts courus à l'achat sont enregistrés dans des comptes rattachés. L'écart positif ou négatif entre la valeur de remboursement et le coût d'acquisition pied de coupon (décote ou surcote) est amorti linéairement sur la durée résiduelle du titre.

En date d'arrêté, les gains latents ne sont pas comptabilisés et les dépréciations n'ont pas à être provisionnées, sauf dans les cas suivants :

- la naissance d'un doute sur la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations,
- la probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles.

### **Titres de l'activité de portefeuille (Tap)**

Cette catégorie nouvelle regroupe les titres à revenu variable dans lesquels la société investit de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

Les Tap sont comptabilisés à la date d'achat au prix d'acquisition frais exclus. En date d'arrêté, la valeur d'inventaire est ajustée au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les sociétés cotées, la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue, tenant compte de l'horizon de détention envisagé pour atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles de cours de bourse. À chaque arrêté comptable, les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation aux provisions sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

En cas de cession des Tap, la détermination des plus ou moins-values de cession est effectuée en appliquant la règle « premier entré – premier sorti ».

### **Placements nets de l'activité d'assurance**

Les titres détenus par le groupe FSA sont inscrits à l'actif du bilan dans des sous-postes particuliers des rubriques suivantes :

- effets publics admissibles au refinancement auprès de la Banque Centrale,
- obligations et autres titres à revenu fixe,
- actions, parts et autres titres à revenu variable,
- immobilisations financières.

Les titres détenus à long terme, tant les titres représentatifs d'une dette que les titres représentatifs de fonds propres, sont maintenus à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation n'est comptabilisée qu'en cas de dépréciation durable.

Les décotes et les primes sur obligations sont amorties sur la durée de remboursement en tenant compte du rendement réel. Les hypothèses qui concernent les remboursements sont revues périodiquement. Toutes les corrections dues aux changements de rendement réel sont enregistrées dans les revenus courants.

Les placements à court terme, c'est-à-dire dont l'échéance est inférieure à un an à dater de l'achat, sont enregistrés à la valeur de marché laquelle est proche du coût.

Les plus-values ou moins-values réalisées sont déterminées sur la base d'une identification spécifique.

### Cessions temporaires

Des opérations de cessions temporaires de titres sont réalisées dans un objectif de réduction du coût de la liquidité court terme. Les opérations conclues sont exclusivement des opérations de pensions livrées et de *repurchase agreement (repo)*.

Les mises en pensions livrées ou en *repo* sont enregistrées dans un compte de passif matérialisant la dette à l'égard du cessionnaire. Les charges relatives à la rémunération des liquidités reçues sont rapportées au résultat de l'exercice *prorata temporis*.

Pour le calcul des résultats, les titres donnés en pensions livrées ou en *repo* font l'objet des traitements comptables appliqués à la catégorie du portefeuille titres dont ils sont issus.

Les opérations qui combinent simultanément une vente comptant avec un achat à terme ferme d'un même titre sont assimilées à des opérations de *repo*. Le traitement comptable de ces opérations est celui du *repo*.

Ces opérations de cessions temporaires font l'objet d'une revalorisation périodique. Cette technique consiste à ajuster le montant emprunté aux mouvements qui se produisent sur le titre en cours de contrat. Ceci permet de diminuer chez la contrepartie le risque de crédit résultant de l'évolution de la valeur du collatéral titre.

### Immobilisations financières

#### **Entreprises mises en équivalence**

Les participations mises en équivalence sont évaluées selon la part du groupe dans les capitaux propres de la société, retraités selon les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés de Dexia Crédit Local.

#### **Titres de participation**

Les titres de participation sont des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet :

- soit d'exercer une influence ou le contrôle de la société émettrice,
- soit d'entretenir des relations bancaires avec cette société.

Ces titres sont comptabilisés à la date d'achat pour leur prix d'acquisition, frais exclus. En date d'arrêté ces titres sont évalués au plus bas des deux montants : leur coût d'acquisition et leur valeur d'usage, laquelle est fonction de l'utilité que la participation présente pour Dexia Crédit Local.

Si la société émettrice présente une situation nette au moins égale à celle qui prévalait lors du dernier achat de titres, un résultat précédent bénéficiaire ou des perspectives réelles de redressement pour l'exercice en cours, la valeur d'usage en date d'arrêté sera réputée au moins égale au coût historique. Si ces conditions ne sont pas remplies, une analyse multicritère est effectuée, afin de déterminer si l'application du principe de prudence doit conduire à constituer une provision sur la ligne de participation.

Les titres en devises financés en francs font l'objet d'une réévaluation portée en écart de conversion et non pas en résultat, conformément au règlement n° 89-01 du comité de la réglementation bancaire.

En cas de cession partielle d'une ligne de participation, la détermination des plus ou moins-values de cession est effectuée en appliquant la règle « premier entré – premier sorti ».

#### **Autres titres détenus à long terme**

Cette catégorie nouvelle regroupe les titres à revenu variable investis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Ils sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, frais exclus. En date d'arrêté, la valeur d'inventaire est ajustée au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres détenus à long terme,

## → Les comptes consolidés

cotés ou non, représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

En cas de cession des titres détenus à long terme, la détermination des plus ou moins-values de cession est effectuée en appliquant la règle « premier entré - premier sorti ».

### Écarts de consolidation

Lorsqu'une société est consolidée pour la première fois, il est constaté un écart entre le prix d'acquisition des titres et la part dans les capitaux propres de la société consolidée à laquelle ils correspondent (capitaux propres préalablement retraités selon les méthodes du groupe). Les principales différences liées à la réestimation des actifs sont, dans la mesure du possible, affectées en augmentation ou en diminution des postes du bilan qui sont concernés, et amortis, dépréciés ou repris au résultat selon les règles d'évaluation applicables aux dits éléments.

L'écart positif résiduel est inscrit à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts de consolidation », dans la mesure où il dépasse un million d'euros, sinon il est immédiatement pris en charges. Il est amorti linéairement et *pro rata temporis* l'année d'acquisition. La durée d'amortissement retenue, qui ne peut excéder 20 ans, reflète alors les hypothèses et les objectifs poursuivis et documentés lors de l'acquisition.

### Actifs corporels et incorporels

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. L'amortissement est linéaire.

Les agencements et mobiliers sont amortis sur dix ans. Le matériel est amorti sur cinq ans généralement. Les logiciels sont amortis sur trois ans.

### Dettes représentées par un titre

Ce poste comprend des emprunts obligataires et des titres de créances négociables.

#### **Emprunts obligataires**

Les emprunts sont enregistrés pour leur valeur nominale. Les intérêts relatifs aux emprunts sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés *pro rata temporis* sur la base des taux contractuels.

Les emprunts à « zéro coupon » sont enregistrés à leur prix d'émission. À chaque arrêté comptable, les intérêts courus de la période, calculés au taux actuariel de l'émission, sont enregistrés dans les charges sur dettes représentées par un titre dans le compte de résultats, et en complément de la dette au passif et ce, jusqu'à la date d'échéance, pour atteindre par capitalisation le montant du nominal à rembourser.

Les frais et commissions à l'émission des emprunts obligataires font l'objet d'un étalement par fraction égale sur la durée de vie des emprunts auxquels ils sont rattachés. Les soultes versées ou reçues sur rachats d'emprunts sont étalées sur la durée de vie résiduelle des emprunts.

Concernant les emprunts en devises, le traitement appliqué est celui des opérations en devises.

#### **Titres de créances négociables**

Les titres de créances négociables sont enregistrés pour leur valeur nominale. Les intérêts relatifs aux « Medium term notes », aux Bons à Moyen Terme Négociables (BMTN) et aux certificats de dépôts négociables sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés *pro rata temporis*. Les intérêts payés d'avance sur les « Commercial papers » sont enregistrés à la date d'opération, dans un compte de régularisation, puis étalés, *pro rata temporis*, dans un compte de charges d'exploitation.

#### **Primes de remboursement et d'émission sur des dettes représentées par des titres**

Les primes de remboursement et les primes d'émission sont amorties sur la durée de vie des titres concernés, dès la première année, *pro rata temporis*. Elles figurent au bilan dans le poste de dettes concernées. L'amortissement de ces primes figure au compte de résultats dans les intérêts et charges sur obligations et titres à revenu fixe.

**Activité assurance**

L'endettement de FSA, de nature obligataire, a été évalué à sa valeur de marché à la date d'acquisition. Les décotes et surcotes ont été calculées en fonction de cette réévaluation.

**Autres passifs**

Le sous-poste « Activité assurance » de cette rubrique reprend principalement les primes nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance en cours d'étalement.

**Provisions au passif du bilan****Activité bancaire**

Des provisions sont constituées pour faire face, d'une part à des risques, d'autre part à des pertes et charges. Des provisions fiscales réglementées, constituées dans les comptes sociaux sur les crédits à moyen et long termes et sur les amortissements dérogatoires, sont éliminées en consolidation et virées nettes d'impôts différés en réserves consolidées.

Des provisions pour impôts différés sont calculées selon la méthode du report variable afin de tenir compte, en fonction de leur exercice d'imputation, des décalages temporaires entre la prise en compte de certaines pertes ou charges et de certains profits ou produits dans le résultat comptable et le résultat fiscal de l'exercice en cours. Les impôts différés actifs et passifs sont ventilés et compensés par échéance. Toutes les échéances passives ainsi que les échéances actives nettes d'impôts différés quasi certaines, sont comptabilisées.

Les indemnités de départ à la retraite sont déterminées par pays, conformément aux conventions locales. Ces engagements sont réestimés chaque année selon une méthode actuarielle et sont comptabilisés dans les provisions pour risques et charges.

**Activité assurance**

Il s'agit d'une provision spécifique destinée à couvrir des pertes ou charges de nature clairement identifiées et d'une provision de caractère plus général.

La provision spécifique est comptabilisée en prenant en considération la valeur actualisée de la perte estimée. Elle est revue périodiquement.

La provision non spécifique est déterminée en appliquant à l'encours global des engagements un facteur de dépréciation déterminé par une agence de rating indépendante à partir des caractéristiques des encours et de l'historique du portefeuille de la société.

**Fonds pour risques bancaires généraux**

En application du règlement n° 90-02 du CRB, un fonds pour risques bancaires généraux a été constitué au 1<sup>er</sup> janvier 1990, pour un montant de 478 millions d'euros.

Ces fonds sont destinés à rester durablement dans les fonds propres et n'ont pas vocation à faire l'objet de reprise.

Depuis 1995, le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) est stable.

**Passifs subordonnés**

Des titres subordonnés remboursables ont été émis par le groupe Dexia Crédit Local. Ces titres sont à retenir également dans les fonds propres complémentaires en application de l'article 4d) du règlement n° 90-02 du CRB, conformément à la définition du ratio de solvabilité européen.

**Opérations sur instruments financiers à terme**

Dexia Crédit Local conclut régulièrement des opérations d'instruments financiers à terme, principalement dans le but de couvrir le risque de taux ou de change auquel ses différentes activités l'exposent. Accessoirement, le recours à de telles opérations a pour objet de tirer parti des évolutions favorables de ces taux. Les opérations sont traitées sous les formes suivantes : swaps de taux et/ou de devise, Fra, Cap, Floor, options de taux, futures, *credit default swap*, *credit spread option*.

L'enregistrement de ces opérations s'effectue conformément aux principes définis par les règlements n° 90-15 et n° 92-04 du CRB. Cette réglementation distingue quatre catégories comptables d'enregistrement, reflétant l'intention initiale dans

## → Les comptes consolidés

laquelle ont été conclues ces opérations. L'affectation dans l'une de ces catégories – couverture affectée, macrocouverture, position ouverte isolée, gestion spécialisée de portefeuille – conditionne les principes d'évaluation et de comptabilisation.

Pour toutes les catégories, l'engagement, appelé montant notionnel, est comptabilisé en hors-bilan pendant toute la durée du contrat, c'est-à-dire dès la signature du contrat et jusqu'à son terme ou le début de la période de référence pour les accords de taux futurs. Dans le cas où le montant notionnel varie, le montant souscrit en hors-bilan est actualisé pour représenter l'engagement maximal actuel ou futur.

Chaque contrat donne lieu à une inscription distincte et est classé dans l'une des catégories définie par le règlement. Le résultat est comptabilisé différemment selon la catégorie dans laquelle est classé l'instrument considéré, de manière à respecter la logique économique des opérations.

### Opérations de couverture

#### **Opérations de microcouverture**

Les opérations répertoriées en couverture affectée ou en microcouverture ont pour objet de couvrir le risque de taux d'intérêt affectant un élément, ou un ensemble d'éléments homogènes, identifiés dès l'origine. Seuls sont considérés comme conclus à titre de couverture affectée les contrats qui répondent aux conditions suivantes :

- l'élément couvert par les contrats contribue à exposer l'établissement de crédit à un risque global de variation de prix ou de taux d'intérêt,
- les contrats achetés ou vendus ont pour but et pour effet de réduire le risque de variation de prix ou de taux d'intérêt affectant l'élément couvert et sont identifiés comme tels dès l'origine.

Répondent principalement à cette définition les swaps affectés en microcouverture des émissions primaires, des titres du portefeuille obligataire de placement et d'investissement ainsi que des actifs clientèle. Ces instruments de couverture construisent des passifs ou des actifs synthétiques, indexés sur des taux variables ou révisables donc immunisés contre le risque de taux.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits en compte de résultats de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément, ou de l'ensemble homogène couvert. Ce principe s'applique de la même manière aux soultes de résiliation reçues ou payées attachées à l'instrument de couverture, lorsque ce dernier est cédé.

Dans le cas où le sous-jacent couvert est cédé alors que l'instrument de couverture est conservé, le traitement suivant est appliqué :

- l'instrument de couverture est évalué en valeur de marché et la valeur positive ou négative qui en ressort est étalée sur la durée résiduelle du sous-jacent d'origine,
- l'instrument de couverture est ensuite reclassé en position ouverte isolée.

#### **Opérations de macrocouverture**

Cette catégorie regroupe les opérations qui ont pour but de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement sur l'actif, le passif et le hors-bilan à l'exclusion des opérations répertoriées dans les portefeuilles de couverture affectée, de gestion spécialisée et de position ouverte isolée.

Ces opérations de macrocouverture réduisent globalement le risque de taux d'intérêt auquel est exposé l'établissement par ses différentes activités.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits *pro rata temporis* en compte de résultat, sur les lignes de produits et de charges d'intérêt sur opérations avec la clientèle. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans les comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds. Les soultes de résiliation des opérations sont enregistrées de la manière suivante : étalement, lorsque la résiliation n'est pas liée à la modification préalable du risque global de taux d'intérêt à couvrir, ou traitement symétrique à celui adopté pour les éléments ayant entraîné une modification de ce risque.

## Opérations de gestion de position

Chez Dexia Crédit Local, trois activités distinctes entrent dans ce cadre :

- une activité de gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction,
- une activité de prise de position,
- une activité de dérivés de crédit.

### **Activité de gestion spécialisée**

Cette activité regroupe les opérations conclues avec des collectivités locales ainsi que leurs opérations symétriques négociées avec des contreparties bancaires. Les opérations incluses dans cette activité ont pour but de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction, comprenant des contrats déterminés d'échange de taux d'intérêt et d'autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt.

Ce portefeuille de transaction, dont les positions sont centralisées et les résultats calculés quotidiennement, est géré constamment en sensibilité. Des limites internes au risque de taux d'intérêt encouru sur ce portefeuille ont été préalablement établies, conformément aux dispositions du règlement n° 97-02 du CRB.

Le résultat est comptabilisé suivant le principe du marked-to-market qui se traduit par :

- une réévaluation mensuelle de l'ensemble des flux futurs, enregistrée directement en résultat,
- l'inscription immédiate en résultat des flux payés ou perçus, quels qu'ils soient.

La technique utilisée pour le calcul de la réévaluation des instruments dérivés est celle du coût de remplacement. Elle consiste, pour chaque contrat donné, à simuler un nouveau contrat permettant, à la date d'arrêt, de clore la position ouverte par le contrat d'origine, puis à actualiser les différences de flux ainsi déterminées.

La valorisation de ce portefeuille prend en compte les frais de gestion ainsi que le risque de contrepartie.

### **Activité de prise de position**

Les opérations de dérivés logées dans ce portefeuille ont pour objectif de maintenir des positions ouvertes isolées, afin le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt. C'est aussi dans cette catégorie qu'est affecté l'ensemble des opérations qui ne satisfont pas aux critères de classement dans les autres catégories.

Le résultat est comptabilisé suivant le principe de prudence qui se traduit par :

- une évaluation périodique, au taux du marché, des contrats qui donnent lieu à la constitution de provisions en cas de moins-values latentes, alors que les plus-values latentes ne sont pas constatées en résultat,
- l'inscription en compte de résultat *pro rata temporis* des intérêts ainsi que des soultes.

Dans cette catégorie sont également répertoriés des swaps conclus à l'origine en couverture affectée du portefeuille titres. Les titres sous-jacents ayant été vendus, ces swaps ont été réaffectés en position ouverte isolée. Toutefois, le risque de taux sur ces swaps ayant été neutralisé par une couverture adaptée, ces swaps ne font pas l'objet d'une valorisation en date d'arrêt.

### **Dérivés de crédit**

Dans le cadre de la gestion de ses placements, Dexia Crédit Local négocie uniquement des achats de risque de crédits, par lesquels il prend une position d'investisseur final sur des titres obligataires sous-jacents. Ces opérations sont donc assimilables à des substituts de crédit et sont répertoriées dans le portefeuille de « position ouverte isolée ».

Les primes reçues au titre de ces opérations sont étalées linéairement, *pro rata temporis*, sur leur durée de vie.

Ces contrats sont réévalués périodiquement et le résultat de cette réévaluation est comptabilisé de façon différente en fonction de l'intention avec laquelle ils ont été acquis à l'origine.

- S'ils ont vocation à être cédés, ils sont assimilés à des substituts de crédit de placement ; les pertes latentes alors constatées par le processus de valorisation sont provisionnées. Les plus-values latentes, quant à elles, ne sont pas comptabilisées.
- Si le dérivé de crédit ou les titres sous-jacents (en cas de livraison) ont vocation à être conservés jusqu'à l'échéance, ils sont assimilés à des substituts de crédit d'investissement, et les pertes latentes ou les gains latents ne sont pas comptabilisés.

## → Les comptes consolidés

### Opérations de change

Dans le cadre de la couverture de son risque de change, Dexia Crédit Local conclut des swaps cambistes et des opérations d'achats et de ventes à terme de devises. Les swaps cambistes sont initiés dans le cadre de la transformation de ressources dans une devise identique à la devise des emplois qu'elles financent. Des opérations de change à terme sont quant à elles mises en place, dans le but de compenser ou de réduire le risque de variation de cours de change affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogène. Par ailleurs, des opérations de change non couvertes sont réalisées accessoirement dans le cadre de prises de position.

Conformément au règlement n° 89-01 du CRB deux catégories d'opérations sont distinguées : le change « terme couvert » et le change « terme sec ». Cette distinction conditionne le mode d'enregistrement du résultat de ces opérations.

Pour toutes ces catégories d'opérations, l'engagement est comptabilisé en hors-bilan pendant toute la durée du contrat, c'est-à-dire dès la signature du contrat et jusqu'à la date de début de la période de référence.

Chaque contrat donne lieu à une inscription distincte et est classé dans l'une des catégories définie par le règlement. Le résultat est comptabilisé différemment selon la catégorie dans laquelle est classé l'instrument considéré, de manière à respecter la logique économique des opérations.

### Opérations de couverture

La méthode utilisée pour comptabiliser le résultat des opérations de change couvertes consiste à constater en résultat *pro rata temporis* sur la durée du contrat le report/déport, c'est-à-dire la différence entre le cours terme et le cours comptant. La position est inscrite à l'origine sur la base du cours comptant puis le report/déport est incorporé progressivement jusqu'à l'échéance.

### Opérations de gestion de position

Ce sont des opérations de change à terme non qualifiées d'opérations de change à terme couvertes, au sens du règlement n° 89-01 du CRB, c'est-à-dire qui ne sont associées simultanément ni à des prêts et emprunts ni à des opérations de change au comptant. Ce type d'opération est réalisé dans le but de tirer avantage des évolutions du cours des devises.

La méthode utilisée pour comptabiliser le résultat de ces opérations de change sec consiste à convertir en euros des comptes mouvementés en devises sur la base du cours terme restant à courir.

### Opérations en devises

En application du règlement n° 89-01 du CRB, modifié par le règlement n° 90-01 du 23 février 1990, le groupe Dexia Crédit Local comptabilise les opérations en devises dans des comptes ouverts et libellés dans chacune des devises utilisées. Des comptes de position de change et de contre-valeur de position de change spécifiques sont ouverts dans chaque devise. À chaque arrêté comptable, les différences entre, d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position au cours de marché à la date d'arrêté et, d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur de position de change sont portées au compte de résultats.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation libellés en devises et financés en euros sont enregistrés au bilan dans les comptes d'écarts de conversion.

Les écarts de conversion sur les titres d'investissement libellés en devises et financés en devises sont comptabilisés parallèlement aux écarts constatés sur le financement.

Les comptes des filiales étrangères consolidées font l'objet d'une conversion. Le bilan est converti au cours de clôture, les capitaux propres sont maintenus au cours historique et le compte de résultats est converti sur la base d'un cours moyen. L'écart de conversion sur les capitaux et le résultat de l'exercice figure en écart de conversion sur fonds propres.

### Produits et charges exceptionnels

Les composantes du résultat exceptionnel sont à caractère exclusivement extraordinaire par rapport à l'activité et à la gestion du patrimoine du groupe ainsi qu'à l'environnement des sociétés dans leurs pays d'implantation.

De plus les produits ou les charges concernés ne dépendent pas de prise de décisions dans le cadre de la gestion courante des activités ou du patrimoine du groupe mais résultent d'événements extérieurs subis et de nature complètement inhabituelle. Seuls les éléments de cette nature qui ont une importance significative sur le résultat de la période sont classés en produits et charges exceptionnels.

## Impôts sur les sociétés

Le taux de l'impôt sur les sociétés est en France de 37,76 %. Le taux appliqué sur les contributions des filiales étrangères est celui appliqué localement en fonction de chaque législation nationale.

En matière d'impôts différés, le taux appliqué aux bases françaises dont l'échéance est postérieure à 2000 est de 35,43 %. Les impôts actifs et passifs calculés sont ventilés par échéance. Toutes les échéances passives ainsi que les échéances actives nettes d'impôt différés quasi certaines sont comptabilisées.

## Intégration fiscale

Le précédent groupe d'intégration fiscale ayant cessé de produire ses effets en 1996, un nouveau groupe a été constitué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997 et complété en 1999 et 2000. Outre Dexia Crédit Local, société mère tête de groupe, il réunit les sociétés suivantes :

- Floral,
- Dexia CLF Immo,
- La Compagnie pour le Foncier et l'Habitat,
- CLF Patrimoniale,
- CLF Marne-la-Vallée Participation,
- Dexia Éditions,
- Dexia Assuréco,
- CLF Badger,
- Dexia Municipal Agency
- Dexia CLF Développement
- Dexia CLF Projet
- Dexia CLF Energia
- Dexia CLF Energy
- Dexia CLF Organisation
- Dexia CLF Avenir
- Dexia CLF Création
- Europrojet Développement
- Dexint Développement

Dexia Crédit Local, qui détient, directement ou indirectement, plus de 95 % du capital de ces sociétés, est seul redevable de l'impôt sur les sociétés, du précompte et de l'imposition forfaitaire annuelle dus par le groupe. Les charges d'impôt sont comptablement constatées par les sociétés intégrées, comme en l'absence d'intégration fiscale. Les économies réalisées par le groupe de l'intégration fiscale, liées aux déficits sont conservées chez la société mère et considérées comme un gain immédiat de l'exercice.

### B.2. Retraitements de consolidation

1) La provision pour risques sur crédits à moyen et long termes est portée en réserves consolidées pour son montant net d'impôt différé, soit 129 millions d'euros au 31 décembre 2000.

L'annulation dans les comptes consolidés des mouvements de 2000 (dotation et reprise de la provision) se traduit par une charge d'impôt différé de 6 millions d'euros qui s'ajoute à l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2000 par le groupe.

2) La rubrique « Impôt différé et latences fiscales » inscrite au passif s'élève à 394 millions d'euros et comprend notamment :

- l'impôt différé de 125,3 millions d'euros lié aux retraitements d'harmonisation de Dexia Crediop,
- l'impôt différé sur la provision pour risques sur crédits à moyen et long termes de 77,6 millions d'euros,
- l'impôt différé de 193 millions d'euros, relatif, d'une part, aux déficits de GIE, SNC et, d'autre part, aux déficits fiscaux des sociétés immobilières fiscalement transparentes.

3) Les opérations de crédit-bail figurent au bilan consolidé pour leurs encours financiers qui sont substitués à ceux déterminés d'après les règles fiscales. La réserve latente globale nette d'impôt figure en réserves consolidées pour 48 millions d'euros.

## ( 2. Notes sur l'actif du bilan consolidé

(en millions d'euros)

### »» 2.0. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux

	Montant au 31.12.2000
Caisse	8
Réserve obligatoire auprès de la banque centrale	454
Autres avoirs auprès de la banque centrale	15
Avoirs sur des offices de chèques postaux	0
<b>TOTAL</b>	<b>477</b>

### »» 2.1. Effets publics admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (poste II de l'actif)

a. Intérêts courus repris sous ce poste : 57

b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilé *	Montant total
94	0	413	1 849	838	3 194

\* Les portefeuilles de négociation/transaction et de placement ne sont pas ventilés.

*c. Ventilation selon le type de portefeuille hors intérêts courus et variations de l'exercice*

	Activité bancaire et autre			Activité assurance	Total
	Portefeuille de négociation	Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement		
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>194</b>	<b>162</b>		<b>356</b>
Variations de l'exercice :					
– Acquisitions	0	934	2 229	93	3 256
– Cessions et titres échus	0	(411)	(93)	(144)	(648)
– Transferts	0	0	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	63	0	147	210
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	14	2	5	21
– Autres variations	0	0	0	0	0
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31.12.2000 (A)</b>	<b>0</b>	<b>794</b>	<b>2 300</b>	<b>101</b>	<b>3 195</b>
<b>Réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de l'exercice :					
– Actées	0	0	0	0	0
– Reprises	0	0	0	0	0
– Annulées	0	0	0	0	0
– Transférées	0	0	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	1	0	0	1
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
– Autres variations	0	0	0	0	0
<b>Réductions de valeur au 31/12/00 (B)</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>					
<b>AU 31.12.2000 (A) – (B)</b>	<b>0</b>	<b>793</b>	<b>2 300</b>	<b>101</b>	<b>3 194</b>

*(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre 31.12.1999 et 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.*

## → Les comptes consolidés

### d. Transferts entre portefeuilles

	Valeur nette comptable au 31.12.2000	Impact sur le résultat 2000
Du portefeuille de transaction au portefeuille de placement	0	0
Du portefeuille de transaction au portefeuille d'investissement	0	0
Du portefeuille de placement au portefeuille d'investissement	0	0

### e. Ventilation en titres cotés et autres titres, hors intérêts courus

	Valeur comptable au 31.12.2000	Valeur de marché au 31.12.2000	Plus-value latente nette au 31.12.2000
Titres cotés	3 086	3 092	5
Autres titres	108		
<b>Total</b>	<b>3 194</b>		

## » 2.2. Créances sur les établissements de crédit : autres créances (poste III.B de l'actif)

### a. Intérêts courus repris sous ce poste : 168

### b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilé *	Montant total
2 206	796	2 870	4 154	0	10 026

### c. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

Contreparties	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Créances sur les établissements de crédit liés non consolidés	26	850
Créances sur les établissements de crédit avec lien de participation	248	435
Créances sur d'autres établissements de crédit	13 598	8 741
<b>TOTAL</b>	<b>13 872</b>	<b>10 026</b>

### d. Qualité des encours à la fin de l'exercice

Valorisation du risque	Montant au 31.12.1999	À caractère incertain		À caractère irrécouvrable individuelle	Montant au 31.12.2000
		individuelle	non individualisée		
Encours brut	2	2	0	0	2
Réductions de valeur	(1)	(1)			(1)
Encours net	1	1	0	0	1

## e. Ventilation selon le caractère subordonné hors intérêts courus

Caractère subordonné	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Créances subordonnées	10	15
Créances non-subordonnées	13 862	10 011
<b>TOTAL</b>	<b>13 872</b>	<b>10 026</b>

## f. Variations de l'exercice des créances subordonnées hors intérêts courus

	Entreprises mises en équivalence	Autres entreprises	Total
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
Variations de l'exercice :			
– Acquisitions	0	56	56
– Cessions et titres échus	0	(52)	(52)
– Transferts	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	0	0
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	1	1
– Autres variations	0	0	0
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31.12.2000 (A)</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
<b>Réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de l'exercice :			
– Actées	0	0	0
– Reprises	0	0	0
– Annulées	0	0	0
– Transférées	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	0	0
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0
– Autres variations	0	0	0
<b>Réductions de valeur au 31.12.2000 (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31.12.2000 (A) – (B)</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>15</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre 31.12.1999 et 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

## g. Décomposition des créances à terme hors intérêts courus

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Prêts interbancaires	5 413	2 267
Prêts à d'autres établissements de crédit	8 459	7 759
– À court terme	1 372	1 631
– À moyen et long termes	7 087	6 128
<b>TOTAL</b>	<b>13 872</b>	<b>10 026</b>

## → Les comptes consolidés

### » 2.3. Créances sur la clientèle (poste IV de l'actif)

a. Intérêts courus repris sous ce poste : 1 614

b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Montant total
3 543	8 590	30 632	36 305	604	79 674

c. Ventilation selon le secteur économique de la contrepartie  
des créances hors intérêts courus

Secteur économique	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Secteur public	70 623	69 940
Autres secteurs	8 097	9 734
<b>TOTAL</b>	<b>78 720</b>	<b>79 674</b>

d. Qualité des encours à la fin de l'exercice

Valorisation du risque	Montant au 31.12.1999	À caractère incertain		À caractère irrecouvrable individuelle	Montant au 31.12.2000
		individuelle	non individualisée		
Encours brut	229	385	0	1	386
Réductions de valeur	(98)	(111)		(1)	(112)
Encours net	131	274	0	0	274

Valorisation du risque par zone géographique	France	Allemagne	Italie	Autres	Montant au 31.12.2000
Encours brut	64	147	160	16	387
Réductions de valeur	(35)	(64)	(8)	(5)	(112)
Encours net	29	83	152	11	275

L'ensemble des créances douteuses sur la clientèle et des provisions portées au bilan consolidé concerne le secteur d'activité financement de l'équipement collectif et services financiers au secteur public, premier des quatre métiers du groupe Dexia.

e. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

Contreparties	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Créances sur les entreprises liées non consolidées	0	0
Créances sur d'autres entreprises avec lien de participation	17	63
Créances sur d'autres contreparties	78 703	79 611
<b>TOTAL</b>	<b>78 720</b>	<b>79 674</b>

**f. Ventilation selon le caractère subordonné hors intérêts courus**

Caractère subordonné	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Créances subordonnées sur la clientèle	0	0
Créances non-subordonnées sur la clientèle	78 720	79 674
<b>TOTAL</b>	<b>78 720</b>	<b>79 674</b>

**g. Variations de l'exercice des créances subordonnées, hors intérêts courus**

	Entreprises mises en équivalence	Autres entreprises	Total
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de l'exercice :			
– Acquisitions	0	0	0
– Cessions et titres échus	0	0	0
– Transferts	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	0	0
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0
– Autres variations	0	0	0
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31.12.2000 (A)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de l'exercice :			
– Actées	0	0	0
– Reprises	0	0	0
– Annulées	0	0	0
– Transférées	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	0	0
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0
– Autres variations	0	0	0
<b>Réductions de valeur au 31.12.00 (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31.12.2000 (A) – (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre 31.12.1999 et 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

**h. Ventilation selon la durée initiale hors intérêts courus**

	Montant net au 31.12.1999	Montant brut au 31.12.2000	Réductions de valeur 31.12.2000	Montant net au 31.12.2000
Créances à moins d'un an	1 494	9 979	46	9 933
Créances à plus d'un an	77 226	69 807	66	69 741
<b>TOTAL</b>	<b>78 720</b>	<b>79 786</b>	<b>112</b>	<b>79 674</b>

## → Les comptes consolidés

### » 2.4. Obligations et autres titres à revenu fixe (poste V de l'actif)

#### a. Intérêts courus repris sous ce poste : 614

#### b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée *	Montant total
738	321	7 655	9 698	16 971	35 383

\* Les portefeuilles de négociation/transaction et de placement ne sont pas ventilés.

#### c. Ventilation selon le secteur économique de l'émetteur, hors intérêts courus

Secteur économique de l'émetteur	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Émetteurs publics	11 371	12 276
Autres émetteurs	15 680	23 107
<b>TOTAL</b>	<b>27 051</b>	<b>35 383</b>

#### d. Ventilation en titres cotés et autres titres hors intérêts courus

	Valeur comptable	Valeur de marché	Plus value latente nette
Titres cotés	28 306	28 541	235
Autres titres	7 077		
<b>TOTAL</b>	<b>35 383</b>		

Pour les titres d'investissement cotés, la valeur de marché correspond à la valeur nette comptable.

*e. Ventilation selon le type de portefeuille hors intérêts courus et variations de l'exercice*

	Activité bancaire et autre			Activité assurance	Total
	Portefeuille de négociation	Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement		
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.1999</b>	<b>1 620</b>	<b>11 089</b>	<b>14 387</b>	<b>0</b>	<b>27 096</b>
Variations de l'exercice :					
– Acquisitions	19 165	12 097	5 427	4 464	41 153
– Cessions et titres échus	(17 075)	(10 316)	(2 327)	(4 327)	(34 045)
– Transferts	(50)	(61)	111	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	49	0	1 949	1 998
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	(1 198)	0	(1 198)
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	44	149	176	51	420
– Autres variations	0	0	0	0	0
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31.12.2000 (A)</b>	<b>3 704</b>	<b>13 007</b>	<b>16 576</b>	<b>2 137</b>	<b>35 424</b>
<b>Réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>32</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>45</b>
Variations de l'exercice :					
– Actées	0	29	1	0	30
– Reprises	0	(32)	(3)	0	(35)
– Annulées	0	0	0	0	0
– Transférées	0	0	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	1	0	0	1
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
– Autres variations	0	0	0	0	0
<b>Réductions de valeur au 31.12.00 (B)</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>41</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31.12.2000 (A) – (B)</b>	<b>3 704</b>	<b>12 977</b>	<b>16 565</b>	<b>2 137</b>	<b>35 383</b>

*(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 31.12.1999 et le 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.*

Des titres d'investissement pour un montant de 1 331 millions d'euros ont été cédés avant leur échéance.

## → Les comptes consolidés

### f. Transferts entre portefeuilles

	Valeur nette comptable au 31.12.2000	Impact sur le résultat 2000
Du portefeuille de transaction au portefeuille de placement		0
Du portefeuille de transaction au portefeuille d'investissement	50	0
Du portefeuille de placement au portefeuille d'investissement	61	0

### g. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

Contreparties	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par des entreprises liées non consolidées	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par d'autres entreprises avec lien de participation	0	515
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par d'autres contreparties	27 051	34 868
<b>TOTAL</b>	<b>27 051</b>	<b>35 383</b>

### h. Ventilation selon le caractère subordonné hors intérêts courus

Caractère subordonné	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Obligations et autres titres à revenu fixe subordonnés émis par des établissements de crédit	300	124
Obligations et autres titres à revenu fixe subordonnés émis par d'autres entreprises	122	64
Obligations et autres titres à revenu fixe non-subordonnés	26 629	35 195
<b>TOTAL</b>	<b>27 051</b>	<b>35 383</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe subordonnés représentés par des titres cotés	220	50

### i. Pour le portefeuille de transaction hors intérêts courus

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Différence positive entre la valeur supérieure de marché et la valeur d'acquisition pour les obligations et titres évalués à la valeur de marché	5	10

## j. Pour le portefeuille de placement et d'investissement hors intérêts courus

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Différence positive de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est supérieure à leur valeur comptable	196	127
Différence négative de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est inférieure à leur valeur comptable	23	38

## k. Variations de l'exercice des créances subordonnées hors intérêts courus

	Entreprises mises en équivalence	Autres entreprises	Total
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.19.1999</b>	<b>0</b>	<b>422</b>	<b>422</b>
Variations de l'exercice :			
– Acquisitions	0	85	85
– Cessions et titres échus	0	(321)	(321)
– Transferts	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	0	0
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	4	4
– Autres variations	0	0	0
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31.12.2000</b>	<b>0</b>	<b>190</b>	<b>190</b>
<b>Réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de l'exercice :			
– Actées	0	(2)	(2)
– Reprises	0	0	0
– Annulées	0	0	0
– Transférées	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	0	0
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0
– Autres variations	0	0	0
<b>Réductions de valeur au 31.12.00</b>	<b>0</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31.12.2000</b>	<b>0</b>	<b>188</b>	<b>188</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 31.12.1999 et le 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

## → Les comptes consolidés

### » 2.5. Actions et autres titres à revenu variable (poste VI de l'actif)

#### a. Ventilation selon le type de portefeuille et variations de l'exercice

	Activité bancaire et autre			Activité assurance	Total
	Portefeuille de négociation	Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement		
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.1999</b>	<b>43</b>	<b>158</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>201</b>
Variations de l'exercice :					
– Acquisitions	253	610	0	0	863
– Cessions et titres échus	(269)	(322)			(591)
– Transferts	0	0	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	3	0	11	14
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>		2	0	0	2
– Autres variations	0	0	0	0	0
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31.12.2000 (A)</b>	<b>27</b>	<b>451</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>489</b>
<b>Réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de l'exercice :					
– Actées	0	0	0	0	0
– Reprises	0	(1)			(1)
– Annulées	0	0	0	0	0
– Transférées	0	0	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	1	0	0	1
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0				
– Autres variations	0	0	0	0	0
<b>Réductions de valeur au 31.12.2000 (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>					
<b>AU 31.12.2000 (A) – (B)</b>	<b>27</b>	<b>451</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>489</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 31.12.1999 et le 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

**b. Transferts entre portefeuilles**

	Valeur nette comptable au 31.12.2000	Impact sur le résultat 2000
Du portefeuille de transaction au portefeuille de placement	0	0

**c. Ventilation selon le type de titres**

	31.12.1999		31.12.2000	
	Cotés	Non cotés	Cotés	Non cotés
<b>ACTIONS</b>				
Françaises	2	0	57	0
Belges	0	0	0	0
Étrangères	50	0	66	249
<b>OPCVM</b>				
Français	149	0	22	68
Belges	0	0	0	0
Étrangers	0	0	0	27
<b>TOTAL</b>	<b>201</b>	<b>0</b>	<b>145</b>	<b>344</b>

**d. Ventilation en titres cotés et autres titres**

	Valeur comptable au 31.12.2000	Valeur de marché au 31.12.2000	Plus-value latente nette au 31.12.2000
Titres cotés	145	191	46
Titres non cotés	344		
<b>TOTAL</b>	<b>489</b>		

**e. Pour le portefeuille de transaction**

	Montant au 31.12.2000
Différence positive entre la valeur supérieure du marché et la valeur d'acquisition pour les titres évalués à la valeur de marché	0

## → Les comptes consolidés

### » 2.6. Immobilisations financières (poste VII de l'actif)

a. Intérêts courus repris sous ce poste : 0

b. Ventilation selon le secteur économique de la contrepartie  
et variations de l'exercice

	Entreprises mises en équivalence		Autres entreprises		Activité assurance	Total
	Établ. crédit	Autres	Activité bancaire et autre			
			Établ. crédit	Autres		
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.1999</b>	<b>428</b>	<b>24</b>	<b>302</b>	<b>191</b>	<b>0</b>	<b>945</b>
Variations de l'exercice :						
– Acquisitions	0	0	90	0	0	90
– Cessions et titres échus	0	0	(309)	0	(11)	(320)
– Transferts	0	0	0	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	151	0	4	0	22	177
– Variations de périmètre (sorties)	(243)	0	0	0	0	(243)
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	2	0	12	0	2	16
– Autres variations <sup>(2)</sup>	107	0	0	0	0	107
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31.12.2000 (A)</b>	<b>445</b>	<b>24</b>	<b>99</b>	<b>191</b>	<b>13</b>	<b>772</b>
<b>Réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
Variations de l'exercice :						
– Actées	0	0	1	0	0	1
– Reprises	0	0	(4)	0	0	(4)
– Annulées	0	0	0	0	0	0
– Transférées	0	0	0	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	0	0	0	0	0
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	0
– Autres variations <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>Réductions de valeur au 31.1.2000 (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31.12.2000 (A) – (B)</b>	<b>445</b>	<b>24</b>	<b>94</b>	<b>191</b>	<b>13</b>	<b>767</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre 31.12.1999 et 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

(2) Les autres variations au niveau des entreprises mises en équivalence représentent essentiellement la quote-part de résultat acquise par le groupe dans les entités mises en équivalence.

c. Titres cotés et autres titres

	Titres cotés			Autres titres
	Valeur comptable	Valeur de marché	Plus-value latente	Valeur comptable
	au 31.12.2000			au 31.12.2000
Entreprises mises en équivalence	0	0	0	469
Autres participations	75	103	28	223
<b>TOTAL</b>	<b>75</b>	<b>103</b>	<b>28</b>	<b>692</b>

#### d. Principales lignes significatives

Titres cotés		Valeur comptable nette au 31.12.2000
Entreprises mises en équivalence		0
Autres entreprises		
<i>Société Générale</i>		75
Autres titres		Valeur comptable nette au 31.12.2000
Entreprises mises en équivalence		
<i>Banco de Crédito Local</i>		127
<i>Crédit du Nord</i>		105
<i>Dexial BIL</i>		83
<i>Dexiam/Dexia Banque Privée</i>		43
<i>XL Financial</i>		47
Autres entreprises		
<i>AIG TA/TB</i>		29
<i>Dexia Fondec</i>		20
<i>Mediatel Capital</i>		15
<i>Lyonnaise Asia Water</i>		8
<i>Lyonnaise Asia Latina America Water</i>		8

#### e. Principaux titres de participation

Sociétés	% de participation	Quote-part des capitaux propres 31.12.2000	Valeur brute comptable au (1) 31.12.2000	Réductions de valeurs 31.12.2000	Valeur nette comptable au 31.12.2000	Avances et créances sur participations
Société Générale	0,37	51	75	0	75	0
Crédit du Nord	10,00	105	184	0	184	0
BIL	5,83	83	77	0	77	130
Banco de Crédito Local	40,00	127	408	0	408	0

(1) Prix de revient des titres chez la société détentrice.

#### f. Principaux titres mis en équivalence

Sociétés	Quote-part de situation nette 31.12.2000	Dont résultat 31.12.2000
<i>Banco de Crédito Local</i>	127	19
<i>Crédit du Nord</i>	105	16
<i>Dexial BIL</i>	83	57
<i>Dexiam/Dexia Banque Privée</i>	43	3
<i>XL Financial</i>	47	2

## → Les comptes consolidés

### » 2.7. Ventilation des emplois selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

(Tableau récapitulatif)

	Montant au 31.12.1999	Effets publics admis au refin. auprès de la BC	Créances sur les étab. de crédit	Créances sur la clientèle	Obligations et autres titres à rev. fixe	Montant au 31.12.2000
Jusqu'à 3 mois	9 309	94	2 206	3 543	738	6 581
De 3 mois à 1 an	8 303	0	796	8 590	321	9 707
De 1 an à 5 ans	38 822	413	2 870	30 632	7 655	41 570
Plus de 5 ans	50 228	1 849	4 154	36 305	9 698	52 006
Non ventilé *	13 336	838	0	604	16 971	18 413
<b>TOTAL</b>	<b>119 998</b>	<b>3 194</b>	<b>10 026</b>	<b>79 674</b>	<b>35 383</b>	<b>128 277</b>

\* Les portefeuilles de négociation/transaction et de placement, partie support de liquidités, ne sont pas ventilés.

### » 2.8. Écarts de consolidation et de mise en équivalence (poste VIII.B de l'actif et le poste XIV du passif)

#### a. Variations

	Écarts positifs (poste VIII.B de l'actif)		Écarts négatifs (Poste XIV du passif)	
	Écarts de consolidation	Écarts de mise en équivalence	Écarts de consolidation	Écarts de mise en équivalence
<b>Valeur comptable nette 31.12.1999</b>	<b>197</b>	<b>340</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de l'exercice				
<i>Dues à une augmentation du pourcentage de contrôle</i>	0	0	0	0
<i>Dues à une diminution du pourcentage de contrôle</i>	0	0	0	0
<i>Entrées dans le périmètre</i>	1 441	92	0	0
<i>Sorties du périmètre</i>		(4)	0	0
<i>Amortissements</i>	(47)	(28)	0	0
<i>Écarts de change</i>			0	0
<i>Autres variations</i>	(1)		0	0
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31.12.2000</b>	<b>1 590</b>	<b>400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**b. Détail des principaux écarts de consolidation nets**

	Année d'acquisition	Écarts de consolidation	Écarts de mise en équivalence
Banco de Crédito Local	1998	0	270
Dexia BIL <sup>(1)</sup>	1997	0	21
Dexia Crediop	1996	131	0
Crédit du Nord	2000	0	84
Dexia Insurance <sup>(2)</sup>	2000	0	0
Dexia Banque privée	1999	0	5
Dexia Holding Inc	2000	1 400	0
Dexia Hypothekenbank	1995	5	0
Dexiam France	1999	0	19
Pvra Komunalna Banka	2000	5	0
Sofaxis	1999	49	0
Zebank <sup>(2)</sup>	2000	0	0
<b>TOTAL</b>		<b>1 590</b>	<b>399</b>

Durée d'amortissement de 20 ans sauf

(1) amortissement sur 10 ans

(2) amortissement sur l'année

**»» 2.9. Frais d'établissement et actifs incorporels  
(poste VIII.A. de l'actif)**

	Goodwill	Frais d'éta- blissement	Autres actifs incorporels	Total
<b>Valeur comptable brute au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>77</b>	<b>82</b>
Mouvements de l'exercice :				
– Augmentations	0	0	21	21
– Diminutions	0	(5)	(7)	(12)
– Écarts de conversion	0	0	1	1
– Variation de périmètre – entrées	0	0	2	2
– Variation de périmètre – sorties	0	0		
– Autres	0	0	0	0
<b>VALEUR COMPTABLE BRUTE AU 31.12.2000 (A)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>94</b>	<b>94</b>
<b>Amortissements et réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>54</b>	<b>59</b>
Mouvements de l'exercice :				
– Augmentations	0	0	15	15
– Diminutions	0	(5)	(2)	(7)
– Écarts de conversion	0	0	0	0
– Variation de périmètre – entrées	0	0	2	2
– Variation de périmètre – sorties	0	0	0	0
– Autres	0	0	0	0
<b>Amortissements et réductions de valeur au 31.12.2000 (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>69</b>	<b>69</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31.12.2000 (A – B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>25</b>

## → Les comptes consolidés

### » 2.10. Actifs corporels (poste IX de l'actif)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage, mobilier et matériel roulant	Location, financement et droits similaires	Autres actifs corporels	Immobilités en cours et acomptes versés	Total
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.1999</b>	<b>91</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>159</b>
Mouvements de l'exercice :						
– Acquisitions (et production immobilisée)	10	25	0	6	2	43
– Cessions et désaffectations (–)	(7)	(16)	0		(3)	(26)
– Transfert d'un poste à un autre (+/–)	0	0	0	0	0	0
– Variation de périmètre – entrées	16	28	9	0	1	54
– Variation de périmètre – sorties	0	(2)	0	(1)	0	(3)
– Écarts de conversion	(1)	0	0	0	0	(1)
– Autres variations	0	0	0	0	0	0
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31.12.2000 (A)</b>	<b>109</b>	<b>86</b>	<b>9</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>226</b>
<b>Amortissements et réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>17</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>58</b>
Mouvements de l'exercice :						
– Acquisitions (et production immobilisée)	6	14	0	2	0	22
– Cessions et désaffectations (–)	(2)	(7)	0	0	0	(9)
– Transfert d'un poste à un autre (+/–)	0	0	0	0	0	0
– Variation de périmètre – entrées	1	20	5	0	0	26
– Variation de périmètre – sorties	0	(1)	0	0	0	(1)
– Écarts de conversion	0	0	0	0	0	0
– Autres variations	0	0	0	0	0	0
<b>Amortissements et réductions de valeur au 31.12.2000 (B)</b>	<b>22</b>	<b>60</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>96</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31.12.2000 (A – B)</b>	<b>87</b>	<b>26</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>130</b>
dont :						
– Terrains et constructions			4			
– Installations, machines et outillage			0			
– Mobilier et matériel roulant			0			

» 2.11. Détail des comptes de régularisation de l'actif  
(poste XIV de l'actif)

*a. Ventilation par nature*

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Primes et charges à reporter sur emprunts	372	333
Primes sur prêts	0	203
Primes et charges à reporter sur opérations de couverture	500	482
Produits acquis sur opérations de couverture	4 639	6 570
Produits acquis sur opérations de trading	4	45
Écart de conversion actif	174	396
Autres charges à reporter	64	132
Autres produits acquis	24	39
Commissions activées sur titres	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>5 777</b>	<b>8 200</b>

*b. Ventilation des primes et charges à reporter sur opérations de couverture*

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	81	81
Sur d'autres instruments financiers		
<i>Sur intérêts</i>	411	399
<i>Sur autres achats et ventes à terme</i>	8	2
<b>TOTAL</b>	<b>500</b>	<b>482</b>

*c. Ventilation des produits acquis sur opérations de couverture*

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	1 606	1 793
Sur d'autres instruments financiers		
<i>Sur intérêts</i>	3 029	4 770
<i>Sur autres achats et ventes à terme</i>	3	7
<b>TOTAL</b>	<b>4 638</b>	<b>6 570</b>

*d. Ventilation des produits acquis sur opérations de trading*

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	2	3
Sur d'autres instruments financiers		
<i>Sur intérêts</i>	2	42
<i>Sur autres achats et ventes à terme</i>	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>45</b>

## → Les comptes consolidés

### » 2.12. Autres actifs (poste XIII du bilan actif)

#### a. Détail du poste VIII.A. Autres actifs : activité bancaire et autre

	Montant au 31.12.2000
Métaux précieux	0
Biens destinés à la revente	0
Actifs divers dont :	697
– Créances fiscales	39
– Primes payées sur swaptions émises	4
– Autres actifs	250
– Dépôts de garantie versé	395
– Primes payées sur options	8
– Provisions pour coupons	0
– Valeurs à recevoir à court terme	1
– Impôts différés actifs	0
– Autres immobilisations financières	0
<b>TOTAL</b>	<b>697</b>

#### b. Détail du poste XIII.B. Autres actifs : activité d'assurance

	Montant au 31.12.2000
Part des réassureurs dans les provisions techniques	0
Créances nées d'opérations d'assurance directe	19
Primes restant à émettre	0
Frais d'acquisition reportés	216
Autres actifs d'assurance	72
<b>TOTAL</b>	<b>307</b>

### » 2.13.A. Opérations immobilières (contribution des filiales françaises)

#### a. Évolution des encours et réductions de valeur liées aux opérations immobilières

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Encours global	114	148
<i>Dont encours douteux</i>	<i>26</i>	<i>21</i>
Ratio encours douteux/encours global	23,20%	14,25%
Réductions de valeur	23	23
<i>Actif</i>	<i>16</i>	<i>16</i>
<i>Passif</i>	<i>7</i>	<i>7</i>
Comptes courants au passif pour prise en compte des pertes SCI/SNC	9	2
Total réductions de valeur et comptes courants passif	32	25

**b. Mouvements des réductions de valeur**

	Réductions de valeur			
	31.12.1999	Dotations	Reprises	31.12.2000
Réductions de valeur actif	16	1	1	16
<i>Sur créances douteuses</i>	16	1	1	16
<i>Sur titres et avances</i>	0	0	0	0
Réductions de valeur passif	7	1	1	7
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>23</b>

**c. Évolution des pertes sur SCI**

	Montant au 31.12.1999	Variation de périmètre	Résultat sur opérations	Transferts (1)	Montant au 31.12.2000
Pertes sur SCI	9	0	2	(9)	2

(1) Il s'agit de l'affectation des pertes sur les avances d'associés lors du débouclage des opérations.

**» 2.13.B. Opérations immobilières (contribution des filiales étrangères)**
**a. Évolution des encours et réductions de valeur liées aux opérations immobilières**

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Encours global	415	383
<i>Dont encours douteux</i>	139	147
Ratio encours douteux / encours global	33,43%	38,43%
Réductions de valeur	62	66
<i>Actif</i>	61	64
<i>Passif</i>	1	2
<b>TOTAL RÉDUCTIONS DE VALEUR</b>	<b>62</b>	<b>66</b>

**b. Mouvements des réductions de valeur**

	Réductions de valeur					Montant au 31.12.2000
	31.12.1999	Variation de périmètre	Écart de conversion	Dotations	Reprises	
Réductions de valeur actif	61	0	0	31	27	65
<i>Sur créances douteuses</i>	61	0	0	31	27	65
<i>Sur titres et avances</i>	0	0	0	0	0	0
Réductions de valeur passif	1	0	0	1	0	2
<b>TOTAL</b>	<b>62</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>32</b>	<b>27</b>	<b>67</b>

## → Les comptes consolidés

### » 2.14. Actions propres (poste XII de l'actif)

	Montant en capital détenu	Nombre correspondant d'actions
Actions propres détenues par :		
– L'établissement lui-même	0	0
– Ses filiales	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## ( 3. Notes sur le passif du bilan consolidé

(en millions d'euros)

### » 3.1. Dettes envers les établissements de crédit : à terme ou à préavis (poste I.B. du passif)

a. Intérêts courus repris sous ce poste : 437

b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement du poste I.B.  
hors intérêts courus

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilé	Montant total
17 887	4 030	3 319	5 833	0	31 069

c. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

Contreparties	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Dettes vis-à-vis des établissements de crédit liés non consolidés	0	11 041
Dettes vis-à-vis d'établissements de crédit avec lien de participation	3 672	3 915
Dettes vis-à-vis d'autres établissements de crédit	20 562	16 113
<b>TOTAL</b>	<b>24 234</b>	<b>31 069</b>

d. Ventilation géographique, hors intérêts courus

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Envers la France	1 503	1 734
Envers la Belgique	1 681	4 307
Envers autres pays UE	15 434	21 302
Envers pays hors UE	5 616	3 726
<b>TOTAL</b>	<b>24 234</b>	<b>31 069</b>

» 3.2. Dettes envers la clientèle  
(poste II du passif)

a. Intérêts courus repris sous ce poste : 16

b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement  
hors intérêts courus, dettes à vue exclues

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilé	Montant total
608	138	86	350	53	1 235

c. Ventilation selon les contreparties des dettes à vue et à terme hors intérêts courus

Contreparties	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Dettes vis-à-vis des entreprises liées non consolidées	0	0
Dettes vis-à-vis d'entreprises avec lien de participation	0	0
Dettes vis-à-vis d'autres contreparties	1 007	1 663
<b>TOTAL</b>	<b>1 007</b>	<b>1 663</b>

d. Ventilation selon le secteur économique de la contrepartie des dettes à vue  
et à terme hors intérêt courus

Secteur économique	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Secteur public	259	306
Autres secteurs	748	1 357
<b>TOTAL</b>	<b>1 007</b>	<b>1 663</b>

e. Ventilation géographique des dettes à vue et à terme hors intérêts courus

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Envers la France	124	230
Envers la Belgique	0	0
Envers autres pays UE	883	1 080
Envers pays hors UE	0	353
<b>TOTAL</b>	<b>1 007</b>	<b>1 663</b>

## → Les comptes consolidés

### » 3.3. Dettes représentées par un titre (poste III du passif)

a. Intérêts courus repris sous ce poste : 2 429

b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilé	Montant total
10 605	12 675	43 112	24 742	7	91 141

c. Ventilation selon le type de titre et variations de l'exercice hors intérêts courus

	Bons de caisse	Emprunts obligataires	Certificats de dépôts créances négociables et assimilées	Total
<b>Valeur au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>61 641</b>	<b>27 988</b>	<b>89 629</b>
Variations de l'exercice :				
– Acquisitions	0	21 355	37 882	59 237
– Cessions et titres échus	0	(21 520)	(37 114)	(58 634)
– Transferts	0	(11)	11	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	237	2	239
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	152	518	670
– Autres variations	0	0	0	0
<b>VALEUR AU 31.12.2000</b>	<b>0</b>	<b>61 854</b>	<b>29 287</b>	<b>91 141</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 31.12.1999 et le 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

d. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Dettes représentées par un titre vis-à-vis des entreprises liées non consolidées	0	1 845
Dettes représentées par un titre vis-à-vis d'entreprises avec un lien de participation	0	0
Dettes représentées par un titre vis-à-vis d'autres entreprises	89 629	89 296
<b>TOTAL</b>	<b>89 629</b>	<b>91 141</b>

» 3.4. Détail des comptes de régularisation du passif  
(poste V du passif)

a. Ventilation par nature

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Primes et produits à reporter sur emprunts	9	58
Produits à reporter sur prêts	802	713
Produits à reporter sur opérations de couverture	649	697
Charges à imputer sur opérations de couverture	3 222	5 097
Charges à imputer sur opérations de trading	2	40
Écart de conversion passif	0	0
Loyers à reporter	0	0
Autres produits à reporter	8	11
Autres charges à imputer	70	122
Autres	87	105
<b>TOTAL</b>	<b>4 849</b>	<b>6 843</b>

b. Ventilation produits à reporter sur opérations de couverture

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	141	166
Sur d'autres instruments financiers		
<i>Sur intérêts</i>	463	530
<i>Sur autres achats et ventes à terme</i>	45	1
<b>TOTAL</b>	<b>649</b>	<b>697</b>

c. Ventilation des charges à imputer sur opérations de couverture

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	812	961
Sur d'autres instruments financiers		
<i>Sur intérêts</i>	2 409	4 127
<i>Sur autres achats et ventes à terme</i>	1	9
<b>TOTAL</b>	<b>3 222</b>	<b>5 097</b>

d. Ventilation des charges à imputer sur opérations de trading

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	2	2
Sur d'autres instruments financiers		
<i>Sur intérêts</i>	0	38
<i>Sur autres achats et ventes à terme</i>	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>40</b>

## → Les comptes consolidés

### » 3.5. Provisions pour risques et charges (poste VI.A. du passif)

Provisions pour :	Pensions et assimilées	Charges fiscales	Crédits d'engagement	Positions en devises, valeurs mobilières et en autres instruments financiers	Autres risques et charges	Provisions pour rehaussement de crédit assurance	Total
<b>Montant au 31.12.1999</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>150</b>	<b>18</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>212</b>
Variations de l'exercice :							
– Dotations	4	0	40	50	28	21	143
– Utilisations et reprises	(1)	(3)	(21)	(53)	(31)	(14)	(123)
– Transferts	0	0	(15)	(5)	20	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	0	0	0	0	85	85
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	(1)	1	(1)	7	6
– Autres variations	0	0	0	0	(7)	0	(7)
<b>MONTANT AU 31.12.2000</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>153</b>	<b>11</b>	<b>43</b>	<b>99</b>	<b>316</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 31.12.1999 et le 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

### » 3.6. Impôts différés et latences fiscales (poste VI.B. du passif)

	Impôts différés étalements	Latences passives	Total
<b>Montant au 31.12.1999</b>	<b>0</b>	<b>299</b>	<b>299</b>
Variations de l'exercice :			
– Dotations	0	55	55
– Utilisations et reprises	0	(19)	(19)
– Transferts	0	0	0
– Variations de périmètre (entrées)	0	60	60
– Variations de périmètre (sorties)	0	0	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0
– Autres variations	0	(1)	(1)
<b>MONTANT AU 31.12.2000</b>	<b>0</b>	<b>394</b>	<b>394</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 31.12.1999 et le 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

»» 3.7. Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)  
(poste VII. du passif)

Fonds pour risques bancaires généraux	
<b>Montant au 31.12.1999</b>	<b>478</b>
Variations de l'exercice :	
– Dotations	0
– Utilisations et reprises	0
– Transferts	0
– Variations de périmètre (entrées)	0
– Variations de périmètre (sorties)	0
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0
– Autres variations	0
<b>MONTANT AU 31.12.2000</b>	<b>478</b>

*(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre 31.12.1999 et 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice*

»» 3.8. Détail des passifs subordonnés  
(poste VIII du passif)

a. Intérêts courus repris sous ce poste : 36

b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilé	Montant total
73	49	684	521	300	1 627

c. Variations de l'exercice hors intérêts courus

Passifs subordonnés	
<b>Montant au 31.12.1999</b>	<b>1 198</b>
Variations de l'exercice :	
– Acquisitions	1 068
– Cessions et titres échus	(666)
– Transferts	0
– Variations de périmètre (entrées)	0
– Variations de périmètre (sorties)	(8)
– Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	35
– Autres variations	0
<b>MONTANT AU 31.12.2000</b>	<b>1 627</b>

*(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 31.12.1999 et le 31.12.2000 appliquée aux soldes en devises au 31.12.1999 que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.*

## → Les comptes consolidés

### d. Charges annuelles afférentes aux passifs subordonnés

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Intérêts, commissions	61	96

### e. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Dettes subordonnées vis-à-vis des entreprises liées non consolidées	62	62
Dettes subordonnées vis-à-vis d'entreprises avec un lien de participation	0	0
Dettes subordonnées vis-à-vis d'autres entreprises	1 136	1 565
<b>TOTAL</b>	<b>1 198</b>	<b>1 627</b>

### f. Pour le poste dans son ensemble hors intérêts courus

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Passifs subordonnés de l'établissement consolidant	832	1 345
Passifs subordonnés d'autres entreprises comprises dans la consolidation	366	282
<b>TOTAL</b>	<b>1 198</b>	<b>1 627</b>

### g. Indications relatives à chaque emprunt

N° réf.	Devise	Montant en millions	Échéance ou modalité de durée	a) Circonstances de remboursement anticipé b) Conditions de subordination c) Conditions de convertibilité	Conditions de rémunération (%)
1253	FRF	300	11.02.2001	a – Rachat en bourse, OPE, OPA b – Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c – Néant	10,10
1460	FRF	500	30.06.2004	a – Rachat à la valeur convenue avec le vendeur avec accord de la commission bancaire b – Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c – Néant	TME - 0,30
1480	FRF	300	26.09.2005	a – Rachat à la valeur convenue avec le vendeur avec accord de la commission bancaire b – Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c – Néant	7,90
1347	CAD	125	25.09.2002	a – Rachat en bourse, OPE, OPA b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	TCAD 6M – 0,20
1306	CHF	75	13.12.2001	a – Remboursement <i>in fine</i> . b – Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c – Néant	7,25
1344	USD	250	19.08.2002	a – Rachat en bourse, OPE, OPA b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	LUSD 6M – 0,125

1391	USD	100	8.04.2005	a – Rachat en bourse, OPE, OPA b – Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c – Néant	LUSD 6M – 0,1075
1937	EUR	100	1.12.14	a – Remboursement anticipé impossible sauf changement de régime fiscal de l'émetteur b – Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c – Néant	93,25%*CMS 10 (1)
79001	DEM	5	14.03.2003	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,25
79002	DEM	5	4.04.2003	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,25
79003	DEM	5	4.04.2003	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,25
79004	DEM	5	25.06.2003	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,50
79005	DEM	2	19.01.2001	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	8,10
79006	DEM	2	12.04.2005	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,85
79007	DEM	10	11.04.2005	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	8
79008	DEM	2	4.05.2005	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,832
79009	DEM	25	19.05.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,03
79010	DEM	5	19.05.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,03
79011A	DEM	5	28.08.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,02
79011B	DEM	5	28.08.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,02
79012	DEM	5	1.09.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7
79013	DEM	10	4.09.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7
79014	DEM	5	2.10.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,80

## → Les comptes consolidés

79015	DEM	2	26.09.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,80
79016	DEM	10	26.09.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,70
79017	DEM	10	26.09.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,70
79018	DEM	2	26.09.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,70
79019	DEM	10	2.10.2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,65
79020	DEM	5	24.10.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,24
79021	DEM	5	12.11.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,27
79022	DEM	1	12.11.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,27
79023A	DEM	5	14.11.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,26
79023B	DEM	5	14.11.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,26
79024	DEM	10	10.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,28
79025	EUR	3	20.12.2012	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,45
79026	EUR	5	9.12.2009	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,15
79028	EUR	2,5	11.10.2010	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,55
999001	DEM	10	1 jour ouvré après l'Assemblée Générale de 2004	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,50
999002	DEM	1	20.06.2005	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,73
999003A	DEM	1	1 jour ouvré après l'Assemblée Générale de 2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,75
999003B	DEM	4	1 jour ouvré après l'Assemblée Générale de 2006	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,75

999004	DEM	2	15.12.2005	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7,35
999005	DEM	2	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,95
999006	DEM	2	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,89
999007	DEM	10	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,89
999008	DEM	5	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,86
999009	DEM	5	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,86
999011A	DEM	2	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,83
999011B	DEM	5	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,83
999011C	DEM	6	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,83
999011D	DEM	3	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,83
999012	DEM	5	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,80
999013	DEM	5	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,65
999014A	DEM	5	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,65
999014B	DEM	15	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,65
999015	DEM	1	31.12.2007	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,54
999016	DEM	20	31.12.2008	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,63
999017	DEM	9	31.12.2008	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	6,63
805930	DEM	20	31.12.2005	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7

## → Les comptes consolidés

805931	DEM	10	31.12.2005	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	7
805932	DEM	10	31.12.2005	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	8
805933	EUR	27	31.12.2008	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	4,061
216842	EUR	20	4.01.2010	a – Pas de remboursement anticipé b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	5,50
IT000 1202990	ITL	50000 50000 50000	1.02.2001 1.02.2002 1.02.2003	a – Remboursement au pair possible, au gré de l'émetteur, le 1 <sup>er</sup> février et le 1 <sup>er</sup> août 1999, chaque année à partir du 1 <sup>er</sup> août 1999, sous réserve de l'accord préalable de la banque d'Italie, donné par écrit. Avis de remboursement anticipé à publier au journal officiel (G.U) 30 jours à l'avance b – En cas de liquidation de Dexia Crediop, remboursement subordonné au règlement intégral de toutes les autres dettes de la société c – Néant	EURIBOR 6M + + 20 points par an
43296 (A)	EUR	48,58	10.06.2009	a – Remboursement anticipé possible après 5 ans et accord de la Commission bancaire (hors liquidation) b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	EURIBOR 3M + 0,35
43295 (A)	EUR	13	10.06.2009	a – Remboursement anticipé possible après 5 ans et accord de la Commission bancaire (hors liquidation) b – Pas de conditions spécifiques c – Néant	EURIBOR 3M + 0,35
45163 (B)	EUR	200	29.09.2010	a – Remboursement anticipé possible avec accord préalable de la Commission bancaire, pas avant 5 ans sauf remplacement par des fonds propres d'égale ou de meilleure qualité. b – Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c – Néant	EURIBOR 3M + 0,50
53570 (B)	EUR	300	29.09.2050	a – Remboursement possible à partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2005 et à chaque date de paiement d'intérêts, avec accord préalable de la Commission bancaire. b – Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c – Néant	EURIBOR 3M + 1%

TME = Taux moyen mensuel des emprunts d'État à 7 ans et plus.

TCAD = Moyenne des taux des « bankers acceptances » à Toronto (Toronto Canadian Dollar).

LUSD 6 M = Libor US dollars 6 mois.

(1) Taux de référence Constant Maturity Swap pour les swaps en euros taux fixe à 10 ans contre EURIBOR 6M en euros (CMS 10), multiplié par 93,25%. Le taux d'intérêt ne pourra pas être inférieur à 5,30 %

## »» 3.9. Ventilation des ressources selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

Tableau récapitulatif	Dettes envers		Dettes envers la clientèle	Dettes représentées par un titre	Passifs subordonnés	Montant au 31.12.2000
	Montant au 31.12.1999	les étab. de crédit				
Jusqu'à 3 mois	17 113	17 887	608	10 605	73	29 173
De 3 mois à 1 an	18 583	4 030	138	12 675	49	16 892
De 1 an à 5 ans	53 056	3 319	86	43 112	684	47 201
Plus de 5 ans	27 025	5 833	350	24 742	521	31 446
Non ventilé	93	0	53	7	300	360
<b>TOTAL</b>	<b>115 870</b>	<b>31 069</b>	<b>1 235</b>	<b>91 141</b>	<b>1 627</b>	<b>125 072</b>

## »» 3.10. Détail des capitaux propres consolidés

	Part du groupe	Part hors groupe	Montant
<b>Situation au 31.12.1999</b>			
Capital	1 161	0	1 161
Primes d'émission et d'apport	424	0	424
Réserves et résultat reporté	558	658	1 216
Écarts de conversion	12	0	12
Écarts de consolidation	0	0	0
Résultat	374	65	439
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31.12.1999</b>	<b>2 529</b>	<b>723</b>	<b>3 252</b>
<b>Variations de la période :</b>			
Variations du capital	166	0	166
Variation des primes d'émission et d'apport	1 142	0	1 142
Dividendes versés (-) reçus (+)	(479)	(26)	(505)
Écart de conversion	9	6	15
Écarts de consolidation	0	0	0
Résultat de la période	522	56	578
Autres variations	(83)	37	(46)
<b>Situation au 31.12.2000</b>			
Capital	1 327	0	1 327
Primes d'émission et d'apport	1 087	0	1 087
Réserves et résultat reporté	849	734	1 583
Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	21	6	27
Écarts de consolidation	0	0	0
Résultat	522	56	578
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2000</b>	<b>(A) 3 806</b>	<b>796</b>	<b>4 602</b>
Fonds pour risques bancaires généraux au 31.12.1999	478	0	478
Variations du FRBG	0	0	0
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX AU 31.12.2000</b>			
	<b>(B) 478</b>	<b>0</b>	<b>478</b>
<b>FONDS PROPRES STABLES AU 31.12.2000</b>	<b>(A + B) 4 284</b>	<b>796</b>	<b>5 080</b>

(1) dont écart de conversion sur les sociétés de la zone euro : 6,2 millions d'euros.

## → Les comptes consolidés

### » 3.11. Ventilation bilantaire monétaire

Classement par devises en comptabilité	Euros	En autres devises UE	En autres devises hors UE	Montant total
Total de l'actif	64 471	36 098	45 310	145 879
Total du passif	79 284	19 763	46 832	145 879

### » 3.12. Autres passifs (poste IV du bilan passif)

#### a. Détail du poste IV.A. Autres passifs : activité bancaire et autre

	Montant au 31.12.2000
Impôts	(4)
– À payer	(27)
– Dettes fiscales estimées	23
Autres dettes	2 333
Ventilation de ce poste :	
– Dépôts de garanties reçus	1 812
– Fonds de pension en faveur du personnel	11
– Dettes fiscales, salariales et sociales	196
– Fournisseurs	65
– Primes reçues sur swaptions émises	4
– Primes d'option vendues	8
– Autres passifs	237
<b>TOTAL</b>	<b>2 329</b>

#### b. Détail du poste IV.B. Autres passifs : activité assurance

	Montant au 31.12.2000
Dettes pour dépôts reçus des cessionnaires	0
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	626
Dettes nées d'opérations de réassurance	54
Primes reportées réhaussement de crédit	0
Autres passifs d'assurance	3
<b>TOTAL</b>	<b>683</b>

## ( 4. Notes sur le hors bilan consolidé

(en millions d'euros)

### » 4.1. Passifs éventuels (poste I du hors-bilan)

Ce poste correspond aux engagements de garantie donnés.

#### a. Ventilation par catégorie de bénéficiaire

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Engagements en faveur d'établissements de crédit	59	33
Engagements en faveur de la clientèle	5 294	2 966
<b>TOTAL</b>	<b>5 353</b>	<b>2 999</b>

#### b. Ventilation par contrepartie

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Garanties données à des entreprises liées non consolidées		
Garanties données à des entreprises avec lien de participation	7	10
Garanties données à d'autres contreparties	5 346	2 989
<b>TOTAL</b>	<b>5 353</b>	<b>2 999</b>

#### c. Ventilation par nature d'opérations

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Engagements de garantie	5 353	2 999
– Cautions	5 353	2 999
– Avals et autres garanties		
– Actifs grevés de sûretés réelles pour compte de tiers		
<b>TOTAL</b>	<b>5 353</b>	<b>2 999</b>

### » 4.2. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit (poste II du hors-bilan)

Ce poste comprend les engagements de financement donnés, les engagements donnés sur titres et les devises prêtées. Les engagements de financement sur prêts et lignes de crédit comprennent les contrats émis mais non versés au 31 décembre 2000 ainsi que les offres de prêts en cours au 31 décembre 2000.

#### a. Ventilation par catégorie de bénéficiaire

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Engagements en faveur d'établissements de crédit	1 529	828
Engagements en faveur de la clientèle	11 067	17 029
<b>TOTAL</b>	<b>12 596</b>	<b>17 857</b>

## → Les comptes consolidés

### b. Ventilation par contrepartie

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit <i>vis-à-vis des entreprises liées non consolidées</i>	0	0
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit <i>vis-à-vis des entreprises avec un lien de participation</i>	0	36
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit <i>vis-à-vis d'autres contreparties</i>	12 596	17 821
<b>TOTAL</b>	<b>12 596</b>	<b>17 857</b>

### » 4.3. Valeurs et créances confiées au groupe (poste III du hors bilan)

Néant

### » 4.4. Relevé des opérations de hors bilan à terme sur valeurs mobilières, devises et autres instruments financiers à terme

Les engagements sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts sont enregistrés conformément aux dispositions des règlements n° 88-02 et n° 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire :

- pour les opérations fermes, les montants sont portés pour la valeur nominale des contrats,
- pour les opérations conditionnelles, les montants sont portés pour la valeur nominale de l'instrument sous-jacent.

### a. Ventilation selon le type de marché et le type de produits

Type d'opérations	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000	Couverture		Trading	
			Micro- couverture	Macro- couverture	Position ouverte isolée	Gestion de portefeuille spécialisée
<b>Sur devises <sup>(a)</sup></b>						
– Opérations de change à terme	5 548	8 923	4 449	4 274	200	0
– Swaps de devises et d'intérêts	35 815	41 890	40 032	1 705	153	0
– Futures sur devises	0	0	0	0	0	0
– Options sur devises	18	0	0	0	0	0
– Contrats de taux de change à terme	0	0	0	0	0	0
<b>Sur autres instruments financiers</b>						
<i>Sur intérêts <sup>(b)</sup></i>						
– Swaps de taux d'intérêt	275 067	329 808	89 405	215 411	17 041	7 951
– Opérations interest futures	121	2 901	41	11	537	2 312
– Contrats à terme de taux d'intérêt	3 764	3 797	498	3 148	150	0
– Options sur taux d'intérêt	7 995	6 990	564	666	5 761	0
<i>Autres achats et ventes à terme <sup>(c)</sup></i>						
– Autres contrats d'options	2 363	357	357	0	0	0
– Autres opérations de futures	0	0	0	0	0	0
– Autres achats et ventes à terme	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>330 691</b>	<b>394 666</b>	<b>135 346</b>	<b>225 215</b>	<b>23 842</b>	<b>10 263</b>

(a) montant à livrer

(b) montant nominal/notionnel de référence

(c) prix d'achat/de vente convenu entre les parties

**b. Ventilation selon marché**

Type d'opération	Marché de gré à gré	Marché organisé	Total
Sur devises	50 811	1	50 812
Sur autres instruments financiers			
– Sur intérêts	334 352	9 145	343 497
– Sur autres achats et ventes à terme	357	0	357
			<b>394 666</b>

**c. Ventilation opérations fermes et conditionnelles**

Type d'opérations	Opérations fermes	Opérations conditionnelles	Total
Sur devises	50 811	1	50 812
Sur autres instruments financiers			
– Sur intérêts	337 207	6 290	343 497
– Sur autres achats et ventes à terme		357	357
			<b>394 666</b>

**d. Ventilation selon durée résiduelle**

Type d'opérations	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Total
Sur devises	18 387	19 556	12 870		50 813
Sur autres instruments financiers					
– Sur intérêts	170 153	85 150	88 193		343 496
– Sur autres achats et ventes à terme	357				357
					<b>394 666</b>

**e. Opérations de position ouverte isolée**

Montant de la plus-value latente des opérations de position ouverte isolée : 17

**f. Évaluation au Mark-to-Market des instruments financiers à terme de taux classés en macrocouverture, en distinguant le Mark-to-Market positif et le Mark-to-Market négatif**

Catégorie d'opérations à terme (instruments de taux : swaps, caps, floors, FRA...)	Montant au 31.12.2000 (1)	Différence entre valeur de marché et valeur comptable (2)
Dans le cadre de gestion de trésorerie (durée <= à 1 an)		
Dans le cadre de gestion ALM (autres)	121 384	46

(1) nominal/montant notionnel

(2) + différence positive entre la valeur de marché et le résultat enregistré  
– différence négative entre la valeur de marché et le résultat enregistré

## → Les comptes consolidés

### » 4.5. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres

	Hypothèques (1)	Gages sur fonds de commerce (2)	Gages sur d'autres actifs (3)	Sûretés constituées sur des actifs futurs (4)
Pour sûreté de dettes et engagements de la société				
Poste du passif	204		19 371	
Poste du hors-bilan				

(1) Montant de l'inscription ou valeur comptable des immeubles si celle-ci est inférieure.

(2) Montant de l'inscription.

(3) Valeur comptable des actifs gagés.

(4) Montant des actifs en cause.

### » 4.6. Droits et engagements hors-bilan non repris dans les comptes

Dexia Crédit Local s'est engagé à racheter les actions détenues par les administrateurs de FSA. L'engagement porte, au 31 décembre 2000, sur un montant global de 42 millions d'euros.

### » 4.7. Présentation des équivalents risque crédit

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul du ratio international de solvabilité.

Selon ces dispositions prudentielles internationales, l'équivalent risque de crédit est calculé sur les instruments dérivés, qui ne sont pas négociables sur un marché organisé, et se compose à la date de la mesure de deux éléments :

- le coût de remplacement positif, qui correspond à la valeur de marché, obtenue par l'actualisation des flux futurs des opérations concernées. En pratique, il s'agit de calculer le gain actualisé, en se référant aux conditions de marché à la date de référence, d'une opération symétrique ayant pour effet d'annuler les flux de l'opération évaluée. Les coûts de remplacement négatifs ne sont pas pris en considération ;
- un élément additionnel, désigné sous le terme de add-on, qui traduit le risque potentiel de crédit et se calcule sur les montants notionnels des instruments dérivés quel que soit le sens, positif ou négatif, de leur valeur de marché.

Les coefficients de cet élément additionnel, définis dans le cadre du ratio international de solvabilité, varient en fonction de la nature des contrats et de leurs durées résiduelles.

La somme de ces deux éléments détermine l'équivalent risque de crédit.

Par ailleurs, dans le cadre du calcul du risque de contrepartie sur les instruments financiers à terme, Dexia Crédit Local tient compte de l'effet de réduction du risque de crédit des contrats de compensation.

La compensation résulte d'un accord avec la contrepartie dont l'objet est d'atténuer le risque de crédit lié aux opérations sur les produits dérivés avec cette contrepartie. Le principal mode de compensation appliqué par Dexia Crédit Local est la compensation par liquidation, qui permet en cas de défaillance de la contrepartie, de mettre fin à toutes les opérations à leur valeur de marché actuelle, puis de faire la somme de toutes ces valeurs, positives et négatives, pour obtenir un seul montant net à payer ou à recevoir de celle-ci.

Cette clause (*close out netting*) est insérée dans les contrats cadres régissant les relations contractuelles avec les contreparties aux contrats de produits dérivés. Par voie de conséquence, le risque crédit sur une contrepartie avec laquelle cette clause est convenue est calculé sur le coût de remplacement net au prix du marché de l'ensemble des opérations conclues avec cette contrepartie. Ce risque de crédit est défini alors comme étant la somme algébrique positive des valeurs de marché positives et négatives des opérations concernées avec une même contrepartie.

Par ailleurs ce solde peut faire l'objet d'une garantie (collatéralisation) consentie sous forme d'espèces ou de titres. Dans le cadre des accords conclus jusqu'à ce jour par Dexia Crédit Local, cet échange de collatéral n'a lieu que si la valeur de marché nette des opérations avec une contrepartie est au moins égale au seuil d'un appel de marge défini contractuellement avec cette dernière.

En cas d'appel de garantie par Dexia Crédit Local, le risque de crédit s'établit alors à la valeur liquidative nette des instruments et des titres (valeur liquidative positive minorée de la garantie reçue) majorée du risque potentiel de crédit.

Les opérations de dérivés de crédits dans lesquelles est engagé Dexia Crédit Local au 31 décembre 2000 le mettent en position d'investisseur final potentiel sur l'instrument de référence des ventes de *put* conclues. En conséquence, le risque de crédit s'analyse comme un risque direct sur les émetteurs des titres constituant le sous-jacent des opérations.

#### a. Zone OCDE

Type de contrepartie	Niveau de notation	Équivalent risque non pondéré non compensé	Équivalent risque pondéré non compensé	Effet en montant de la compensation sur équivalent risque non pondéré	Effet en montant des garanties sur équivalent risque non pondéré	Équivalent risque non pondéré net des effets de la compensation et des garanties
Établissement de crédit	AAA	1 907	373	288	3	1 616
	AA+	241	48	123	0	118
	AA	2 157	543	793	439	925
	AA-	2 450	1 072	1 053	576	821
	A+	3 758	990	1 581	715	1 462
	A	794	35	104	25	665
	A-	369	155	83	65	221
	BBB+	217	43	84	14	118
	BBB	11	2	0	0	11
	BBB-	16	3	0	0	16
	BB	0	0	0	0	0
	Sans rating	0	0	0	0	0
Clientèle publique	non coté	39	7	0	0	39
Clientèle privée	non coté	395	332	225	0	171
<b>TOTAL</b>		<b>12 354</b>	<b>3 603</b>	<b>4 334</b>	<b>1 837</b>	<b>6 183</b>

#### b. Encours hors OCDE

Néant.

### »» 4.8. Engagements de financement reçus

Ce poste comprend les engagements de financement reçus d'établissements de crédit, les engagements reçus sur titres et les devises empruntées.

## → Les comptes consolidés

### » 4.9. Opérations de change en devises

Les opérations de change au comptant et de change à terme sont présentées pour leur valeur en devises, convertie sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice.

Les postes « monnaies à recevoir » et « monnaies à livrer » sont composés de swaps longs en devises avec existence de flux de paiement intercalaires correspondant à des opérations de couverture. Ces swaps longs représentent 41,9 milliards d'euros au 31 décembre 2000.

### » 4.10. Opérations sur titres (poste VIII. du hors-bilan consolidé)

#### a. Ventilation selon la nature d'opérations

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Achats	501	244
– Comptant	493	244
– Terme	8	0
Vente	28	167
– Comptant	2	115
– Terme	26	52
<b>TOTAL</b>	<b>529</b>	<b>411</b>

#### b. Ventilation selon le type d'opération des opérations à terme

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000	Couverture		Trading	
			Micro- couverture	Macro- couverture	Position ouverte isolée	Gestion de portefeuille spécialisée
Sur valeurs mobilières	34	52	0	0	52	0

#### c. Ventilation selon le marché des opérations à terme

	Marché de gré à gré	Marché organisé	Total
Sur valeurs mobilières	52	0	52

#### d. Ventilation selon la durée résiduelle des opérations à terme

Type d'opérations	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée	Total
				indéterminée ou non ventilée	
Sur valeurs mobilières	52	0	0	0	52

#### e. Opérations de position ouverte isolée

Montant de la plus-value latente des opérations de position ouverte isolée : néant.

#### » 4.11. Tableau de ventilation des opérations en euros et en devises du hors bilan

Libellé	En euros	En autres devises UE	En autres devises hors UE	Montant total
Passifs éventuels	102	259	2 638	2 999
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit	5 617	5 903	6 337	17 857
Valeurs et créances confiées au groupe	0	0	0	0
À libérer sur actions et parts de société	0	0	0	0
Engagements reçus	3 404	5 849	65 185	74 438
Opérations de change en devises	44 583	792	56 782	102 157
Engagements sur instruments financiers à terme	271 945	255	71 654	343 854
Opérations sur titres	411	0	0	411
Autres engagements donnés	20	10 376	227 237	237 633

## ( 5. Notes sur le compte de résultats consolidé

(en millions d'euros)

### a. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle

Le poste représente pour 4 394 millions d'euros le produit des intérêts échus et des intérêts courus non échus des opérations de crédits à la clientèle, et le résultat des opérations de couverture du risque de taux sur ces crédits.

Les indemnités de remboursement anticipé des prêts représentent 219 millions d'euros. Ces indemnités sont réparties sur la durée de vie résiduelle des prêts au prorata des intérêts restant à courir.

Ce poste comprend également le résultat des opérations de crédit-bail, pour un montant de 40 millions d'euros, ainsi que les produits d'engagements de financement et de garantie qui représentent 34 millions d'euros.

Les produits d'intérêts sur opérations de macrocouverture figurent à ce poste pour un montant global de 5 425 millions d'euros.

### b. Intérêts et produits assimilés sur obligations et titres à revenu fixe

Le poste représente pour 2 067 millions d'euros le produit des intérêts échus et des intérêts courus non échus des obligations et autres titres à revenu fixe, les produits et charges d'étalement des décotes et surcotes sur titres d'investissement, ainsi que le résultat des opérations de couverture sur ces titres.

### c. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle

Les charges d'intérêts sur opérations de macrocouverture figurent à ce poste pour un montant global de 5 415 millions d'euros.

### d. Intérêts et charges assimilées sur obligations et titres à revenu fixe

Ce poste représente la principale charge d'intérêts du groupe Dexia Crédit Local avec 5 093 millions d'euros, hors opérations de macrocouverture.

En plus des intérêts et charges sur obligations et titres à revenu fixe, il inclut également le résultat des opérations de couverture sur le risque de taux, lorsque celui-ci est identifié dès l'origine sur des ensembles d'éléments homogènes liés à des titres de créances négociables, à des émissions obligataires ou à des dettes subordonnées.

Ce poste comprend pour 66 millions d'euros le produit de l'étalement des primes d'émission créditrices sur des dettes constituées par des titres.

## → Les comptes consolidés

### » 5.1. Ventilation des revenus sur les immobilisations financières (poste III B du compte de résultats)

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Entreprises liées non consolidées	0	0
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	4	2
Produits d'autres immobilisations financières	0	7
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>9</b>

### » 5.2. Ventilation des commissions (postes IV et V du compte de résultats)

#### a. Détail des commissions perçues (poste IV du compte de résultats)

Nature	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Gestion financière d'actifs et administration OPCVM	0	1
Activité d'assurance (intermédiation)	8	29
Activité de crédit	3	3
Activité de bourse (intermédiation sur actions)	0	0
Achat/ventes d'autres valeurs mobilières (rachat de bons de caisse, ventes d'obligations, augmentation de capital)	1	0
Services de paiement (tarification de comptes à vue, cartes visa, proton, chèques, transferts, ...)	0	1
Droits de garde et services sur valeurs mobilières (dépôt-titres et coffres, commissions perçues sur coupons)	0	0
Ingénierie financière	0	1
Gestion privée et institutionnelle	0	0
Opérations sur instruments financiers	0	1
Autres services financiers	8	8
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>44</b>

#### b. Détail des commissions versées (poste V du compte de résultats)

Nature	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Gestion financière d'actifs et administration OPCVM	0	0
Activité d'assurance (intermédiation)	1	3
Activité de crédit	4	1
Activité de bourse (intermédiation sur actions)	0	0
Achat/ventes d'autres valeurs mobilières (rachat de bons de caisse, ventes d'obligations, augmentation de capital)	5	9
Services de paiement (tarification de comptes à vue, cartes visa, proton, chèques, transferts, ...)	0	0
Droits de garde et services sur valeurs mobilières (dépôt-titres et coffres, commissions perçues sur coupons)	0	0
Ingénierie financière	0	0
Gestion privée et institutionnelle	0	0
Opérations sur instruments financiers	0	5
Autres services financiers	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>20</b>

» 5.3. Résultats provenant d'opérations financières  
(poste VI du compte de résultats)

a. Ventilation

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Résultats de :		
– Opérations de trading de titres et d'autres instruments financiers	23	174
– Cessions de titres de placement et d'investissement et résultats liés	30	73
– Réductions de valeur sur titres de placement et d'investissement	(19)	5
– Résultat de change	3	17
<b>TOTAL</b>	<b>37</b>	<b>269</b>

b. Détail des plus ou moins-values de cession et dotations/reprises  
sur titres de placement

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Dotations aux réductions de valeur	(47)	(37)
Reprises de réductions de valeur	25	38
<b>Sous-total</b>	<b>(22)</b>	<b>1</b>
Moins-values de cessions	(214)	(96)
Plus-values de cessions	230	158
<b>Sous-total</b>	<b>16</b>	<b>62</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(6)</b>	<b>63</b>

» 5.4. Renseignements sur le personnel

	Exercice 1999		Exercice 2000	
	Globalement	Proportionnellement Entreprises intégrées	Globalement	Proportionnellement Entreprises intégrées
<b>1. Effectif moyen du personnel</b>	<b>1 601</b>		<b>2 560</b>	
– Ouvriers	0		22	
– Employés	510		1 432	
– Personnel de direction <sup>(1)</sup>	129		318	
– Autres	962		788	
<b>2. Frais de personnel (en millions d'euros)</b>	<b>126</b>		<b>170</b>	
(a) Rémunérations et avantages sociaux directs	83		111	
(b) Cotisations patronales d'assurance sociale	27		38	
(c) Primes patronales pour assurances extralégales	0		1	
(d) Autres frais de personnel	12		14	
(e) Pensions	4		6	
<b>3. Provisions pour pensions et assimilées</b>	<b>0</b>		<b>3</b>	
– Dotations	1		4	
– Reprises	(1)		(1)	

(1) Notion de cadres dirigeants

La progression des effectifs liée aux sociétés entrées dans le périmètre est de 240 pour FSA et de 616 pour PKB sur la ligne effectif moyen.

## → Les comptes consolidés

- » 5.5. Ventilation des corrections et reprises de corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit du hors-bilan (poste XI du compte de résultats)

	Dotations Pertes (1)	Reprises Utilisations	Total
Provisions et pertes sur créances sur la clientèle	(76)	32	(44)
Provisions et pertes sur crédits d'engagement (hors bilan)	0	0	0
Provisions pour risques et charges	(65)	54	(11)
Autres	(1)	3	2
<b>TOTAL</b>	<b>(142)</b>	<b>89</b>	<b>(53)</b>

(1) Pertes déterminées comme la différence entre la créance brute et le montant récupéré.

- » 5.6. Ventilation des corrections de valeur et reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et parts dans des entreprises liées (poste XII du compte de résultats)

	Montant au 31.12.1999		Montant au 31.12.2000	
	Entreprises liées	Autres	Entreprises liées	Autres
Dotations aux réductions de valeur	0	(1)	0	(1)
Reprises de réductions de valeur	0	0	0	4
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>(1)</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
Moins-values sur cessions	0	0	0	(28)
Plus-values sur cessions	0	1	0	104
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>76</b>
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>79</b>

Les moins-values sur cessions intègrent une moins-value sur la cession des titres de Dexia BIL de 24 millions d'euros. Les plus-values sur cessions intègrent un profit de dilution sur Dexia BIL de 40 millions d'euros et une plus-value liée à la fusion de Dexint avec Dexia Crédit Local de 40 millions d'euros.

- » 5.7. Résultats exceptionnels

Produits exceptionnels (poste XV du compte de résultats)	0
Charges exceptionnelles (poste XVI du compte de résultats)	0

- » 5.8. Impôts sur les résultats exceptionnels (détail du poste XVII du compte de résultats)

	Montant au 31.12.2000
Impôts de sociétés	0

### » 5.9. Charges d'impôts (poste XVII du compte de résultats)

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
A – Impôts des sociétés (poste XVII A)	211	182
<i>Impôts sur le résultat de l'exercice</i>	196	182
<i>Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs</i>	15	0
B – Impôts différés (poste XVII B)	62	36
<i>Dotations</i>	74	55
<i>Reprises</i>	(12)	(19)

### » 5.10. Relations financières avec les administrateurs et gérants

Rémunérations allouées aux administrateurs ou gérants de la société consolidante en raison de leurs fonctions dans celle-ci, dans les entreprises filiales et dans les entreprises associées y compris le montant des pensions de retraite allouées au même titre aux anciens administrateurs ou gérants.....3

### » 5.11. Ventilation géographique et sectorielle

#### a. Par société située

	Produit net bancaire	Résultat brut d'exploitation	Total résultat net
En Belgique	0	0	1
En France	650	414	305
Au Luxembourg	0	0	95
Dans d'autres pays	445	326	177
<b>TOTAL</b>	<b>1 095</b>	<b>740</b>	<b>578</b>

#### b. Par métier

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
En millions d'euros	Produit net bancaire	Produit net bancaire	Résultat brut d'exploitation	Résultat brut d'exploitation	Résultat net	Résultat net
Le financement des équipements collectifs et les services financiers aux collectivités publiques et grandes entreprises	680	769	453	487	334	359
La banque commerciale généraliste	0	0	0	(3)	0	14
Autres contributions (Dexia BIL,...)	0	0	0	0	46	61
Les marchés des capitaux	84	147	47	79	51	90
Fonds propres - Non alloué	182	179	181	177	8	54
<b>TOTAL</b>	<b>946</b>	<b>1 095</b>	<b>681</b>	<b>740</b>	<b>439</b>	<b>578</b>

## → Les comptes consolidés

### » 5.12. Marge technique et financière des activités d'assurance ( poste XXII. du compte de résultats)

#### a. Détail du poste

	Montant au 31.12.2000
Intérêts et produits assimilés	70
Intérêts et charges assimilées	0
Revenus de titres à revenu variable	0
Commissions perçues	0
Commissions versées	(1)
Résultat provenant d'opérations financières	(1)
Autres résultats d'exploitation	104
<b>TOTAL</b>	<b>172</b>

#### b. Détail des autres résultats d'exploitation

	Montant au 31.12.2000
Primes et cotisations acquises	109
Primes et cotisations cédées	0
Charges de prestation	0
Variations des provisions techniques	0
Autres résultats techniques	2
Variations des provisions de rehaussement de crédit-assurance	(7)
<b>TOTAL</b>	<b>104</b>

### » 5.13. Risques pays

Les encours relevant de l'application du régime des risques pays se montent à 502 millions d'euros.

Ils se décomposent de la manière suivante :

Pays ou zone géographique	Montant
Afrique	52
Amérique latine	190
Asie	11
Europe de l'Est	138
Turquie	111
	<b>502</b>

## »» 5.14. Résultats consolidés

*Résultats globaux consolidés des cinq derniers exercices*

	1996	1997	1998	1999	2000
Produit net bancaire (PNB)	575	617	676	940	1 095
Résultat net de l'exercice	249	267	304	439	578
<i>dont résultat hors groupe</i>	5	6	21	65	56

*Résultats consolidés par action (en euros)*

Années	Résultats consolidés par action	Résultats consolidés par action part du groupe
1991	4,70	4,70
1992	5,09	5,09
1993	5,52	5,51
1994	6,17	6,17
1995	6,22	6,15
1996 <sup>(1)</sup>	3,56	3,49
1997	3,82	3,73
1998	4,34	4,04
1999 <sup>(2)</sup>	5,76	4,90
2000 <sup>(3)</sup>	6,64	6,00

(1) Nombre d'actions porté à 70 000 000 à compter de 1996.

(2) Nombre d'actions porté à 76 141 084 à compter de 1999.

(3) Nombre d'actions porté à 87 045 757 à compter de 2000.

## ( 6. Tableau de financement consolidé

En millions d'euros	1999	2000
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>		
Résultat net des sociétés intégrées	381	474
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
– Amortissements et provisions	61	(131)
– Variation des impôts différés	62	37
– Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	120	49
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	624	429
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	20	46
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	6 791	(5 756)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>7 435</b>	<b>(5 281)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Solde des acquisitions et cessions d'immobilisations et titres d'investissement	(8 284)	(4 171)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt		0
Incidence des variations de périmètre	(1 410)	(2 297)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(9 694)</b>	<b>(6 468)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(289)	(480)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(5)	(26)
Augmentations de capital en numéraire	0	682
Solde des émissions et remboursements d'emprunts	239	423
Remboursements d'emprunts		
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(55)</b>	<b>599</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		
Trésorerie d'ouverture	(1 959)	(4 249)
Trésorerie de clôture	(4 249)	(15 384)
Incidence des variations de cours de devises	(24)	(15)
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>(2 314)</b>	<b>(11 150)</b>
<b>Variation de périmètre : impact sur la trésorerie</b>		
Montant décaissé sur les acquisitions et créations	(618)	(2 809)
Montant encaissé sur les cessions	41	493
Solde de la trésorerie acquise et vendue	(833)	19
<b>IMPACT DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE SUR LA TRÉSORERIE</b>	<b>(1 410)</b>	<b>(2 297)</b>

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**  
**Exercice clos le 31 décembre 2000**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Dexia Crédit Local établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2000, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe 1.1 « Faits marquants » de l'annexe concernant le traitement comptable et fiscal de l'échange de titres Dexia Banque/Dexia Crédit Local avec Dexia.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 2 avril 2001

Les commissaires aux comptes

**CADERAS MARTIN**

Daniel Butelot      Olivier Avril  
 Associé              Associé



**MAZARS & GUÉRARD**

Guillaume Potel      Anne Veaute  
 Associé                  Associé



## → Les comptes sociaux

### BILAN SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2000

(en millions d'euros)

<b>ACTIF</b>	Réf note	Montant au 31.12.1998	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
I Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux		87	162	402
II Effets publics admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	2.3.	27	229	2 812
III Créances sur les établissements de crédit		12 146	19 358	13 743
<i>A. À vue</i>		<i>399</i>	<i>4 549</i>	<i>6 891</i>
<i>B. Autres créances</i>		<i>11 747</i>	<i>14 809</i>	<i>6 852</i>
IV Créances sur la clientèle		50 509	45 645	39 476
V Obligations et autres titres à revenu fixe	2.3.	9 030	13 249	20 689
<i>A. Des émetteurs publics</i>		<i>2 940</i>	<i>3 688</i>	<i>4 958</i>
<i>B. D'autres émetteurs</i>		<i>6 090</i>	<i>9 561</i>	<i>15 733</i>
VI Actions et autres titres à revenu variable	2.3.	99	138	442
VII Immobilisations financières	2.1. et 2.2.	896	1 992	4 625
VIII Actifs incorporels		17	16	17
IX Actifs corporels		18	16	23
X Capital souscrit appelé non versé		0	0	0
XI Capital souscrit non appelé		0	0	0
XII Actions propres		0	0	0
XIII Autres actifs		115	212	439
XIV Comptes de régularisation		3 456	4 720	6 874
<b>Total de l'actif</b>		<b>76 400</b>	<b>85 737</b>	<b>89 545</b>

## BILAN SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2000

(en millions d'euros)

<b>PASSIF</b>		Réf note	Montant au 31.12.1998	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
I	Dettes envers les établissements de crédit		13 880	21 013	27 267
	<i>A. À vue</i>		1 000	2 283	2 251
	<i>B. À terme ou à préavis</i>		12 880	18 730	25 016
II	Dettes envers la clientèle		15	17	324
	<i>A. Dépôts d'épargne</i>		0	0	0
	<i>B. Autres dettes</i>		15	17	324
	1. À vue		0	0	2
	2. À terme ou à préavis		15	17	322
III	Dettes représentées par un titre		54 521	54 788	48 472
	<i>A. Bons et obligations en circulation</i>		35 926	27 775	21 743
	<i>B. Autres</i>		18 595	27 013	26 729
IV	Autres passifs		428	1 711	1 831
	<i>A. Autres</i>		428	1 711	1 831
	<i>B. Activité assurance</i>		0	0	0
V	Comptes de régularisation		3 927	3 881	5 645
VI	Provisions pour risques et charges, et provisions réglementées		385	527	843
	<i>A. Provisions pour risques et charges</i>	3.1.	93	190	483
	<i>B. Provisions pour impôts différés</i>		101	124	130
	<i>C. Provisions réglementées</i>		191	213	230
VII	Fonds pour risques bancaires généraux	3.2.	478	478	478
VIII	Passifs subordonnés		681	848	1 369
IX	Capital souscrit	3.2.	1 067	1 161	1 327
X	Primes d'émission et d'apport	3.2.	422	763	1 087
XI	Réserves (et résultat reporté)	3.2.	368	456	584
XVII	Résultat de l'exercice	3.2.	228	244	318
XIII	Acompte sur dividende		0	(150)	0
<b>Total du passif</b>			<b>76 400</b>	<b>85 737</b>	<b>89 545</b>

## ENGAGEMENTS DE HORS-BILAN SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2000

(en millions d'euros)

	Réf note	Montant au 31.12.1998	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000	
I	Passifs éventuels	4.1.	7 174	8 900	12 765
II	Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit	4.2.	6 049	12 772	11 584
III	Valeurs et créances confiées au groupe	4.3.	0	0	0
IV	À libérer sur actions et parts de sociétés		0	0	0
V	Engagements reçus		6 835	6 443	8 784
	<i>A. Engagements de financement</i>		1 619	2 088	3 330
	<i>B. Engagements de garantie</i>		5 216	4 355	5 454
	<i>C. Engagements reçus par des entreprises d'assurance</i>		0	0	0
VI	Opérations de change en devises	4.4.	106 560	80 721	95 328
	<i>A. Montants à recevoir</i>		52 744	40 438	47 882
	<i>B. Montants à livrer</i>		53 816	40 283	47 446
VII	Engagements sur instruments financiers à terme	4.4.	128 039	242 698	309 487
VIII	Opérations sur titres	4.9.	87	124	344
IX	Autres engagements donnés		4 937	6 083	10 396
	<i>A. Autres</i>		4 937	6 083	10 396
	<i>B. Activité assurance</i>		0	0	0

## COMPTE DE RÉSULTAT SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2000

(en millions d'euros)

	Réf note	Montant au 31.12.1998	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
I	Intérêts et produits assimilés	4 709	5 241	10 723
	<i>A. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit</i>	621	657	1 091
	<i>B. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle</i>	3 576	4 024	8 527
	<i>C. Intérêts et produits assimilés sur obligations et titres à revenu fixe</i>	512	560	1 105
II	Intérêts et charges assimilées	(4 160)	(4 663)	(10 418)
	<i>A. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit</i>	(486)	(709)	(1 483)
	<i>B. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle</i>	(739)	(1 451)	(6 236)
	<i>C. Intérêts et charges assimilées sur obligations et titres à revenu fixe</i>	(2 935)	(2 503)	(2 700)
III	Revenus de titres à revenu variable	8	8	111
	<i>A. D'actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable</i>	2	3	5
	<i>B. De participations, actions et parts constituant des immobilisations financières</i>	6	5	106
IV	Commissions perçues	3	3	2
V	Commissions versées	(3)	(6)	(14)
VI	Résultat provenant d'opérations financières	2	38	227
VII	Autres produits d'exploitation	1	0	5
X*	Autres charges d'exploitation	(9)	(11)	(3)
<b>Produit net bancaire</b>		<b>550</b>	<b>609</b>	<b>633</b>
VIII.*	Frais généraux administratifs	(137)	(156)	(182)
	<i>A. Frais de personnel</i>	<i>5.1.</i> (74)	(78)	(104)
	1. Salaires et traitements	(48)	(51)	(67)
	2. Charges sociales	(26)	(27)	(37)
	<i>B. Autres frais administratifs</i>	(63)	(78)	(78)
	1. Impôts et taxes	(9)	(12)	(12)
	2. Autres frais administratifs	(53)	(66)	(66)
	<i>C. Frais de réseau</i>	0	0	0
	<i>D. Frais d'acquisition reportés</i>	0	0	0
IX	Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	(14)	(15)	(15)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>400</b>	<b>438</b>	<b>435</b>

\* Conformément à la numérotation reprise dans la directive européenne 86/635.

	Réf note	Montant au 31.12.1998	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
XI	Corrections et reprises de corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit du hors bilan	(21)	(27)	(43)
XII	Corrections et reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et parts dans des entreprises liées	(1)	(1)	27
XIII	Dotations et reprises nettes au FRBG	0	0	0
<b>Résultat ordinaire avant impôt</b>		<b>378</b>	<b>410</b>	<b>419</b>
XV	Produits exceptionnels	5.2. 0	143	421
XVI	Charges exceptionnelles	5.2. 0	(143)	(421)
XVII	Charges d'impôts	5.3. (150)	(166)	(101)
	<i>A. Impôts des sociétés</i>	(134)	(143)	(94)
	<i>B. Impôts différés et latences fiscales</i>	(16)	(23)	(7)
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>228</b>	<b>244</b>	<b>318</b>

## EXTRAITS DE L'ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

### **( 1. Règles de présentation et d'évaluation**

#### » 1.1 Faits marquants de l'exercice

- Dexia Crédit Local de France a fusionné avec sa filiale chargée de l'activité internationale Dexia Public & Project Finance International Bank, et avec sa société mère Dexia France. Cette fusion a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000, et a été réalisée à la valeur nette comptable. Le nouvel ensemble a pris le nom de Dexia Public Finance Bank, puis de Dexia Crédit Local.
- Cette opération a été précédée de l'échange avec Dexia des titres représentant 50 % du capital de Dexia Banque détenus par Dexia France contre les titres représentant 50 % du capital de Dexia Crédit Local de France. Conformément à l'agrément demandé à l'administration fiscale, aucune plus-value ni comptable, ni fiscale n'a été dégagée à l'occasion de cet échange.
- Dexia Crédit Local a acquis, via sa filiale à 90 % Dexia Holding Inc., l'assureur spécialisé américain FSA, Financial Security Assurance, pour un montant de 2,6 milliards de USD.
- Dexia Crédit Local a cédé à Dexia sa participation dans la BIL acquise en 1999.

#### » 1.2. Règles de présentation et d'évaluation des comptes sociaux

Les règles appliquées pour l'établissement du bilan, du compte de résultat et du hors-bilan sociaux suivent les principes de présentation bancaire.

Dans un souci de meilleure lisibilité, les comptes sociaux de Dexia Crédit Local sont présentés depuis l'exercice 1998 conformément au schéma retenu pour les comptes consolidés du groupe Dexia.

Ils sont présentés selon les principes et les règles des directives européennes relatives aux comptes annuels des banques et après concertation avec les autorités de tutelle, la Commission des Opérations de Bourse et la Commission Bancaire.

##### **a. Modification des règles de présentation et d'évaluation des comptes sociaux**

Dans le but d'assurer une meilleure lisibilité des composantes du produit net bancaire, les charges et produits d'intérêts sur opérations de macrocouverture ont été portés en 2000 dans les postes de charges et produits d'intérêts sur opérations avec la clientèle, conformément aux prescriptions du règlement CRC n° 2000-03 sur les états comptables de synthèse des établissements de crédit.

Ce reclassement a également été opéré dans les comptes de résultat de 1998 et 1999.

En outre, dans le cadre d'une application anticipée du règlement CRC n° 2000-02, Dexia Crédit Local a classé le résultat de cession constaté au cours de l'année sur les titres de l'activité de portefeuille (T.A.P) dans le résultat sur opérations financières, pour un montant global de 56,2 millions d'euros.

Ce reclassement a également été opéré dans les comptes de résultat de 1998 et 1999.

##### **b. Méthodes appliquées aux différents postes du bilan, du hors-bilan et du compte de résultats sociaux**

Les méthodes appliquées aux différents postes du bilan, du hors-bilan et du compte de résultats sociaux sont identiques à celles qui ont été utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

Ces méthodes sont présentées dans la partie « Annexe aux comptes consolidés-Méthodes appliquées aux différents postes du bilan, du hors-bilan et du compte de résultats consolidés ».

##### **Succursales de Dexia Crédit Local**

Les comptes des succursales de New York, de Dublin, de Stockholm et Londres sont intégrés dans les comptes de Dexia Crédit Local selon les mêmes règles de conversion que les filiales étrangères (voir Annexes aux comptes consolidés :

1.3. Règles de présentation et d'évaluation – Opérations en devises).

## ( 2. Notes sur l'actif du bilan social

(en millions d'euros)

### » 2.1. Immobilisations financières cotées ou non cotées

	Valeur comptable au 31.12.2000	Valeur de marché au 31.12.2000	Plus-value latente au 31.12.2000
Titres cotés	75	103	27
Titres non cotés	4 992		

### » 2.2. Variation des titres de participations

	Entreprises liées		Autres participations		Total
	Étab. de crédit	Autres	Étab. de crédit	Autres	
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.1999</b>	<b>1 075</b>	<b>27</b>	<b>607</b>	<b>324</b>	<b>2 033</b>
Variations de l'exercice :					
Acquisitions	2 526	0	63	7	2 595
Cessions et titres échus	0	0	(513)	(80)	(592)
Transferts	0	0	0	0	0
Écarts de conversion	(11)	0	1	(6)	(15)
Autres variations <sup>(1)</sup>	142	0	433	71	645
<b>Valeur d'acquisition au 31.12.2000 (A)</b>	<b>3 732</b>	<b>27</b>	<b>591</b>	<b>316</b>	<b>4 666</b>
<b>Réductions de valeur au 31.12.1999</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>41</b>
Variations de l'exercice :					
Actées	0	0	3	0	3
Reprises	0	0	(3)	(1)	(4)
Annulées	0	0	0	0	0
Transférées	0	0	0	0	0
Écarts de conversion	0	0	0	0	0
Autres variations <sup>(1)</sup>	0	0	0	1	1
<b>Réductions de valeur au 31.12.2000 (B)</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>41</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>					
<b>AU 31.12.2000 (A) – (B)</b>	<b>3 698</b>	<b>27</b>	<b>590</b>	<b>310</b>	<b>4 625</b>

(1) Les autres variations correspondent à l'intégration de Dexia Project & Public Finance Bank avec qui Dexia Crédit Local a fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2000.

### » 2.3. Titres cotés ou non cotés (en valeurs nettes hors intérêts courus)

#### 1. Effets publics admissibles au refinancement auprès de la banque centrale

	Valeur comptable au 31.12.2000	Valeur de marché au 31.12.2000
Titres cotés	2 683	2 764
Titres non cotés	82	
<b>TOTAL</b>	<b>2 765</b>	<b>2 764</b>

## → Les comptes sociaux

### 2. Obligations et autres titres à revenu fixe

#### a. Ventilation

	Valeur comptable au 31.12.2000	Valeur de marché au 31.12.2000
Titres cotés	15 293	15 501
Titres non cotés	5 122	
<b>TOTAL</b>	<b>20 415</b>	

#### b. Répartition par type de portefeuille

	Total	Transaction	Placement	Investissement
Titres cotés	15 293	2 972	6 985	5 336
Titres non cotés	5 122	726	1 189	3 207
<b>TOTAL</b>	<b>20 415</b>	<b>3 699</b>	<b>8 173</b>	<b>8 543</b>

### 3. Actions et autres titres à revenu variable

	Valeur comptable au 31.12.2000	Valeur de marché au 31.12.2000
Titres cotés	53	83
Titres non cotés	389	
<b>TOTAL</b>	<b>442</b>	

### »» 2.4. Opérations avec des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation et actifs subordonnés

#### 1. Créances sur les établissements de crédit

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Créances sur les établissements de crédit liés	9 655	3 788
Créances sur les établissements de crédit avec lien de participation	248	435
Créances sur d'autres établissements de crédit	4 743	2 524
<b>TOTAL</b>	<b>14 646</b>	<b>6 748</b>

*Ventilation des créances subordonnées et non subordonnées*

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Créances subordonnées sur les établissements de crédit	201	15
Créances non subordonnées sur les établissements de crédit	14 445	6 732
<b>TOTAL</b>	<b>14 646</b>	<b>6 748</b>

**2. Créances sur la clientèle**

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Créances sur les entreprises liées	23	14
Créances sur d'autres entreprises avec lien de participation	17	63
Créances sur d'autres contreparties	44 705	38 699
<b>TOTAL</b>	<b>44 745</b>	<b>38 775</b>

*Ventilation des créances subordonnées et non subordonnées*

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Créances subordonnées sur la clientèle	0	0
Créances non subordonnées sur la clientèle	44 745	38 775
<b>TOTAL</b>	<b>44 745</b>	<b>38 775</b>

### ( 3. Notes sur le passif du bilan social

(en millions d'euros)

## »» 3.1. Ventilations des provisions réglementées

	Provisions pour crédit moyen et long termes	Provisions amortissements dérogatoires	Total
<b>Montant au 31.12.1999</b>	<b>204</b>	<b>9</b>	<b>213</b>
Variations de l'exercice :			
Dotations	17	1	18
Utilisations et reprises	(1)	0	(1)
Transferts	0	0	0
Écarts de conversion	0	0	0
Autres variations	0	0	0
<b>MONTANT AU 31.12.2000</b>	<b>220</b>	<b>10</b>	<b>230</b>

## → Les comptes sociaux

### »» 3.2. Capitaux propres

	Montant
<b>Situation au 31.12.1999</b>	
Capital	1 161
Primes d'émission et d'apport	763
Engagements d'augmentation de capital et primes d'émission	0
Réserves et résultat reporté	456
Réserves de réévaluation	0
Résultat de l'exercice	244
Acompte sur dividendes	(150)
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31.12.1999</b>	<b>2 474</b>
<b>Variations de la période :</b>	
Variations du capital	166
Variations des primes d'émission et d'apport	324
Variations des engagements d'augmentation de capital et primes d'émission	0
Variation des réserves et résultat reporté	197
Variations des réserves de réévaluation	0
Dividendes versés (-) reçus (+)	(1)
Résultat de la période	318
Autres variations	(93)
<b>Situation au 31.12.2000</b>	
Capital	1 327
Primes d'émission et d'apport	1 087
Engagements d'augmentation de capital et primes d'émission	0
Réserves et résultat reporté	583
Réserves de réévaluation	0
Résultat de l'exercice	318
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2000</b>	<b>(A) 3 315</b>
Fonds pour risques bancaires généraux au 31.12.1999	478
Variations du FRBG	0
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX AU 31.12.2000</b>	<b>(B) 478</b>
<b>FONDS PROPRES STABLES AU 31.12.2000</b>	<b>(A + B) 3 793</b>

### »» 3.3. Ventilation bilantaire monétaire

Classement par devises en comptabilité	En euros	En autres devises UE	En autres devises hors UE	Montant total
Total de l'actif	35 666	19 332	34 547	89 545
Total du passif	35 666	19 332	34 547	89 545

## ( 4. Notes sur le hors-bilan social

(en millions d'euros)

### » 4.1. Passifs éventuels (poste I du hors-bilan)

Ce poste correspond aux engagements de garanties données.

#### a. Ventilation par catégorie de bénéficiaire

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Engagements en faveur d'établissements de crédit	3 840	9 859
Engagements en faveur de la clientèle	5 060	2 906
<b>TOTAL</b>	<b>8 900</b>	<b>12 765</b>

#### b. Ventilation par contrepartie

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Passifs éventuels vis-à-vis des entreprises liées	2 938	9 828
Passifs éventuels vis-à-vis d'autres entreprises avec lien de participation	7	10
Passifs éventuels vis-à-vis d'autres contreparties	5 956	2 927
<b>TOTAL</b>	<b>8 900</b>	<b>12 765</b>

#### c. Ventilation par nature d'opérations

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Cautions	8 900	12 765
Avals et autres garanties	0	0
Actifs grevés de sûretés réelles pour compte de tiers	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>8 900</b>	<b>12 765</b>

## → Les comptes sociaux

### »» 4.2. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit (poste II du hors-bilan)

Ce poste comprend les engagements de financement donnés et les devises prêtées. Les engagements de financement sur prêts et lignes de crédit comprennent les contrats émis mais non versés au 31 décembre 2000, ainsi que les offres de prêts en cours au 31 décembre 2000.

#### a. Ventilation par catégorie de bénéficiaire

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Engagements en faveur d'établissements de crédit	7 736	349
Engagements en faveur de la clientèle	5 036	11 235
<b>TOTAL</b>	<b>12 772</b>	<b>11 584</b>

#### b. Ventilation par contrepartie

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit vis-à-vis des entreprises liées	7 166	264
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit vis-à-vis d'autres entreprises avec lien de participation		36
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit vis-à-vis d'autres contreparties	5 606	11 283
<b>TOTAL</b>	<b>12 772</b>	<b>11 584</b>

### »» 4.3. Valeurs et créances confiées au groupe (poste III du hors-bilan)

Néant

### »» 4.4. Relevé des opérations de hors-bilan à terme sur valeurs mobilières, devises et autres instruments financiers à termes

Les engagements sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts sont enregistrés conformément aux dispositions des règlements n° 88-02 et n° 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire :

- pour les opérations fermes, les montants sont portés pour la valeur nominale des contrats,
- pour les opérations conditionnelles, les montants sont portés pour la valeur nominale de l'instrument sous-jacent.

**a. Opérations de positions ouverte isolée**

Montant de la plus-value latente des opérations de position ouverte isolée : 1

**b. Évaluation au Market-to-Market des instruments financiers à terme de taux classés en macrocouverture, en distinguant le Market-to-Market positif et le Market-to-Market négatif**

Catégorie d'opérations à terme (instruments de taux : swaps, caps, floors, FRA...)	Montant au 31.12.2000 (a)	Différence entre valeur de marché et valeur comptable (b)
Dans le cadre de gestion de trésorerie (durée ≤ à 1an)	0	0
Dans le cadre de gestion ALM (autres)	81	45

a) Nominal / montant notionnel.

 b) + différence positive entre la valeur de marché et le résultat enregistré.  
 – différence négative entre la valeur de marché et le résultat enregistré.

**c. Ventilation des opérations de hors bilan à terme sur valeurs mobilières, devises et autres instruments financiers à termes.**

Type d'opérations	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000	Couverture		Trading	
			Micro- couverture	Macro- couverture	Position ouverte isolée	Gestion de portefeuille spécialisée
<b>Sur devises (a)</b>						
Opérations de change à terme	5 066	7 984	3 510	4 274	200	0
Swaps de devises et d'intérêts	35 217	39 462	37 604	1 705	153	0
Futures sur devises	0	0	0	0	0	0
Options sur devises	0	0	0	0	0	0
Contrats de taux de change à terme	0	0	0	0	0	0
<b>Sur autres instruments financiers</b>						
<i>Sur intérêts (b)</i>						
Swaps de taux d'intérêt	236 137	297 064	59 872	215 584	13 416	8 191
Opérations interest futures	121	2 861	0	11	537	2 312
Contrats à terme de taux d'intérêt	3 065	3 200	48	3 148	0	3
Options sur taux d'intérêt	3 375	6 362	523	0	5 833	6
<i>Autres achats et ventes à terme (c)</i>						
Autres contrats d'options	0	0	0	0	0	0
Autres opérations de futures	0	0	0	0	0	0
Autres achats et ventes à terme	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>282 981</b>	<b>356 934</b>	<b>101 559</b>	<b>224 722</b>	<b>20 140</b>	<b>10 513</b>

(a) Montant à livrer.

(b) Montant nominal/notionnel de référence.

(c) Prix d'achat/de vente convenu entre les parties.

## → Les comptes sociaux

L'utilisation des instruments financiers à terme par Dexia Crédit Local s'inscrit dans les trois stratégies suivantes :

### **Gestion Actif/Passif**

Dans le cadre de cette gestion sont regroupées les opérations qui ont pour but de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement. Cette gestion ALM se fait principalement par des swaps ainsi que par des contrats futurs.

### **Opérations de couverture affectée**

Les opérations répertoriées dans cette catégorie ont pour objet de couvrir le risque de taux d'intérêt affectant un élément, ou un ensemble d'éléments homogène, identifiés dès l'origine.

Constituent principalement cette catégorie, les swaps affectés en microcouverture d'émissions primaires, de titres du portefeuille obligataire de placement ou d'investissement ainsi que d'actifs clientèle. L'association de ces éléments d'actif ou de passif et de leur couverture spécifique permet de construire des actifs ou des passifs synthétiques, indexés sur des taux variables ou révisables et donc immunisés contre le risque de taux.

Par ailleurs sont également classés dans cette catégorie, les swaps cambistes qui sont mis en place afin de transformer des ressources dans la devise des emplois qu'elles financent, cette transformation ayant pour effet de réduire le risque de change.

### **Opérations de gestion de position**

Cette stratégie se décompose en trois types d'activité :

- une activité dite de gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction
- une activité de prise de position
- une activité de dérivé de crédit

L'activité de gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction regroupe les opérations conclues avec des collectivités locales ainsi que leurs opérations symétriques négociées avec des contreparties bancaires. Les opérations traitées sont principalement des swaps de taux d'intérêt. Les opérations incluses dans cette activité font l'objet d'une gestion spécialisée en sensibilité.

La seconde activité a pour objectif de maintenir des positions ouvertes isolées, afin le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt ou du cours des devises. Les opérations mises en place sont principalement des swaps de taux d'intérêts et des opérations de change à terme.

Enfin dans le cadre de la gestion de ses placements, Dexia Crédit Local négocie des opérations de dérivés de crédit sous deux formes : des crédits *default swaps*, et des crédits *spread options*. Les opérations négociées sont uniquement des ventes de *put* par lesquelles Dexia Crédit Local prend une position d'investisseur final sur les titres obligataires sous-jacents.

#### » 4.5. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres

	Hypothèques (1)	Gages sur fonds de commerce (2)	Gages sur d'autres actifs (3)	Sûretés constituées sur des actifs futurs (4)
Pour sûreté de dettes et engagements de la société				
Poste du passif	0	0	0	0
Poste du hors-bilan	0	0	0	0

(1) Montant de l'inscription ou valeur comptable des immeubles si celle-ci est inférieure.

(2) Montant de l'inscription.

(3) Valeur comptable des actifs gagés.

(4) Montant des actifs en cause.

#### » 4.6. Droits et engagements hors bilan non repris dans les comptes

Néant

#### » 4.7. Engagements de financement reçus

Ce poste comprend les engagements de financement reçus d'établissements de crédit et les devises empruntées.

#### » 4.8. Opérations de change en devises

Les opérations de change au comptant et de change à terme sont présentées pour leur valeur en devises, convertie sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice.

Les postes « monnaies à recevoir » et « monnaies à livrer » sont composés de swaps longs en devises avec existence de flux de paiement intercalaires correspondant à des opérations de couverture. Ces swaps longs représentent 47 milliards d'euros au 31 décembre 2000.

#### » 4.9. Opérations sur titres, ventilation selon la nature d'opération

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Achats		
Comptant	124	234
Terme		
Vente		
Comptant		110
Terme		
<b>TOTAL</b>	<b>124</b>	<b>344</b>

#### » 4.10. Tableau de ventilation des opérations en euros et en devises du hors-bilan

Libellé	En euros	En autres devises UE	En autres devises hors UE	Montant Total
Passifs éventuels	48	4 711	8 006	12 765
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit	748	4 564	6 272	11 584
Engagements reçus	3 042	3 761	1 982	8 784
Opérations de change en devises	42 232	2 437	50 660	95 328
Engagements sur instruments financiers à terme	238 857	6 454	64 176	309 487
Opérations sur titres	0	344	0	344
Autres engagements donnés	20	10 376	0	10 396

## ( 5. Notes sur le compte de résultats social

(en millions d'euros)

### »» 5.1. Renseignements sur le personnel

	31.12.1999	31.12.2000
Effectif moyen du personnel	924	1 101
<i>Ouvriers</i>	0	0
<i>Employés</i>	106	373
<i>Personnel de direction <sup>(1)</sup></i>	67	88
<i>Autres</i>	751	640
Frais de personnel (en millions d'euros)	77	104
<i>(a) Rémunérations et avantages sociaux directs</i>	50	67
<i>(b) Cotisations patronales d'assurances sociales</i>	18	27
<i>(c) Primes patronales pour assurances extralégales</i>	0	0
<i>(d) Autres frais de personnel</i>	9	10
<i>(e) Pensions</i>	0	0
Provisions pour pensions	1	1
Dotations (+)	1	1
Reprises (-)	0	0
	<b>78</b>	<b>104</b>

(1) Notion de cadres dirigeants.

La répartition 2000 correspond à la nouvelle classification AFB à laquelle la société est maintenant soumise, ainsi une modification dans la classification des salariés, en particulier employé/technicien.

### Schémas d'intéressement du personnel : contrats d'intéressement et de participation

#### Intéressement

Le nouvel accord signé le 30 juin 1999 avec les organisations syndicales (CGC, CFDT, CGT, FO et UAI) représentées à Dexia Crédit Local et Dexia CLF Banque repose sur le degré d'atteinte d'un objectif fédéral commun à l'ensemble de l'entreprise et de deux objectifs sectoriels propres à chaque centre d'objectifs de l'entreprise. Cet accord est devenu un accord de groupe.

La masse distribuable a été fixée à 0,2 % du résultat brut d'exploitation consolidé (R.B.E.) dans l'hypothèse d'un taux de réalisation des objectifs de 100 %.

La répartition entre les bénéficiaires est effectuée au sein de chaque centre d'objectifs, pour 30 % de manière uniforme, pour 30 % au prorata du temps de présence de chaque bénéficiaire et, pour 40 % de façon proportionnelle au salaire et au temps de présence dans l'entreprise.

Une condition d'ancienneté de trois mois dans l'entreprise est exigée pour pouvoir bénéficier de l'intéressement.

La prime d'intéressement peut être versée sur le Plan d'Épargne Groupe et donne lieu à un abondement de 30 % de l'employeur si elle est investie en actions de l'entreprise via un Fonds Commun de Placement.

Les sommes affectées au personnel au titre de l'intéressement pour chacun des cinq derniers exercices sont les suivantes (hors abondement) :

Exercice 1996 :	somme affectée :	EUR 1,05 millions (C.S.G comprise)
Exercice 1997 :	somme affectée :	EUR 1,14 millions (C.S.G comprise)
Exercice 1998 :	somme affectée :	EUR 1,21 millions (C.S.G comprise)
Exercice 1999 :	somme affectée :	EUR 1,82 millions (C.S.G comprise)
Exercice 2000 :	somme provisionnée :	EUR 2,18 millions (C.S.G comprise) <sup>(1)</sup>

(1) Montant correspondant à une estimation à 100% de la réalisation des objectifs

## Participation

Le nouvel accord signé le 30 juin 1999 avec les organisations syndicales (CFDT, CGC et UAI) représentées à Dexia Crédit local de France, Dexia CLF Banque et Dexia Project & Public Finance International Bank, est assis sur une formule dérogatoire qui prend comme référence l'évolution annuelle du bénéfice net consolidé Dexia Crédit Local par action et permet d'associer les salariés aux résultats de l'ensemble des activités et structures du groupe. Cet accord est devenu un accord de groupe.

La répartition est effectuée de façon proportionnelle au salaire plafonné à quatre fois le plafond de la Sécurité sociale. Une condition d'ancienneté de trois mois dans l'entreprise est exigée pour pouvoir bénéficier de la participation.

Les sommes affectées au personnel au titre de la participation pour chacun des cinq derniers exercices sont les suivantes :

Exercice 1996 :	somme affectée :	EUR 4,07 millions
Exercice 1997 :	somme affectée :	EUR 4,80 millions
Exercice 1998 :	somme affectée :	EUR 5,25 millions
Exercice 1999 :	somme affectée :	EUR 5,49 millions
Exercice 2000 :	somme provisionnée :	EUR 5,94 millions

## Organes de direction

Le montant global des rémunérations directes et indirectes (y compris la participation et l'intéressement), charges incluses, alloué pendant l'exercice au Comité exécutif s'élève à 3,42 millions d'euros en 2000 (contre 3,94 millions d'euros en 1999 calculés à périmètre constant).

En 2000, les membres du Comité exécutif :

- Monsieur Jacques GUERBER, Président du directoire
- Monsieur Philippe VALLETOUX, Membre du directoire
- Monsieur André DELASNERIE, Directeur général adjoint du département de l'exploitation
- Monsieur Jean-Paul GAUZES, Directeur juridique et fiscal
- Monsieur François DUROLLET, Directeur du département commercial France
- Monsieur Jean-Marie AUDRIC, Directeur des ressources humaines
- Monsieur Gérard BAYOL, Directeur général adjoint des départements des activités internationales, financements structurés, réseau international et du développement
- Monsieur Alain DELOUIS, Directeur du département des marchés financiers
- Monsieur Pierre RAHMANI, Directeur du département de l'ingénierie financière

domiciliés : 7 à 11, quai André Citroën, B.P. 1002 – 75901 PARIS CEDEX 15.

Au 31 décembre 2000, les membres des organes de direction de Dexia Crédit Local détenaient différentes options sur les actions cotées de Dexia : 800 options de souscriptions d'actions, à un prix d'exercice de 60,64 euros, accordées en 1995 et 12 400 options de souscriptions d'actions, à un prix de 59,45 euros accordées en 1996, 17 200 options de souscriptions d'actions accordées en 1997 à un prix d'exercice de 81 euros et 14 800 options de souscriptions d'actions accordées en 1998 à un prix d'exercice de 112,67 euros, 16 700 options d'achat d'actions accordées en 1999 à un prix d'exercice de 130 euros et 20 500 options de souscriptions d'actions accordées en 2000 à un prix d'exercice de 145,83 euros.

## → Les comptes sociaux

### » 5.2. Résultat exceptionnel

Ce poste comprend les plus et les moins-values de cessions de créances à Dexia Municipal Agency.

Elles ont ensuite été neutralisées et inscrites au bilan pour être étalées comptablement et fiscalement sur la durée de vie résiduelle des créances.

### » 5.3. Charges d'impôts

	Montant au 31.12.1999	Montant au 31.12.2000
Impôts des sociétés (poste XVII.A.)		
<i>Impôts sur le résultat de l'exercice</i>	(143)	(94)
<i>Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs</i>	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>(143)</b>	<b>(94)</b>
Impôts différés (poste XVII.B.)		
<i>Dotations</i>	(23)	(7)
<i>Reprises</i>	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>(23)</b>	<b>(7)</b>

Les chiffres tiennent compte de la baisse des taux d'imposition décidée pour 2000 et les exercices suivants, et d'une part plus importante du résultat imposable à taux réduit (plus-values à long terme et résultats des succursales étrangères).

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

## » 1. Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices

(en euros)	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Situation financière</b>					
Capital social	<sup>(2)</sup> 1 067 143 121	1 067 143 121	1 067 143 121	<sup>(3)</sup> 1 160 764 000	1 327 004 847
Nombre d'actions	70 000 000	70 000 000	70 000 000	76 141 084	87 045 757
<b>Résultats globaux</b>					
Chiffres d'affaires	4 017 740 045	3 961 097 685	4 122 955 947	3 918 989 499	4 906 183 849
Bénéfice avant charges d'impôts sociétés, dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions	369 623 164	417 656 876	411 273 188	533 483 752	484 390 261
Charges d'impôts sociétés	117 440 377	145 328 017	150 344 288	165 888 452	101 088 079
Bénéfices après charges d'impôts sociétés, dotations aux amortissements et provisions	219 739 697	230 258 163	227 629 750	243 901 080	317 832 161
Bénéfice distribué	91 240 737	109 595 598	139 048 749	180 073 664	<sup>(4)</sup> 212 391 647,08
<b>Résultats réduits à une action</b>					
Chiffres d'affaires	57,4	56,59	58,9	52,27	56,36
Bénéfice avant charges d'impôts sociétés, dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions. <sup>(1)</sup>	3,62	3,89	3,73	4,83	4,40
Charges d'impôts sociétés	1,66	2,08	2,15	2,18	1,16
Bénéfices après charges d'impôts sociétés, dotations aux amortissements et provisions	3,14	3,29	3,25	3,2	3,65
Bénéfice distribué	Actions A: 2,58 Actions B: 0,03	Actions A: 3,11 Actions B: 0,03	Actions A: 3,94 Actions B: 0,03	Actions A: 4,70 Actions B: 0,03	<sup>(4)</sup> 2,44
<b>Effectif moyen</b>					
<i>dont cadres</i>	<b>871</b>	<b>916</b>	<b>892</b>	<b>925</b>	<b>1101</b>
<i>dont non cadres</i>	<b>552</b>	<b>668</b>	<b>562</b>	<b>589</b>	<b>728</b>
Montant de la masse salariale	37 464 550	43 105 368	42 387 530	44 379 215	58 941 723
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc...)	16 744 334	19 077 687	19 193 396	19 359 194	27 212 324

(1) Le bénéfice global calculé avant charges d'impôts, dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions a été recalculé, par action, après charges d'impôts mais avant dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions.

(2) Une augmentation de capital de 1 067 millions d'euros a été effectuée lors de l'apport de la quasi-intégralité des actifs et passifs du Crédit local de France à Local Finance, le 23 octobre 1996.

(3) Une augmentation de capital de 93,6 millions d'euros a été effectuée en rémunérations de l'apport des titres BIL au CLF le 29 juin 1999.

(4) Dividende proposé.

## → Les comptes sociaux

### » 2. Renseignements concernant les filiales et participations au 31 décembre 2000 (euros)

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Bénéfices ou perte du dernier exercice	Quote-part du capital détenu en %
<b>1. Renseignement détaillés concernant les filiales et participations dont la valeur d'inventaire excède 0,5% du capital de Dexia Crédit Local</b>					
<b>A. Filiales (de 50% à 100% du capital détenu)</b>					
<i>Dexia CLF Banque</i> <i>Rue de la Chaussée-d'Antin – 75008 Paris</i>	7 625 000	3 001 065	76 734 176	3 812 484	80,00
<i>Dexia Finance</i> <i>7 à 11, quai André Citroën – 75015 Paris</i>	1 524 490	5 469 132	3 027 294	1 693 121	99,97
<i>CLF Finance Company</i> <i>9 West 57th Street – New York 10019</i>	1 000		255 421 967		100,00
<i>Dexia CLF Immo</i> <i>1, rue Foucault – 75016 Paris</i>	2 364 700	4 162 660	4 880 836	3 819 934	100,00
<i>CLF Locabail</i> <i>7 à 11, quai André Citroën – 75015 Paris</i>	3 048 980	(2 226)	23 795	45 112	60,00
<i>CLF Patrimoniale</i> <i>7 à 11, quai André Citroën – 75015 Paris</i>	19 856 484	58 005	426 160	426 160	100,00
<i>Dexia CLF Région Bail</i> <i>7 à 11, quai André Citroën – 75015 Paris</i>	7 622 451	1 145 206	42 740	617 041	100,00
<i>Dexia Crediop (S.P.A.)</i> <i>Via Venti settembre N. 30 – Roma</i>	450 608 644	227 841 677	1 051 832 098	73 972 502	60,00
<i>Dexia Holding Inc. (FSA)</i>	2 640 067 620	69 323 519	1 468 609	95 215 460	90,00
<i>Dexia Hypothekbank Berlin AG</i> <i>Charlottenstr. 82 – D – 10969 Berlin</i>	141 116 559	76 212 083	3 563 325 687	17 871 367	50,48
<i>Dexia Kommunalkredit Holding</i> <i>Türkenstrasse 9 – A – 1092 Wien</i>	15 000 000	7 200 000	22 225	(231 772)	60,00
<i>Dexia Kommunbank AB</i> <i>Box 7180, S – 10388 Stockholm</i>	100 000 000	10 195 562	782 887 289	8 981 794	100,00
<i>Dexia Municipal Agency</i> <i>7 à 11, quai André Citroën – 75015 Paris</i>	300 000 000	214 638	1 510 864 187	17 952 918	100,00
<i>Dexia Municipal Bank PLC – 55, Tufon Street</i> <i>Westminster London SW1P3QF – GB</i>	45 000 000	5 617 210	34 602 594	6 727 391	100,00
<i>Dexia Flobail</i> <i>7 à 11, quai André Citroën – 75015 Paris</i>	6 097 961	2 995 233	240 995	484 914	100,00
<i>Floral</i> <i>7 à 11, quai André Citroën – 75015 Paris</i>	22 867 353	20 362 360	228 277 795	2 148 166	99,99
<i>IFAX</i> <i>7 à 11, quai André Citroën – 75015 Paris</i>	18 598 780	16 217 444	86 307	3 641 022	55,00
<i>SNC Du Chapitre</i> <i>72, rue Riquet – 31000 Toulouse</i>	7 622	(1 727 395)	212 753	152 457	50,00
<i>Société d'Investissement Suisse Luxembourgeoise</i> <i>69, route d'Esch L 2953 Luxembourg</i>	61 142 675	6 396 302	317 156	3 827 024	100,00

Valeur comptable des titres détenus		Dividendes encaissés par Dexia au cours de l'exercice	Prêts et avances consentis par Dexia	Montant des cautions et avals donnés Par Dexia	Activité
Brute	Nette				
6 738 631	6 738 631	3 536 782	1 170 094 329	4 419 740 831	Financement à court terme des collectivités locales
1 937 507	1 937 507	838 134	0	0	Activité de conseil de d'assistance de gestion financière
1 075	1 075	0	0	5 373 455 132	Émission d'emprunts pour la société mère
33 691 141	0	0	140 649 463	0	Financement immobilier
1 829 388	1 829 388	0	6 205 482	0	Financement et crédit-bail de véhicules sans chauffeur
19 856 393	19 856 393	615 548	0	0	Administrateur de biens
7 941 401	7 941 401	609 788	4 556 276	0	Financement en crédit-bail de l'immobilier
469 623 585	469 623 585	35 035 923	283 800 000	0	Banque, établissement de crédit
2 585 117 911	2 585 117 911	0	0	0	Assurance
117 635 791	117 635 791	6 411 677	950 000 000	0	Banque, établissement de crédit
13 320 000	13 320 000	0	0	0	Holding
11 323 361	11 323 361	0	33 951 881	28 308 403	Banque, établissement de crédit
299 999 909	299 999 909	3 600 000	5 099 243 519	0	Société de crédit foncier
73 720 098	73 720 098	11 738 060	0	0	Banque, établissement de crédit
6 110 888	6 110 888	228 670	318 227 670	6 791 596	Financement en crédit-bail des collectivités locales
23 080 690	23 080 690	0	0	0	Émission d'emprunts pour la société mère
27 293 009	27 293 009	0	13 567 963	0	Détention et gestion de participation dans des sociétés
3 811	3 811	0	0	0	Financement de l'activité blanchisserie du CHU de Toulouse
77 014 002	77 014 002	0	0	0	Prise de participation

## → Les comptes sociaux

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Bénéfices ou perte du dernier exercice	Quote-part du capital détenu en %
<b>B. Participations (10 % à 50 % du capital détenu)</b>					
<i>Banco de Crédito Local</i>					
<i>Plaza de Santa Barbara n° 1 – Madrid</i>	15 104 600	119 709 452	47 712 000	47 712 000	40,00
<i>Dexia CLF Lease Services</i>					
<i>7 à 11, quai André Citroën – 75015 Paris</i>	2 286 735	(81 954)	308 276	(155 789)	49,00
<i>Creatis</i>					
<i>34, rue Nicolas Leblanc – 59000 Lille</i>	22 867 353	(2 552 112)	332 174	332 174	12,50
<i>Crédit Associatif</i>					
<i>75, rue Saint Lazare – 75009 Paris</i>	4 573 471	1 903 361	42 325	35 835	16,50
<i>Crédit du Nord</i>					
<i>28, place Rihour – 59000 Lille</i>	740 491 000	147 037 000	158 491 000	158 491 000	10,00
<i>Dexia Asset Management France</i>					
<i>40, rue Washington – Washington Plaza 75008 Paris</i>	3 119 564	25 824 651	12 519 558	12 519 558	30,00
<i>Dexia Banque Privée France</i>					
<i>37, rue d'Anjou – 75008 Paris</i>	76 482 920	12 492 000	9 956 499	13 036 000	30,00
<i>Dexia Insurance</i>					
<i>Avenue des Arts 23 – B – 1000 Bruxelles</i>	45 569 644		11 614 392	11 614 392	10,00
<i>Métropole Transport Développement</i>					
<i>56, boulevard de l'Embouchure – 31200 Toulouse</i>	4 573 471	439 386		0	21,00
<i>Kommunalkredit Austria</i>					
<i>Türkenstrasse 9 – A – 1092 Wien</i>	10 900 925	41 310 047	8 757 100	8 757 100	26,66

## 2. Renseignement globaux

### A Filiales non reprises au paragraphe 1-A

- Sociétés françaises
- Sociétés étrangères

### B Filiales non reprises au paragraphe 1-B et autres titres de participations dont le capital détenu est inférieur à 10 %

- Sociétés françaises
- Sociétés étrangères

Valeur comptable des titres détenus		Dividendes encaissés par Dexia au cours de l'exercice	Prêts et avances consentis par Dexia	Montant des cautions et avals donnés Par Dexia	Activité
Brute	Nette				
408 191 000	408 191 000	22 107 995	0	0	Banque, établissement de crédit
1 120 500	1 120 500	0	0	0	Location de longue durée de véhicules
2 858 419	2 858 419	0	0	0	Banque
814 931	814 931	0	0	0	Financement des organismes du secteur associatif
184 463 311	184 463 311	7 034 667	0	0	Banque
28 042 529	28 042 529	1 322 041	0	0	Gestion d'actifs pour la clientèle privée et institutionnelle
34 299 680	34 299 680	0	0	0	Banque industrielle et mobilière privée
4 614 215	4 614 215	0	0	0	Entreprise d'assurances multibranche
960 429	960 429	264 118	0	0	Suivi des contrats de concession des transports collectifs toulousains
11 479 246	11 479 246	524 279	0	0	Banque, établissement de crédit
5 439 380	4 139 913	948 258	0	0	
1 000 000	1 000 000	0	0	0	
106 227 794	100 672 211	2 557 426	0	0	
115 853 870	115 577 729	2 041 885	0	0	

## → Les comptes sociaux

### »» 3. Portefeuille titres de Dexia Crédit Local (en millions d'euros)

#### Titres de placement

(en millions d'euros)	Valeur de marché	Valeur portefeuille	Gains latents	Pertes latentes	Valeur nette comptable
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>					
<b>Obligations françaises</b>	<b>1 096</b>	<b>1 067</b>	<b>0</b>	<b>(14)</b>	<b>1 081</b>
Autres émetteurs	1 096	1 067	0	(14)	1 081
Établissements de crédit	662	630	0	(16)	646
Autres établissements privés	332	332	0	0	332
TSDI	102	105	0	2	103
<b>Obligations étrangères</b>	<b>7 194</b>	<b>7 092</b>	<b>94</b>	<b>(6)</b>	<b>7 092</b>
Organismes publics	668	598	55	0	598
Administrations centrales	482	427	55	0	427
Collectivités locales	186	171	0	0	171
Autres émetteurs	6 526	6 494	39	(6)	6 494
Établissements de crédit	6 215	6 185	37	(6)	6 185
Autres établissements privés	311	308	2	0	308
<i>Total obligations et autres titres à revenu fixe</i>	<i>8 290</i>	<i>8 159</i>	<i>94</i>	<i>(21)</i>	<i>8 173</i>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>					
FCP Obligations	157	142	16	0	142
Actions	330	301	29	0	301
<i>Total actions et autres titres à revenu variable</i>	<i>487</i>	<i>442</i>	<i>45</i>	<i>0</i>	<i>442</i>
<b>Effets publics</b>					
Organismes publics	477	472	5	0	472
Administrations centrales	477	472	5	0	472
Collectivités locales	0	0	0	0	0
<i>Total effets publics</i>	<i>477</i>	<i>472</i>	<i>5</i>	<i>0</i>	<i>472</i>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>9 254</b>	<b>9 073</b>	<b>144</b>	<b>(21)</b>	<b>9 087</b>

## Titres d'investissement

(en millions d'euros)	Valeur de remboursement	Surcote (décote)	Provisions pour dépréciation	Valeur nette comptable
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>				
<b>Obligations françaises</b>	<b>1 098</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>1 100</b>
Organismes publics	469	0	0	468
Administrations Centrales	0	0	0	0
Collectivités Locales	469	0	0	468
Autres émetteurs	629	6	0	632
Établissements de crédit	445	6	0	448
Autres établissements privés	184	0	0	184
TSD	0	0	0	0
<b>Obligations étrangères</b>	<b>7 443</b>	<b>(4)</b>	<b>(11)</b>	<b>7 442</b>
Organismes publics	3 765	0	0	3 786
Administrations Centrales	1 093	(1)	0	1 091
Collectivités Locales	2 672	1	0	2 695
Autres émetteurs	3 678	(4)	(11)	3 657
Établissements de crédit	3 362	(4)	(10)	3 342
Autres établissements privés	303	0	(1)	301
TSDI	14	0	0	14
<b>Total obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>8 541</b>	<b>2</b>	<b>(11)</b>	<b>8 543</b>
<b>Effets publics</b>				
Organismes publics	2 311	(18)	0	2 293
Administrations centrales	2 311	(18)	0	2 293
Collectivités locales	0	0	0	0
<b>Total obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>2 311</b>	<b>(18)</b>	<b>0</b>	<b>2 293</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>10 852</b>	<b>(16)</b>	<b>(11)</b>	<b>10 836</b>

## Titres de transaction

(en millions d'euros)	Valeur d'achat <sup>(1)</sup>	Valeur de marché <sup>(1)</sup>
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>		
<b>Obligations étrangères</b>		
Autres émetteurs	3 672	3 699
Établissements de crédit	3 138	3 161
Autres établissements privés	534	537
<b>Total obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>3 672</b>	<b>3 699</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3 672</b>	<b>3 699</b>

(1) La valeur d'achat et la valeur de marché sont calculées coupons courus inclus

## RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Exercice clos le 31 décembre 2000**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2000 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Dexia Crédit Local établis en euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Ils nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### » I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe 1.1 de l'annexe concernant le traitement comptable et fiscal de l'échange de titres Dexia Banque/Dexia Crédit Local avec Dexia.

### » II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 2 avril 2001  
Les commissaires aux comptes

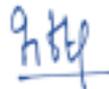
#### **CADERAS MARTIN**

Daniel Butelot      Olivier Avril  
Associé              Associé



#### **MAZARS & GUÉRARD**

Guillaume Potel      Anne Veaute  
Associé                  Associé



## DEXIA CRÉDIT LOCAL ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 10 MAI 2001

### **( Rapport du directoire sur les projets de résolutions**

Comme il est de règle pour une assemblée générale annuelle, votre directoire vous propose d'adopter les résolutions suivantes :

- La 1<sup>ère</sup> résolution concerne l'approbation des comptes sociaux de la société.
- Sera ensuite soumis à votre approbation le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce (2<sup>e</sup> résolution).
- En conséquence de l'adoption des deux résolutions précédentes, l'assemblée aura à donner quitus aux mandataires sociaux de l'accomplissement de leur mandat au cours de l'exercice (3<sup>e</sup> résolution).
- L'assemblée procédera ensuite à l'affectation du résultat, elle fixera le montant du dividende versé par action (4<sup>e</sup> résolution).
- Enfin l'assemblée donnera pouvoir au porteur d'une copie ou d'un extrait pour l'accomplissement des formalités (5<sup>e</sup> résolution).

Ces projets ont été présentés au conseil de surveillance du 8 mars 2001 qui a indiqué qu'il les adopterait sans réserve.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 10 MAI 2001

## *( Observations du conseil de surveillance sur le rapport de gestion et les comptes sociaux et consolidés*

### »» Avis du conseil de surveillance

Le directoire vous a présenté son rapport qui fait état des excellents résultats de Dexia Crédit Local pour 2000.

Le conseil de surveillance, lors de sa séance du 8 mars dernier, a félicité le directoire pour le très bon niveau de résultats obtenus : ceux-ci sont en progression de 40 % pour le résultat net consolidé part du groupe, qui s'élève ainsi à 522 millions d'euros.

Le conseil de surveillance a approuvé le rapport du directoire qui vient de vous être présenté ainsi que les comptes de l'exercice 2000. Il a ensuite examiné les propositions de résolutions qui sont aujourd'hui soumises au vote des actionnaires.

Il vous est proposé d'approuver ces résolutions et notamment la proposition d'affectation du résultat telles qu'elles ont été élaborées par le directoire.

Le dividende serait ainsi fixé à 2,44 euros par action soit une augmentation de 3,2 % par rapport à 1999, avoir fiscal en sus.

Cette recommandation a fait l'objet d'un accord unanime du conseil de surveillance qui a réaffirmé la confiance qu'il accorde au directoire, ainsi que le soutien total qu'il lui apporte dans l'accomplissement de sa mission.

## ( Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L225-86 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 117 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### »» Convention avec le holding Dexia

Dans un objectif de simplification des structures du groupe Dexia, votre conseil de surveillance du 21 novembre 2000 a autorisé le reclassement de 17,8% de Dexia Bil détenus par Dexia Crédit Local chez Dexia moyennant un prix de cession de 493 millions d'euros ainsi que 10% de FSA moyennant un prix de cession de 264 millions USD.

Les personnes concernées par ces conventions sont Messieurs Pierre Richard, Rembert von Lowis et Paul Vanzeveren.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### »» Dexia Municipal Agency

La convention de « déclaration de soutien » de Dexia Crédit Local au profit de Dexia Municipal Agency soumise à ratification par l'assemblée générale mixte du 10 janvier 2000, bénéficie aux porteurs d'obligations émises par Dexia Municipal Agency. Elle indique que Dexia Crédit Local détiendra durablement plus de 95% du capital de Dexia Municipal Agency. Par ailleurs, Dexia Crédit Local veillera à ce que Dexia Municipal Agency développe son activité dans le respect des dispositions du Titre IV de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 sur les sociétés de crédit foncier et dispose des moyens financiers lui permettant de faire face à ses obligations.

### »» Convention de « Subscription Agreement »

La convention de « Subscription Agreement » conclue avec Dexia [Belgium], le Holding Communal et les banques Morgan Stanley et Banque Bruxelles Lambert, relative à la mise sur le marché d'une deuxième tranche des actions de Dexia [Belgium], prévoit une clause d'indemnisation réciproque entre Dexia Crédit Local de France (devenu Dexia Crédit Local), le Crédit Communal de Belgique (devenu Dexia Banque) et Dexia [Belgium] au cas où l'une des parties verrait sa responsabilité engagée du fait de l'une des deux autres sociétés. Cette convention était conclue pour une durée de 5 ans à compter du 25 juin 1997.

Paris, le 2 avril 2001

Les commissaires aux comptes

#### CADERAS MARTIN

Daniel Butelot  
Associé

Olivier Avril  
Associé




#### MAZARS & GUÉRARD

Guillaume Potel  
Associé

Anne Veaute  
Associé




## *( Assemblée générale ordinaire du 10 mai 2001 Dexia Crédit Local - Projets de résolutions*

### » Première résolution : approbation des comptes

L'assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports du directoire et des commissaires aux comptes ainsi que les observations du conseil de surveillance, approuve les comptes au 31 décembre 2000 tels qu'ils lui sont présentés, faisant apparaître un bénéfice de 317 832 161,07 euros.

### » Deuxième résolution : approbation de conventions réglementées

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-86 du Code de commerce, l'assemblée générale ordinaire approuve dans les conditions de l'article L. 225-88 les conventions qui y sont mentionnées.

### » Troisième résolution : quitus aux mandataires sociaux

Comme conséquence de l'approbation des précédentes résolutions, l'assemblée générale ordinaire donne quitus entier et sans réserve aux mandataires sociaux de l'accomplissement de leur mandat au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2000.

### » Quatrième résolution : affectation du résultat

L'assemblée générale ordinaire décide d'affecter comme suit le résultat de l'exercice :

<i>Affectation du résultat</i>	<i>Euros</i>
Bénéfice de l'exercice	317 832 161,07
auquel s'ajoute le report à nouveau	30 902 140,58
formant un bénéfice distribuable de	348 734 301,65
distribution d'une somme de au titre du dividende	212 391 647,08
affectation à la réserve spéciale des plus-values à long terme	62 000 631,09
affectation d'une somme de à la réserve générale facultative	74 000 000,00
report à nouveau du surplus soit	342 023,48

À chaque action, correspond un dividende de 2,44 euros, avoir fiscal en sus.  
Le dividende sera mis en paiement le 11 mai 2001.

Le dividende par action enregistre donc une progression de 3,2 % par rapport à la distribution de l'exercice précédent.

Au titre de l'exercice 1999 a, en effet, été versé, à chaque action de catégorie A, un dividende de 4,70 euros, avoir fiscal en sus, et à chaque action de catégorie B, un dividende de 0,03 euro, avoir fiscal en sus, soit un dividende moyen de 2,365 euros.

Au titre de l'exercice 1998 a été versé, à chaque action de catégorie A, d'un montant nominal de 100 francs chacune, un dividende de 25,85 francs soit 3,94 euros, avoir fiscal en sus ; et à chaque action de catégorie B, d'un montant nominal de 100 francs chacune, correspond un dividende de 0,21 franc soit 0,03 euro, avoir fiscal en sus.

Au titre de l'exercice 1997 a été versé, à chaque action de catégorie A, d'un montant nominal de 100 francs chacune, un dividende de 20,37 francs, avoir fiscal en sus ; et à chaque action de catégorie B, d'un montant nominal de 100 francs chacune, un dividende de 0,17 franc, avoir fiscal en sus.

## »» Cinquième résolution : pouvoirs

L'assemblée générale ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour l'accomplissement des formalités de dépôt et de publication prévues par la loi.

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA DETTE OBLIGATAIRE

### » Emprunts obligataires cotés

Tous les emprunts obligataires émis sur le marché domestique par Dexia Crédit Local et auparavant par la CAECL sont cotés à la Bourse de Paris (liste annexée).

Les emprunts obligataires émis par Dexia Crédit Local sur les marchés étrangers sont cotés pour la plupart (leur liste figure également en annexe).

Les émissions obligataires de Dexia Crédit Local bénéficient de la notation AA attribuée par l'agence Standard & Poor's, de la notation AA+ par l'agence Fitch France S.A et de la notation Aa1 attribuée par l'agence Moody's.

### » Situation de la dette au 31 décembre 2000

#### Emprunts domestiques (situation consolidée), en millions d'euros

Émissions Dexia Crédit Local et Floral <sup>(1)</sup>	8 399,9
Emprunts interbancaires	269,9
BMTN	1 141,1
TSR	167,7
<b>TOTAL</b>	<b>9 978,6</b>

(1) Émissions Floral pour le compte des collectivités locales non comprises.

#### Contrevaleur euro de chaque devise 31.12.2000 et 31.12.1999

Pays	Devises	Contrevaleur euro au 31.12.2000	Contrevaleur euro au 31.12.1999	% d'évolution
États-Unis	USD	1,0746900	0,9954211	7,96 %
Communauté européenne	EUR	1,0000000	1,0000000	0,00 %
France	FRF	0,1524490	0,1524490	0,00 %
Allemagne	DEM	0,5112919	0,5112919	0,00 %
Belgique	BEF	0,0247894	0,0247894	0,00 %
Pays-Bas	NLG	0,4537802	0,4537802	0,00 %
Italie	ITL	0,0005165	0,0005165	0,00 %
Grande-Bretagne	GBP	1,6023100	1,6084928	-0,38 %
Suisse	CHF	0,6565100	0,6230141	5,38 %
Japon	JPY	0,0093500	0,0097343	-3,95 %
Canada	CAD	0,7160800	0,6845564	4,60 %
Australie	AUD	0,5963000	0,6484243	-8,04 %
Danemark	DKK	0,1339900	0,1343490	-0,27 %
Espagne	ESP	0,0060101	0,0060101	0,00 %
Portugal	PTE	0,0049880	0,0049880	0,00 %
Norvège	NOK	0,1214600	0,1238160	-1,90 %
Suède	SEK	0,1132300	0,1167883	-3,05 %
Grèce	GRD	0,0029300	0,0030276	-3,22 %
Hong-Kong	HKD	0,1377800		

**Récapitulatif de l'encours total des emprunts Dexia Crédit Local**

Devises	Hors swap		Après swap	
	Encours en millions de devises	Encours en millions d'euros	Encours en millions de devises	Encours en millions d'euros
AUD	260	155	0	0
CAD	1 328	951	152	109
CHF	1 620	1 064	20	13
DKK	5 200	697	0	0
EUR	32 561	32 561	39 690	39 690
GBP	586	939	279	447
GRD	55 000	161	0	0
HKD	300	41	0	0
JPY	292 590	2 737	40 510	379
NOK	904	110	14	2
SEK	6 031	685	4 581	521
USD	7 712	8 288	5 320	5 717
<b>TOTAL</b>		<b>48 389</b>		<b>46 878</b>

**Échelonnement de la dette totale en capital  
exprimée en millions d'euros au 31.12.2000 avant swaps**

Années	Marché français	EUR	Autres devises	Total
2001	1 782	2 805	6 103	10 690
2002	1 364	1 625	6 994	9 983
2003	743	560	3 990	5 293
2004	2 004	884	4 044	6 932
2005	468	201	1 803	2 472
2006	1 609	253	1 202	3 064
2007	770	78	906	1 754
2008	319	1 514	692	2 525
2009	513	1 240	863	2 616
2010	229	312	21	562
2011	30	251	201	482
2012	15	2	1 360	1 377
2013	15	2	94	111
2014	198	126	0	324
2015	0	2	22	24
2016	0	2	89	91
2017	0	2	0	2
2018	0	6	0	6
2020	0	0	9	9
2029	0	27	0	27
2030	0	45	0	45
<b>TOTAL</b>	<b>10 059</b>	<b>9 938</b>	<b>28 393</b>	<b>48 389</b>

## → Informations complémentaires

### Emprunts obligataires publics Dexia Crédit Local (marché domestique) - encours au 31 décembre 2000

Désignation des titres	RGA	Encours (en milliers d'euros)	Nominal des titres (en francs)	Nombre des titres	Date d'échéance finale
<b>ÉMISSIONS DEXIA CRÉDIT LOCAL</b>					
PIBOR 3M -0,12 % 2001	19426	76 225	20 000	25 000	4 janvier 01
TSR 10,10 % février 2001	11885	45 735	5 000	60 000	11 février 01
TME AVRIL 2001 (- 0,70 %)- avril 89	11415	152 449	5 000	200 000	3 avril 01
7,30 % septembre 86	16213	148 870	5 000	195 304	29 septembre 01
8,20 % octobre 2001	19658	384 934	5 000	505 000	1 octobre 01
9,30 % décembre 2001 (12/89)	11599	105 692	5 000	138 659	11 décembre 01
EMPRUNT à prime de remboursement <sup>(1)</sup>	19316	55 967	5 000	40 000	28 mars 02
10,90 % NOV 85	16139	56 158	5 000	73 674	9 décembre 02
Taux progressif nov 92/janvier 2003 <sup>(1)</sup>	19425	91 257	20000	19200	6 janvier 03
TME MARS 2003	19453	91 469	5 000	120 000	1 mars 03
TME MAI 2003	19481	76 225	5 000	100 000	24 mai 03
TEC -1,2 % 1996/2003	19790	150 925	5 000	198 000	25 juillet 03
0 % STOCK INDEXE 11/03	20785	15 245	5 000	20 000	20 novembre 03
0 % INDEXE sur le MIB 12/03	20834	15 245	10 000	10 000	31 décembre 03
7,50 % mars 2004	19459	1 162 973	5 000	1 525 720	31 mars 04
TME JUIN 2004	19482	152 449	5 000	200 000	21 juin 04
TRIMESTRIALITÉS CONSTANTES					
4 % oct 2004	18640	49 912	425,91	117 190	22 octobre 04
0 % STOCK INDEXE 11/04	300873	21 343	5 000	28 000	12 novembre 04
TRIMESTRIALITÉS CONSTANTES					
4,40 % nov 2004	18649	71 702	421,63	170 059	29 novembre 04
TRIMESTRIALITÉS CONSTANTES					
4,40 % mars 05	18663	59 754	409,09	146 067	7 mars 03
TRIMESTRIALITÉS CONSTANTES					
4,40 % mai 05	18678	40 827	409,07	165 000	9 mai 05
TRIMESTRIALITÉS CONSTANTES					
5 % Juillet 05	18691	40 719	415,29	135 000	11 juillet 05
TSR 7,90 % septembre 2005	19632	45 735	5 000	60 000	26 septembre 05
CLF coupon unique octobre 95 <sup>(1)</sup>	19736	192 058	5 000	190 000	25 octobre 05
0 % STOCK INDEXE 10/05	20831	15 245	5 000	20 000	27 octobre 05
0 % INDEXE sur le CAC 11/05	20845	15 245	5 000	20 000	24 novembre 05
6,70 % janvier 2006	19754	762 245	5 000	1 000 000	24 janvier 06
5,75 % février 2006	19578	457 347	5 000	600 000	7 février 06
Taux variable 1996/2006	19778	45 735	5 000	60 000	2 mai 06
1,50 % INDEXE sur l'EUROTOP	20907	18 294	5 000	24 000	5 mai 06
0,40 % décembre 97/juillet 06 <sup>(1)</sup>	20861	50 253	10 000	30 000	31 juillet 06
TEC -0,8 % 1997/2006	20746	144 064	5 000	189 000	12 décembre 06
Emprunt 0,80% indexé sur le CAC 98-/07	20982	91 469	5 000	120 000	15 juin 07
STEP UP 16/6/97-07	20793	76 225	5 000	100 000	16 juin 07
TEC -0,08 % 1997/2007	20818	45 735	5 000	60 000	4 septembre 07
TEC -1% 1996/2007	19784	392 556	5 000	515 000	25 octobre 07
4,50 % puis TEC -0,2 % 1998/2008	20908	45 735	5 000	60 000	24 avril 08
6 % 26/02/1997/2009	20763	457 347	5 000	600 000	26 février 09
4,51 % puis TEC -0,49% 1998/2009	20895	55 644	5 000	73 000	26 mars 09
INDEXE sur l'EUROSTXX50 98/2013	29940	15 245	5 000	20 000	18 juin 13
<b>TOTAL ÉMISSIONS 31.12.2000</b>		<b>5 992 249</b>	<b>217 081</b>		

(1) Le montant de l'encours au 31/12/2000 correspond au montant capitalisé au taux actuariel de l'émission.

Désignation des titres	RGA	Encours (en milliers d'euros)	Nominal des titres (en francs)	Nombre des titres	Date d'échéance finale
<b>ÉMISSIONS FLORAL</b>					
9,30 % mars 2001	11898	705 713	5 000	925 835	11 mars 01
7,75 % octobre 2001	19666	43 295	5 000	190 000	1 octobre 01
9,75 % juillet 2002	11779	1 014 829	5 000	1 331 368	24 juillet 02
TME juin 2003	19500	76 225	5 000	100 000	29 juin 03
8,70 % février 2004	19326	341 221	5 000	447 652	3 février 04
8,50 % février 2008	19428	153 592	5 000	201 499	10 février 08
<b>TOTAL ÉMISSIONS FLORAL 31.12.2000</b>		<b>2 334 874</b>			

*Liste des emprunts obligataires émis hors de France par Dexia Crédit Local avec leur place de cotation le cas échéant*

				En millions d'euros	Encours Bourses de cotation
Certificats de dépôts belges en Francs belges				396,63	Non coté
<b>Sous-total BEF</b>				<b>396,63</b>	
CAD	100 000 000	9 %	Notes due 2001	68,46	Luxembourg
CAD	125 000 000		Subordinated Floating Rate Notes due 2002	85,57	Luxembourg
CAD	250 000 000	7 %	Notes due 2004	171,14	Luxembourg
CAD	250 000 000	6,75 %	Notes due 2006	171,14	Luxembourg
<b>Sous-total CAD</b>				<b>496,31</b>	
CHF	75 000 000	7 <sup>1/4</sup> %	Subordinated Bonds 1991-2001	46,73	Non coté
CHF	250 000 000	4,625 %	Notes due 2001	155,75	Diverses bourses suisses
CHF	100 000 000	4,25 %	Notes due 2001	62,30	Zurich
CHF	125 000 000	4 <sup>3/4</sup> %	Notes due 2002	77,88	Diverses bourses suisses
CHF	150 000 000	3 <sup>3/4</sup> %	Notes due 2002	93,45	Zurich
CHF	150 000 000	3,125 %	Notes due 2003	93,45	Zurich
CHF	150 000 000	5,25 %	Notes due 2003	93,45	Diverses bourses suisses
CHF	300 000 000	2,25 %	Bonds due 2004	186,90	Non coté
CHF	100 000 000	5 %	Notes due 2005	62,30	Diverses bourses suisses
CHF	200 000 000	2,50 %	Notes due 2006	124,60	Diverses bourses suisses
<b>Sous-total CHF</b>				<b>996,81</b>	
DEM	500 000 000	5,375 %	Bonds due 2001	153,39	Frankfurt
DEM	300 000 000	4,375 %	Bonds due 2001	153,39	Frankfurt
DEM	50 000 000		Floating Rate Notes due 2002	25,56	
<b>Sous-total DEM</b>				<b>332,34</b>	
DKK	400 000 000	5,5 %	Bonds due 2002	53,74	Luxembourg
DKK	400 000 000	6,00 %	Bonds due 2002	53,74	Luxembourg
DKK	400 000 000	5,25 %	Bonds due 2002	53,74	Luxembourg
DKK	400 000 000	6 %	Bonds due 2003	53,74	Luxembourg
DKK	400 000 000	5,75 %	Bonds due 2003	53,74	Luxembourg
<b>Sous-total DEM</b>				<b>268,70</b>	

## → Informations complémentaires

				Encours en millions d'euros	Bourses de cotation
FRF	8 000 000 000	6 %	Bonds due 2001	1 219,59	Luxembourg et Paris
FRF	2 000 000 000	9 <sup>7/8</sup> %	Bonds due 2001	304,90	Paris
FRF	2 000 000 000		Zero Coupon Bonds due 2001 <sup>(1)</sup>	255,43	Luxembourg et Paris
FRF	300 000 000	4,5 %	CAC 40 Index-Linked Bonds due 2002	45,73	Luxembourg et Paris
FRF	4 500 000 000	8 <sup>7/8</sup> %	Notes due 2002	686,02	Luxembourg et Paris
FRF	1 000 000 000	7,25 %	Notes due 2003	152,45	Paris
FRF	1 500 000 000		Zero Coupon Bonds due 2003 <sup>(1)</sup>	171,46	Luxembourg et Paris
FRF	1 000 000 000	4 %	Bonds due 2003 with call warrants on OAT 8.5 %	152,45	Paris
FRF	300 000 000		Reverse Floating Rate Bonds due 2003	15,40	Luxembourg et Paris
FRF	2 800 000 000	7 %	Notes due 2003	426,86	Luxembourg et Paris
FRF	3 000 000 000	6,25 %	Bonds due 2005	457,35	Luxembourg et Paris
FRF	4 000 000 000		Zero Coupon Bonds due 2007 <sup>(1)</sup>	315,59	Luxembourg et Paris
<b>Sous-total FRF</b>				<b>4 203,23</b>	
GBP	100 000 000		Zero Coupon Notes due 2001 <sup>(1)</sup>	131,30	Luxembourg
GBP	100 000 000	7,375 %	Notes due 2001	160,85	Luxembourg
GBP	150 000 000	8 <sup>3/8</sup> %	Bonds due 2004	241,27	Luxembourg
GBP	44 000 000	7,50 %	Bonds due 2005	70,50	Luxembourg
<b>Sous-total GBP</b>				<b>603,92</b>	
ITL	550 000 000 000	9 %	Notes due 2001	284,05	Luxembourg
ITL	500 000 000 000		Zero Coupon Notes due 2003 <sup>(1)</sup>	178,47	Luxembourg
ITL	500 000 000 000	8,125 %	Notes due 2006	258,23	Luxembourg
ITL	400 000 000 000	7,125 %	Notes due 2007	206,58	Luxembourg
<b>Sous-total ITL</b>				<b>927,34</b>	
JPY	40 000 000 000	6 %	Bonds due 2001	301,76	Luxembourg
JPY	3 000 000 000		Reverse dual currency YEN/GBP Bonds due 2003	29,20	Non coté
JPY	10 000 000 000		Reverse dual currency YEN/ITL Bonds due 2003 Private placement	48,67	Luxembourg
<b>Sous-total JPY</b>				<b>379,63</b>	
LUF	2 000 000 000	6,625 %	Bonds due 2002	49,58	Luxembourg
LUF	3 000 000 000	6,375 %	Bonds due 2003	74,36	Luxembourg
LUF	2 000 000 000	5,75 %	Bonds due 2003	49,58	Luxembourg
LUF	3 000 000 000	5 %	Bonds due 2003	74,36	Luxembourg
LUF	2 350 000 000		Dexia Index Linked 0 % Bonds due 2003	58,25	Luxembourg
<b>Sous-total LUF</b>				<b>306,13</b>	

				Encours en millions d'euros	Bourses de cotation
NLG	250 000 000	7,25 %	Bonds due 2002	113,45	Amsterdam
NLG	500 000 000	5,75 %	Bonds due 2003	226,89	Amsterdam
NLG	350 000 000	6,75 %	Bonds due 2004	158,82	Amsterdam
NLG	200 000 000		Floating rate Bonds due 2005	90,75	Amsterdam
<b>Sous-total NLG</b>				<b>589,92</b>	
USD	100 000 000		Floating Rate Notes due 2002	67,20	Luxembourg
USD	150 000 000		Floating Rate Notes due 2002	138,36	Luxembourg
USD	250 000 000		Subordinated Floating Rate Notes due 2002	248,90	Luxembourg
USD	500 000 000	7 <sup>1/8</sup> %	Bonds due 2002	497,71	Luxembourg
USD	100 000 000	6,875 %	Bonds due 2002	99,54	Luxembourg
USD	150 000 000		Collared Floater Bonds due 2003	137,86	Luxembourg
USD	100 000 000		Subordinated Floating Rate Notes due 2005	99,54	Luxembourg
<b>Sous-total USD</b>				<b>1 289,11</b>	
EURO	400 000 000	6 %	Notes due 2001	400,00	Luxembourg et Paris
EURO	150 000 000	6,25 %	Notes due 2001	150,00	Luxembourg et Paris
EURO	1 000 000 000		Zero Coupon Notes due 2001 <sup>(1)</sup>	677,76	Luxembourg et Paris
EURO	220 000 000	5,625 %	Notes due 2002	120,00	Luxembourg
EURO	150 000 000	5,25 %	Notes due 2002	150,00	Luxembourg
EURO	100 000 000	5,5 %	Notes due 2002	100,00	Luxembourg
EURO	150 000 000	5,375 %	Notes due 2003	150,00	Luxembourg
EURO	100 000 000	5,375 %	Notes due 2003	100,00	Luxembourg
EURO	150 000 000	5,25 %	Notes due 2003	150,00	Luxembourg
EURO	100 000 000	5,375 %	Notes due 2004	100,00	Luxembourg
EURO	100 000 000		taux variable EMTN226 due 2014	100,00	Luxembourg
EURO	61 000 000		zéro coupon notes due 2006	61,00	Paris
<b>Sous-total XEU</b>				<b>2 258,76</b>	
EURO Euro-Medium Term Note Program <sup>(1)</sup>				22 522,20	
<b>Sous-total EMTN</b>				<b>22 522,20</b>	

(1) Le montant de l'encours au 31 décembre 2000 correspond au montant capitalisé au taux actuariel de l'émission.

## INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

### ( *Renseignements sur la société*

#### Dénomination sociale

La dénomination « Dexia Crédit Local » a été adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire du 8 mars 2001. Dexia Crédit Local de France a adopté la dénomination Dexia Public Finance Bank après la fusion des trois entités Dexia Crédit Local de France, Dexia France et Dexia Project & Public Finance Bank, le 26 juillet 2000.

#### Siège social

Tour Cristal  
7 à 11 quai André-Citroën - 75015 Paris

#### Forme juridique

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.

#### Législation applicable

Société anonyme régie par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, le décret du 23 mars 1967 ainsi que par la loi du 24 janvier 1984, dite loi bancaire.

#### Date de constitution et durée de la société

La société a été créée le 28 août 1989 pour une durée de 99 ans.

#### Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet, à titre de mission permanente, de poursuivre l'activité suivante :

- réaliser en France et à l'étranger toutes opérations de crédit en faveur du développement local, et notamment de l'équipement collectif, principalement au profit des collectivités locales et des établissements publics, des organismes bénéficiant de leur garantie, des sociétés d'économie mixte locales, des sociétés concessionnaires de services publics et plus généralement des organismes réalisant des opérations d'urbanisme et d'habitat, ou ayant passé avec une collectivité locale une convention pour la réalisation ou la gestion d'un équipement d'intérêt local,
- pratiquer au profit de ces mêmes personnes toute activité de conseil et d'assistance en matière de gestion financière, d'ingénierie financière, et d'une manière générale, d'offrir tous les services destinés à faciliter leur gestion financière sous réserve des dispositions législatives relatives à l'exercice de certaines professions réglementées,
- recueillir les dépôts de trésorerie des collectivités locales et des établissements publics locaux conformément à la réglementation qui leur est applicable,
- conserver les fonds prêtés à ses clients, en attente d'emploi,
- émettre des emprunts obligataires en France et à l'étranger destinés au financement des prêts qu'elle consent.

À cet effet, elle peut notamment :

- créer des filiales,
- détenir des participations dans les sociétés dont l'activité est de nature à faciliter la réalisation de l'objet social,
- constituer et gérer des fonds de garantie pour garantir le remboursement des crédits accordés aux organismes mentionnés au premier alinéa du présent article.

Elle peut également réaliser toute opération entrant dans son objet pour le compte d'organismes ou d'institutions d'intérêt général qui lui donnent mandat.

#### N° RCS, code APE

Dexia Crédit Local est immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le n° : PARIS B 351 804 042  
Son code APE est : 652 C (distribution de crédit).

## Lieu où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à la société

Les documents juridiques concernant Dexia Crédit Local peuvent être consultés au siège social de la société :  
Tour Cristal,  
7 à 11 Quai André-Citroën, 75901 PARIS CEDEX 15.

## Exercice social (article 39 des statuts)

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

## Faits et litiges exceptionnels

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement le patrimoine, la situation financière ou les résultats consolidés de l'ensemble constitué par la société et ses filiales.

## Répartition statutaire des bénéfices (article 40 des statuts)

I. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des prélèvements prévus à l'article 39, et augmenté des reports bénéficiaires.

II. L'assemblée générale détermine, sur proposition du directoire, la part du bénéfice distribuable attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes. Quant au surplus, s'il en existe, l'assemblée générale décide, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation et l'emploi. En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

III. Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée ou, à défaut, par le directoire. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête du directoire. Nonobstant les dispositions qui précèdent et dans les cas prévus par la loi, le directoire est compétent pour décider de répartir un acompte à valoir sur les dividendes d'exercices clos ou en cours, avant que les comptes de ces exercices n'aient été approuvés. Le directoire en fixe le montant et la date de répartition. Il appartient à l'assemblée générale, lors de la fixation du dividende définitif, de s'assurer que les dispositions de ce paragraphe sont effectivement satisfaites pour l'ensemble de ce dividende (acompte compris).

## Assemblées générales

### • Convocation (article 27 des statuts)

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu choisi par l'auteur de la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir la communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi et de mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

### • Droit d'admission aux assemblées (article 28 des statuts) :

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées sur simple justification de son identité, à condition toutefois que ses actions soient libérées des versements exigibles.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un autre actionnaire.

Les pouvoirs doivent être déposés au siège social, cinq jours au moins avant la réunion.

### • Droit de vote (article 31 des statuts) :

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, tant en son nom personnel que comme mandataire.

## ( Renseignements concernant le capital et l'action

### Évolution de la société

• A la suite de l'offre publique d'échange réalisée au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 1999 et du 1<sup>er</sup> trimestre 2000, Dexia Belgium (devenue Dexia) a acquis la totalité des titres de Dexia France qui a cessée d'être cotée.

Dans le cadre de la restructuration qui s'en est suivie, il a été procédé au décroisement des participations dans les sociétés opérationnelles et à la fusion des sociétés de droit français :

- L'assemblée générale extraordinaire du 26 juillet 2000 a autorisé la fusion de la société Dexia Crédit Local de France avec la société Dexia France par l'absorption de cette dernière.
- L'assemblée générale extraordinaire du 26 juillet 2000 a autorisé la fusion de la société Dexia Crédit Local de France avec la société Dexia Project & Public Finance International Bank par l'absorption de cette dernière.
- La distinction entre les deux catégories d'actions de Dexia Crédit Local a été supprimée.
- Sur autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 26 juillet 2000, le directoire a décidé, le 4 septembre 2000, d'augmenter le capital (avec suppression du droit préférentiel au profit de personne dénommée, Dexia) pour le porter de 1 248 016 471 euros à 1 327 004 846 euros.

### Capital de la société

Le capital social s'élève, au 30 mars 2001, à 1 327 004 846 euros divisé en 87 045 757 actions.

### Autorisation d'augmenter le capital

Une résolution d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription a été adoptée par l'assemblée générale des actionnaires du 10 janvier 2000.

### Maintien du droit préférentiel de souscription

Le directoire est autorisé à augmenter le capital soit en émettant des actions nouvelles auxquelles les actionnaires pourront souscrire en priorité, soit en émettant différents types de valeurs mobilières composées ou de bons de souscription. Le directoire pourra également augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes par distribution d'actions gratuites et/ou par élévation de la valeur nominale des actions existantes. Ces émissions pourront s'effectuer sur le marché français et/ou international.

### Montant global de l'augmentation de capital

Le montant total de l'augmentation de capital qui résultera des émissions autorisées ne pourra excéder 1 milliard d'euros.

### Délai de validité de l'autorisation

Cette autorisation a été donnée pour une durée de vingt-six mois à compter de l'assemblée générale du 10 janvier 2000.

- Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital de Dexia Crédit Local.

### Répartition du capital au cours des 5 dernières années

	Après le 23.10.1996	1997	1998	1999	2000 après fusions réalisées le 26.07.2000
Dexia France	49,99 %	49,99 %	49,99 %	49,99 %	—
Dexia (anciennement dénommée Dexia Belgium)	49,99 %	49,99 %	49,99 %	49,99 %	99,98 %
Particuliers français et/ou belges		0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %

- À l'assemblée générale du 10 mai 2000, le nombre de droits de vote existants étaient de 76 141 084.

## COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE DEXIA CRÉDIT LOCAL

(8 mars 2001)

### Président du conseil de surveillance

**Monsieur Pierre RICHARD**

Administrateur délégué de Dexia  
Administrateur de Dexia Banque  
Administrateur, vice-président de Dexia BIL  
Administrateur, vice-président de Financial Security Assurance Holdings Ltd.  
Administrateur du Crédit du Nord  
Président du Monde Investisseurs  
Membre du conseil de surveillance du Monde S.A.  
Administrateur de la Compagnie Nationale Air France  
Membre du conseil d'administration de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)

### Vice-président du conseil de surveillance

**Monsieur Rembert von LOWIS**

Administrateur de Dexia BIL  
Administrateur de Dexia Banque  
Vice-Président du conseil de surveillance de Dexia Municipal Agency  
Administrateur de Financial Security Assurance Holdings Ltd.

### Membres du conseil de surveillance

**La Fédération nationale des Travaux Publics représentée par  
Monsieur Daniel TARDY**

**La Fédération Française du Bâtiment représentée par  
Monsieur Alain SIONNEAU**

**Monsieur Jean-Pierre BRUNEL**

Président du directoire de la Compagnie Nationale d'aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc  
Président directeur général de BRL - Exploitation  
Président directeur général de BRL - Ingénierie  
Président directeur général de BRL - Espaces Naturels  
Président directeur général de SEPA - LRC  
Administrateur de Léna Environnement

**Monsieur Jean-François COPÉ**

Administrateur de Dexia Banque

**Monsieur Claudy LEBRETON**

**Monsieur Loïc LE MASNE de CHERMONT**

Administrateur de Dexia Banque

## → Informations complémentaires

### **Monsieur Yvon ROBERT**

### **Monsieur Jean-Pol HENRY**

### **Monsieur Patrick LACHAERT**

### **Monsieur Guy SCHIFFLERS**

Administrateur de Dexia Banque  
Administrateur de Dexia Crediop  
Président du conseil d'administration de CIGER  
Administrateur de Ecotech Finance  
Administrateur de SOFIBAIL  
Administrateur de SPE Power Company  
Administrateur de SRIW  
Président du conseil d'administration de WGH Informatique

### **Monsieur Paul VANZEVEREN**

Administrateur de Dexia BIL  
Administrateur de Dexia BIL Asia Singapore Ltd.  
Administrateur de Dexia Asset Management Luxembourg

## Représentants du comité d'entreprise auprès du conseil de surveillance

### **Monsieur Jacques COULOMB**

### **Madame Yannick REVEL**

## Commissaire du gouvernement

### **Monsieur Yves TARTANSON**

## Commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes de Dexia Crédit Local ainsi que leurs suppléants (nommés le 28 juin 1996 pour une durée de 6 ans) sont :

- MAZARS ET GUÉRARD Le Vinci, 4 Allée de l'Arche 92075 La Défense  
représenté par Guillaume POTEL, Associé  
et Anne VEAUTE, Associé  
Suppléant : Yves ROBIN
- CADERAS MARTIN  
76, rue de Monceau-75008 Paris  
représenté par Daniel BUTELOT, Associé  
et Olivier AVRIL, Associé  
Suppléant : Benoît DESAUW

## COMPOSITION DU DIRECTOIRE DE DEXIA CRÉDIT LOCAL (Mai 2001)

### Président

**Monsieur Jacques GUERBER**

Président du conseil de surveillance de Dexia Municipal Agency

Président de Ifax

Président du conseil de surveillance de Sofca

Président de Dexia CLF Banque

Administrateur du Crédit du Nord

Administrateur de Dexia Insurance

Membre du conseil de surveillance de Dexia Banque Privée France

Vice-président et membre du conseil de surveillance de Dexia Asset Management France

### Membres

**Monsieur Philippe VALLETOUX**

Président de Floral

Administrateur de Dexia Finance

Administrateur de Dexia Crediop

**Monsieur Bruno DELETRÉ**

Vice-président de Dexia Crediop

Administrateur de Kommunalkredit Austria

Administrateur de Financial Security Assurance Holdings Ltd.

Membre du conseil de surveillance de Dexia Municipal Agency

## → Informations complémentaires

DEXIA CRÉDIT LOCAL, DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2000

### ( Personnes qui assument la responsabilité du document de référence

A notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

**Jacques GUERBER**  
Président du directoire



En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Dexia Crédit Local et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du président du directoire. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport, à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos le 31 décembre 1998, le 31 décembre 1999 et le 31 décembre 2000 arrêtés par le directoire, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve. En ce qui concerne l'exercice 2000, nous attirons votre attention sur le paragraphe 1.1 des annexes aux comptes annuels et consolidés relatif au traitement comptable et fiscal de l'échange de titres Dexia Banque/Dexia Crédit Local avec Dexia.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Paris, le 5 avril 2001  
Les commissaires aux comptes

#### **CADERAS MARTIN**

représenté par  
Daniel Butelot      Olivier Avril  
Associé                  Associé



#### **MAZARS & GUÉRARD**

représenté par  
Guillaume Potel      Anne Veaute  
Associé                  Associé



## DOCUMENT DE RÉFÉRENCE COB - SOMMAIRE

1.1	Nom et fonctions des responsables du document	136
1.2	Attestation des responsables	136
1.3	Nom et adresse des contrôleurs légaux	134
3.1	Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	130
3.2	Renseignements de caractère général concernant le capital	132
3.3	Répartition actuelle du capital et des droits de vote	132
3.4	Marché des titres de l'émetteur	–
3.5	Dividendes	18-19/122
4.1	Présentation de la Société et du groupe	26-35/112-115
4.3	Faits exceptionnels et litiges	131
4.4	Effectifs	108
4.5	Politique d'investissement	52-59
5.1	Comptes de l'émetteur	20-92/94-117
7.1	Évolution récente	19
7.2	Perspectives d'avenir	19



En application de son règlement n° 98-01/95-01, la Commission des opérations de bourse a enregistré le présent document de référence le 6 avril 2001 sous le numéro R 01-083. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des opérations de bourse. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement, effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

## ( **Lexique**

<b>Arbitrage</b>	Technique qui consiste à mettre à profit un écart constaté entre deux marchés ou entre deux intervenants sur un même marché.
<b>Asset liabilities management (ALM)</b>	Voir <i>Gestion actif / passif</i> .
<b>Au pair</b>	L'émission ou le remboursement d'un titre de créance est dit « au pair » lorsqu'il se fait pour la valeur nominale du titre.
<b>Avoir fiscal</b>	Crédit d'impôt ouvert à tout contribuable percevant des dividendes distribués par des sociétés françaises ayant supporté l'impôt sur les sociétés. Il est actuellement égal à 50 % du montant de ces dividendes, pour les particuliers, et 45 % pour les entreprises.
<b>Bons à moyen terme négociables</b>	<i>Titres de créance négociables</i> , avec une durée minimum d'un an et un jour et d'un montant nominal minimum de 1 million de francs. Ils peuvent être émis par tous les types de sociétés, à condition qu'elles respectent les conditions fixées par la réglementation.
<b>Certificats de dépôt négociables</b>	<i>Titres de créance négociables</i> , d'une durée comprise entre 10 jours et un an, d'un montant nominal minimum de 1 million de francs. Ils ne peuvent être émis que par les établissements habilités à recevoir du public des fonds à vue et assujettis en France à la constitution de réserves obligatoires.
<b>Close out netting</b>	Clause prévoyant une compensation réciproque des créances et des dettes en cas de défaillance d'une des contreparties. Cette clause permet donc de réduire le risque de contrepartie.
<b>Dérivé de crédit</b>	Contrat par lequel un intervenant transfère un risque de crédit, sur un ou plusieurs actifs sous-jacents de référence, à une contrepartie en échange d'une rémunération. Ce sont par exemple des <i>credit default swaps</i> ou des <i>credit spread options</i> .
<b>Crédit spread option</b>	Opération de <i>dérivé de crédit</i> . Contrat d'option par lequel l'investisseur, moyennant le paiement d'une prime à la contrepartie de l'opération, achète le droit d'acheter ( <i>call</i> ) ou le droit de vendre ( <i>put</i> ) un crédit de référence à un spread déterminé (strike ou prix d'exercice).
<b>Crédit default swap</b>	Opération de <i>dérivé de crédit</i> . Contrat par lequel le cédant du risque paye au cessionnaire une prime (exprimée en général en points de base appliqués au montant nominal de l'actif sous-jacent). En contrepartie, en cas de diminution de la valeur d'un actif sous-jacent (titre) due à la détérioration de la qualité de son émetteur ou à la défaillance de ce dernier, le cessionnaire s'engage à verser au cédant la valeur d'origine de cet actif.
<b>Dettes subordonnées</b>	Emprunt ou titres dont les souscripteurs sont remboursés, en cas de défaillance de l'émetteur, après les autres créanciers, mais avant les actionnaires.
<b>Duration</b>	La duration d'un actif ou d'un passif représente la vie moyenne, exprimée en années, des flux actualisés aux taux du marché de ces éléments. C'est un indicateur de sensibilité.
<b>Émission zéro-coupon</b>	Reconnaissance de dette à long terme émise au-dessous du pair et dépourvue de paiement périodique d'intérêt. La différence entre le prix d'émission et le montant perçu à l'échéance est comparable au rendement d'un prêt à intérêts capitalisés.
<b>Ensemble homogène</b>	Cette notion s'applique plus particulièrement aux instruments <i>financiers à terme</i> . Il s'agit d'un groupe d'instruments (de taux ou de change) présentant les mêmes caractéristiques de <i>sensibilité</i> ou des caractéristiques proches.
<b>Euro commercial paper</b>	Billets de trésorerie émis sur le marché européen.

<b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>	Montants que l'établissement de crédit décide d'affecter à la couverture de risques généraux, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires. Les dotations ou reprises au FRBG sont inscrites au compte de résultat.
<b>Fonds propres</b>	Addition des <i>fonds propres de base</i> et des <i>fonds propres complémentaires</i> , desquels sont déduites en partie les participations dans des établissements de crédit.
<b>Fonds propres de base</b>	Première ligne de solvabilité des établissements de crédit ne faisant intervenir que les capitaux propres aux sens strict (capital et réserves) ainsi que le <i>FRBG</i> . Ils sont également appelés <i>tier one</i> .
<b>Fonds propres complémentaires</b>	Éléments du passif contribuant à garantir la solvabilité d'un établissement de crédit mais présentant un niveau de stabilité inférieur à celui des <i>fonds propres de base</i> . Il s'agit notamment des <i>dettes subordonnées</i> à durée indéterminée ou à terme supérieur à cinq ans. Ils sont également appelés <i>tier two</i> .
<b>Forward rate agreement (FRA) ou accord de taux futur</b>	Contrat traité de gré à gré, en vertu duquel un établissement (le vendeur) s'engage envers un autre (l'acheteur) à lui prêter, à un certain taux prédéfini, une somme déterminée pendant une période précise dont le point de départ se situe à une date future.
<b>Future</b>	Contrat traité sur un marché organisé entre deux parties, qui consiste à acheter ou à vendre une quantité donnée d'un actif appelé «sous-jacent» au contrat à un prix donné et à une date d'échéance fixée à l'avance.
<b>Gestion actif / passif</b>	Gestion qui consiste à gérer globalement le risque de taux et de change de l'établissement et à protéger les résultats contre une évolution défavorable des taux d'intérêts et des cours de change, l'objectif étant d'assurer la rentabilité et la liquidité de la banque. Cette gestion est principalement assurée par la mise en place d' <i>instruments financiers à terme</i> .
<b>Instruments financiers à terme</b>	Contrat portant sur une grandeur économique par lequel l'une des contreparties, s'engage vis-à-vis de la seconde à livrer ou à prendre livraison (ou à payer ou recevoir un différentiel de prix) de l'objet du contrat à une date d'échéance ou jusqu'à une date d'échéance donnée, à laquelle l'engagement pris devra être respecté.
<b>Intégration globale</b>	Méthode de consolidation consistant à substituer aux titres d'une filiale dans les comptes de la maison mère les éléments actifs et passifs et le résultat de cette filiale, en faisant ressortir les droits des tiers (minoritaires) sur sa situation nette et son résultat net, après élimination des opérations réciproques.
<b>CAP ou accord de taux plafond</b>	Garantie de taux plafond consentie par un établissement de crédit (vendeur) à un emprunteur (acheteur) à taux variable. Moyennant le paiement d'une prime, ce dernier est garanti contre la hausse du coût de son emprunt en recevant à chaque échéance la différence existant entre le taux de référence de son emprunt et le taux fixe garanti par le contrat de cap, si ce taux fixe est inférieur.
<b>FLOOR ou accord de taux plancher</b>	Garantie de taux plancher consentie par un établissement de crédit (vendeur) à un investisseur (acheteur) à taux variable. Moyennant le paiement d'une prime, ce dernier est garanti contre la baisse du rendement de son investissement en recevant à chaque échéance la différence existant entre le taux de référence de son investissement et le taux fixe garanti par le contrat de floor, si ce taux fixe est supérieur.
<b>Intérêts minoritaires</b>	Intérêts des associés autres que ceux de la société mère dans les capitaux propres d'une filiale intégrée globalement.
<b>Mise en équivalence</b>	Méthode de consolidation consistant, dans le bilan de la société mère, à substituer à la valeur comptable des titres d'une filiale consolidée, la valeur de la quote-part détenue dans la situation nette et le résultat de cette filiale.

## → Lexique

<b>Montant notionnel</b>	Dans le cadre d'un <i>instrument financier à terme</i> , il s'agit du montant de référence sur lequel sont appliqués les calculs de taux d'intérêt.
<b>Opérations de pension</b>	Opération par laquelle un établissement bancaire (le cédant) cède en propriété à un autre établissement (le cessionnaire) des titres, moyennant le versement par ce dernier d'une somme en numéraire représentative de la valeur des titres. Ces opérations ont une durée limitée, définie irrévocablement par les deux intervenants, à l'issue de laquelle un échange inverse intervient. Selon que l'on se situe chez le cédant ou le cessionnaire, on parle de pension livrée ou reçue. Ces opérations peuvent s'assimiler à des prêts ou emprunts garantis par des titres.
<b>Option</b>	Contrat qui lie deux parties, un acheteur et un vendeur, dans lequel l'acheteur acquiert, moyennant le versement d'une prime au vendeur, le droit mais non l'obligation d'acheter (ou de vendre) une quantité déterminée d'un bien, à un prix convenu et pendant une période de temps définie ou à une date d'échéance précise. Il existe des options d'achat ( <i>call</i> ) ou de vente ( <i>put</i> ).
<b>Call</b>	Option d'achat qui confère à l'acheteur le droit d'acheter l'élément sous-jacent et engendre chez le vendeur l'engagement de le vendre.
<b>Put</b>	Option de vente qui confère à l'acheteur le droit de vendre l'élément sous-jacent et engendre chez le vendeur l'engagement de l'acheter.
<b>Pied du coupon (acquisition d'un titre au)</b>	Le montant des intérêts courus sur un titre lors de son achat n'est pas inclus dans la valeur d'acquisition enregistrée en comptabilité.
<b>Prime de remboursement</b>	Excédent du prix de remboursement d'une obligation sur sa valeur nominale.
<b>Prime d'émission</b>	Abattement du prix d'émission d'une obligation par rapport à sa valeur nominale.
<b>Produit net bancaire</b>	Total des charges et des produits d'exploitation bancaires, qui sont les produits et les charges générés par l'activité bancaire courante.
<b>Ratio de solvabilité</b>	Rapport entre les fonds propres d'un établissement de crédit et l'ensemble des risques de crédit qu'il encourt du fait de son activité. On distingue le ratio européen de solvabilité (RES), défini par une directive de la CEE et qui s'applique aux banques françaises, et le ratio international de solvabilité (RIS ou ratio Cooke) défini par le comité de Bâle et qui doit être respecté par les banques ayant une activité internationale importante. Dans les deux cas, la valeur minimale à respecter de ce ratio a été fixée à 8%.
<b>Règle " premier entré / premier sorti "</b>	Méthode d'enregistrement d'un stock de biens fongibles, par laquelle les biens sortis sont réputés être prélevés sur les biens entrés à la date la plus ancienne.
<b>Repurchase agreement (Repo)</b>	Accord par lequel le vendeur d'un titre garantit son rachat à une date et à un prix préalablement fixés. Ce type d'opération peut s'assimiler à une opération de pension. La différence est qu'un Repo implique une cession et un rachat effectif des titres. C'est donc un emprunt à court terme assorti d'un titre comme garantie.
<b>Risque de change</b>	Risque lié à la variation du cours d'une devise par rapport à la monnaie de référence utilisée par un établissement de crédit. Pour une transaction donnée, ce risque est constitué par le fait que le règlement financier de l'opération s'effectue à une parité de change différente de celle qui avait été retenue lors de l'engagement initial.
<b>Risque de crédit ou de contrepartie</b>	Risque résultant, pour un créancier, de l'incapacité de son débiteur à honorer tout ou partie de sa dette à l'échéance.
<b>Risque de liquidité</b>	Risque pour un établissement de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation de marché.

<b>Risque de taux d'intérêt</b>	Risque que fait courir au porteur d'une créance ou d'une dette à taux fixe ou variable, l'évolution ultérieure des taux d'intérêt.
<b>Sensibilité</b>	La sensibilité correspond à la variation du prix d'un instrument financier pour une variation donnée des taux d'intérêts.
<b>Soulte</b>	Montant qui, dans un contrat d'échange (typiquement, un swap) doit être versé par l'une des parties à l'autre afin de rétablir l'égalité des valeurs échangées.
<b>Spread</b>	Supplément de rémunération que verse une contrepartie afin de tenir compte du risque que sa signature représente par rapport à la qualité d'une signature sans risque (ex. : État souverain).
<b>Swap</b>	Transaction financière qui permet aux deux parties contractantes de s'échanger des montants de <i>cash flow</i> spécifiés à des dates déterminées afin de se couvrir contre le risque de taux ou contre le risque de change. L'échange peut porter sur des devises ( <i>swap</i> cambiste), des taux d'intérêt ( <i>swap</i> de taux) ou des taux d'intérêt et des devises ( <i>currency swap</i> ).
<b>Swaption</b>	Contrat d' <i>option</i> qui donne le droit à l'acheteur (mais non l'obligation) de mettre en place un swap de taux avec le vendeur, dans le futur, à des conditions prédéfinies, à une échéance ou sur une période donnée.
<b>Taux actuariel</b>	Taux exprimant, en valeur actualisée, et pour une période donnée, le rapport du coût effectif d'un emprunt (ou du rendement effectif d'un prêt) avec le montant du capital. Il est calculé à partir du taux d'intérêt nominal de l'emprunt ou du prêt, mais en tenant compte du mode de calcul et de paiement des intérêts, des décalages de valeur et du montant du capital effectivement disponible.
<b>Tier one</b>	Voir <i>fonds propres de base</i> .
<b>Tier two</b>	Voir <i>fonds propres complémentaires</i> .
<b>Titres de créances négociables</b>	Titres émis au gré de l'émetteur, négociables sur un marché réglementé, qui représentent un droit de créance pour une durée déterminée. Leur émission impose le respect par l'émetteur d'un certain nombre de contraintes, notamment d'information.
<b>Upper tier two</b>	Il s'agit des <i>dettes subordonnées</i> de qualité la plus élevée.
<b>Valeur de marché</b>	Valeur d'un bien telle que déterminée par les marchés financiers sur lesquels il est échangé.
<b>Valeur historique</b>	Valeur d'un bien lors de sa comptabilisation initiale.
<b>Value at risk (VAR)</b>	Méthode de quantification, dans un intervalle de confiance prédéfini (typiquement 95 ou 99%), de la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille ou l'établissement dans son ensemble, sur une courte période de temps (entre un et dix jours) dans des conditions de marché normales. Cette analyse peut utilement être complétée par des analyses de scénario et des tests de stress, pour étudier les pertes potentielles en cas d'évolution extrême ou spécifique du marché.
<b>Vente ou achat à terme</b>	Opérations d'achat ou de vente (de titres, de devises...) pour lesquelles la livraison et le règlement interviennent après un délai convenu entre les parties lors de la négociation. Le prix d'échange prend en compte ce délai, et constitue le cours à terme.
<b>Vente ou achat comptant</b>	Opérations d'achat ou de vente (de titres, de devises...) pour lesquelles la livraison et le règlement interviennent immédiatement ou à très bref délai après la négociation.